

SANTÉ DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Message de vœux de prompt rétablissement du Premier ministre britannique

P. 24

ALGÉRIE-FRANCE

Le ministre de l'Intérieur français en visite de travail à Alger

P. 24

DÉCÈS DU MOUDJAHID LAKHDAR BOURAGAA

Inhumation au cimetière Sidi Yahia d'Alger

P. 3

PRIÈRE DU VENDREDI

Une reprise dans la joie et la vigilance

Des centaines de milliers de fidèles ont accompli, à travers les différentes wilayas du pays, la prière du vendredi dans une ambiance empreinte de joie et dans le respect scrupuleux des mesures préventives, plus de 7 mois après sa suspension en raison des répercussions du coronavirus (Covid-19). La prière du vendredi a été accomplie dans les mosquées ayant une capacité d'accueil de plus de 1000 fidèles, et ce en application de la décision du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relative à la levée de la suspension de la prière du vendredi, après une suspension de plus de sept mois due à la pandémie du coronavirus.

P.p 4-24
DKnews/APS



PLF 2021

Nasri : "nouveau programme de 45.000 logements et 130.000 aides"

P. 4

ELECTION PRÉSIDENTIELLE AUX ETATS UNIS

Fox News et New York Post prennent leurs distances avec Trump

P. 15

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ

M. Attar présidera la 22^{ème} réunion ministérielle

P. 7

SANTÉ

ACOUPHÈNES

Comment les soulager en douceur ?

P.p 12-13

FOOTBALL

PRÉSIDENTE DE LA LFP

Azzedine Arab (ES Sétif) annonce sa candidature

P. 21



USA-ÉLECTIONS

Facebook et Twitter tentent de contenir Trump et les fausses rumeurs

P. 17

FORMATION PROFESSIONNELLE

Début des inscriptions aujourd'hui (ministère)

P. 2

BANQUES

Inauguration
dimanche d'une
nouvelle agence CPA
à Koléa (Tipaza)

Le Crédit Populaire d'Algérie (CPA), a annoncé, l'ouverture dimanche d'une nouvelle Agence à Koléa dans la wilaya de Tipaza, a indiqué, samedi un communiqué de cette banque publique.

La cérémonie d'inauguration sera présidée par le Président Directeur Général de la CPA, Dahmani Mohammed, en présence des autorités locales ainsi que des hauts cadres de la Banque, a précisé la même source.

"Avec l'implantation de cette nouvelle agence, rattachée au groupe d'Exploitation de Blida, le CPA est fier d'annoncer que son réseau d'exploitation compte, à présent, 152 agences implantées à travers le territoire national", a indiqué la même source.

Le CPA a relevé dans le même sillage que "cette action s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la banque visant l'extension de son réseau d'exploitation et la contribution au développement de l'inclusion financière".

"Cette nouvelle réalisation conforte le CPA dans sa vocation en tant que banque de proximité à l'écoute de la clientèle", a souligné la banque.

En s'inscrivant dans cette dynamique, la Banque met à la disposition de ses clients, une expérience et un expertise avérées, alliant qualité de service et une large gamme de produits et services innovants répondant à leurs attentes, a assuré le CPA.

Aussi, le CPA met à travers sa page Facebook officielle, canal supplémentaire de communication, l'ensemble de sa gamme de produits et services.

"Cette démarche s'inscrit dans le cadre de son engagement en tant que Banque citoyenne au service du développement de l'économie nationale", a tenu à préciser la même source.

CHLEF

2 enfants meurent
dans un incendie
à Oum Drou

Deux enfants en bas âge ont péri vendredi soir dans un incendie qui s'est déclaré dans le domicile parental à Oum Drou (6 km à l'est de Chlef), a annoncé la cellule de communication de la direction de wilaya de la protection civile.

Dans un communiqué transmis à l'APS, la même source a précisé que les deux enfants, âgés de 2 ans et 4 ans, sont morts dans l'incendie qui s'est déclaré aux environs de 19h40 au domicile de leurs parents, au lieu dit "El B'sakra", dans la commune d'Oum Drou.

L'incendie aurait été provoqué par un court-circuit dans la chambre où étaient les deux victimes, alors que leurs parents étaient absents.

Les corps des deux enfants ont été évacués vers la morgue de l'hôpital de Chlef, et l'incendie a été éteint par les éléments de la protection civile, ajoute-t-on de même source.

Une enquête a été ouverte par les services concernés pour déterminer les causes de cet incident.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
10 morts et 158
blessés en 48 heures
(Protection civile)

Dix (10) personnes ont trouvé la mort et 158 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés au cours des dernières 48 heures à travers le pays, selon le bilan des dernières 48 heures établi samedi par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Alger, avec deux morts et un blessé suite à une collision entre un véhicule et une motocyclette, note la même source. Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19, les unités de la Protection civile ont mené durant la même période, 76 opérations de sensibilisation à travers neuf wilayas (35 communes), pour rappeler aux citoyens la nécessité du respect du confinement et des règles de la distanciation physique. Les éléments de la Protection civile ont effectué dans la même cadre, 90 opérations de désinfection générale à travers 11 wilayas (38 communes), touchant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, ajoute la même source. D'autre part, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 21 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffes-bain à Alger, Mostaganem, Biskra, Sidi Bel Abbes et Tissemsilt.

IMMIGRATION
CLANDESTINE
Démantèlement
d'un réseau
spécialisé à Oran

Les services de sûreté de la daïra d'Ain Turck (Oran) ont réussi, au cours de cette semaine, à démanteler un réseau spécialisé dans l'organisation de traversées en mer de l'immigration clandestine, a-t-on appris vendredi auprès de ce corps sécuritaire. Cette opération a été enclenchée suite à des informations et investigations sur le terrain en matière de lutte contre l'immigration clandestine, appuyée par un plan minutieux, ce qui a permis à l'arrestation de cinq membres de ce réseau, en pleine préparation d'une tentative pour regagner l'autre rive de la méditerranée.

Cette opération a, par ailleurs permis la saisie d'une embarcation pneumatique et un moteur de 115 chevaux, en plus d'une somme d'argent de 120.000 DA, a-t-on noté de même source.

Les personnes arrêtées, âgés entre 20 et 46 ans, seront présentées devant la justice, pour tentative de sortir clandestinement une ou plusieurs personnes du territoire national, pour tirer de manière directe ou indirecte un profit financier ou autre, selon la même source.

FORMATION PROFESSIONNELLE
Début des inscriptions
aujourd'hui (ministère)

Les inscriptions d'entrée aux établissements de formation professionnelle, débuteront dimanche, en prévision de la rentrée 2020-2021 le 15 novembre en cours, a-t-on appris samedi auprès du ministère de la Formation et de l'enseignement professionnels.

Selon la même source, les inscriptions se poursuivront jusqu'au 15 février. Le ministère a assuré pour cette rentrée 538.000 places pédagogiques réparties sur 1.207 établissements de formation relevant du secteur et plus de 700 établissements privés agréés.

Dans le cadre des mesures préventives contre la propagation du nouveau coronavirus, le ministère a mobilisé tous les moyens humains et matériels pour la mise en œuvre du protocole sanitaire lors de cette rentrée.

ENVIRONNEMENT

Oran : vers l'implication
de jeunes entreprises
privées dans le tri
sélectif des déchets

La Direction de l'environnement de la wilaya d'Oran entend impliquer le secteur privé dans le tri sélectif des déchets eu égard à une expérience réussie oeuvre de deux jeunes entreprises locales versées dans ce volet, a affirmé la directrice de cet établissement, Samira Dahou.

La Direction de l'environnement avait autorisé, depuis quelques mois, deux jeunes entreprises à poser des bacs de tri sélectif dans différents quartiers de la daïra de Bir El Djir pour la récupération de déchets valorisables et "le succès a été fulgurant", a souligné Mme Dahou.

Une des deux entreprises arrive à collecter deux tonnes de PET (plastique transparent) par jour, a fait savoir la même responsable, ajoutant que l'encouragement de jeunes entreprises dans ce créneau sera bénéfique pour tout le monde, tant sur le plan économique qu'écologique.

D'une part, ces entreprises créeront de la richesse et de l'emploi et, d'autre part, réduiront le volume des déchets qui vont dans les centres d'enfouissement technique, a-t-elle relevé. Cette expérience est donc appelée à être multipliée pour toucher d'autres quartiers et d'autres communes et la Direction de l'environnement compte aller vers les dispositifs d'emploi (ANSEJ et CNAC) pour encourager les porteurs de projets à choisir ce créneau.

ALGÉRIE - DISTINCTION

L'Algérienne Hassina
Mouri, première femme
africaine élue vice-
présidente de l'Union
internationale des
sciences géologiques

L'Algérienne Hassina Mouri, professeure en Géologie à l'université de Johannesburg, a été élue vice-présidente de l'Union internationale des sciences géologiques (IUGS) pour la période 2020-2024, devenant ainsi la première femme africaine à occuper ce poste. Mme Mouri qui détient la citoyenneté sud-africaine, a été récemment nommée membre du Conseil du programme international de géoscience de l'UNESCO. Elle est également membre du Conseil consultatif de South African Journal of science (SAJS), une prestigieuse revue scientifique universitaire en Afrique du Sud.

L'Union internationale des sciences géologiques (IUGS), fondée en 1961, est reconnue comme étant l'une des plus grandes Organisations scientifiques du monde.

Elle a pour objectif d'encourager la coopération internationale et la participation aux sciences de la terre en relation avec le bien-être humain.

DÉCÈS DU MOUDJAHID LAKHDAR BOURAGAA Inhumation au cimetière Sidi Yahia d'Alger

Le moudjahid et membre du conseil de la wilaya IV historique, Lakhdar Bouragaa, décédé mercredi soir à Alger à l'âge de 87 ans, a été inhumé jeudi au cimetière de Sidi Yahia, à Alger, en présence d'une foule nombreuse venue accompagner le défunt à sa dernière demeure.

Né en 1933 à El Oumaria dans la wilaya de Médéa, Lakhdar Bouragaa a déserté l'armée française où il passait son service militaire pour regagner les rangs de l'ALN (wilaya 4). Il sera chef de zone 2 de 1959 à 1960, ensuite membre du dernier conseil de la wilaya 4 avant l'indépendance avec le grade de commandant.

Le président du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil, avait indiqué jeudi que l'Algérie avait perdu un "moudjahid loyal" et un "symbole de la lutte de libération nationale". Militant du Parti du peuple algérien (PPA) et commandant de la wilaya IV historique, Lakhdar Bouragaa était un moudjahid loyal et un symbole de la lutte de libération nationale", a-t-il ajouté.

De son côté, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a affirmé que l'Algérie avait perdu



"un militant et défenseur de ses convictions pour le changement, des convictions auxquelles il est resté fidèle toute sa vie". Avec la disparition du moudjahid et ancien commandant de la wilaya IV historique, le commandant Si Lakhdar Bouragaa, l'Algérie a perdu un militant et défenseur de ses convictions pour le change-

ment, auxquelles il est resté fidèle toute sa vie", avait écrit le Premier ministre sur sa page Facebook.

Pour sa part, le Général de Corps d'Armée, Saïd Chane-griha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire a présenté, en son nom et au nom de l'ensemble des personnels de l'ANP, ses condoléances à la

famille et aux proches du moudjahid Commandant, Lakhdar Bouragaa. Pour sa part, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Tayeb Zitouni a affirmé, dans un message adressé à la famille du moudjahid, que l'Algérie avait perdu un "homme dévoué". Avec la disparition du symbole Si Lakhdar Bouragaa, l'Algérie perd un de ses hommes dévoués et un commandant et héros de la Guerre de libération", a-t-il soutenu.

Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer, a adressé, quant à lui, un message de condoléances à la famille du moudjahid, dans lequel il a salué le courage et le patriotisme du défunt, et mis en avant son parcours militant et sa défense des droits et libertés.

L'hommage des personnalités et partis politiques

Plusieurs personnalités nationales et partis politiques ont rendu jeudi un vibrant hommage au moudjahid et membre du Conseil de la wilaya IV historique, Lakhdar Bouragaa, décédé mercredi soir à l'âge de 87 ans.

Ainsi, de hauts responsables de l'Etat et des partis politiques ont adressé des messages de condoléances à la famille du défunt et exprimé leur tristesse d'apprendre le décès d'un homme de la trempe de Lakhdar Bouragaa. C'est le cas notamment du président du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil, qui a estimé, dans son message de condoléances, que l'Algérie a perdu un "moudjahid loyal" et un "symbole de la lutte de libération nationale".

"En cette triste et douloureuse épreuve pour vous et pour tous ses compagnons d'arme qui le comptent parmi les héros nationalistes fidèles au message des chouhada, je ne puis que m'incliner avec

déférence devant leurs immenses sacrifices pour que l'Algérie puisse jouir de son indépendance et concrétiser le message éternel de novembre", a-t-il ajouté.

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a indiqué dans un message similaire, que le défunt "s'est acquitté pleinement de son devoir au service de la patrie en tant que militant et combattant", soulignant qu'en "ces jours bénis de novembre, le destin a décidé de nous séparer de celui qui s'est acquitté pleinement de son devoir au service de la patrie en tant que militant et combattant pour recouvrer la souveraineté de son pays et le libérer du joug colonial haineux".

Pour sa part, le Général de Corps d'Armée, Saïd Chane-griha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présenté, en son nom et au nom de l'ensemble des personnels de l'ANP, ses "sincères condoléances" et exprimé sa "profonde compas-

sion" à la famille et aux proches du défunt.

De son côté, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droits, Tayeb Zitouni, a qu'avec la disparition de Lakhdar Bouragaa, l'Algérie perd "un de ses hommes dévoués et un commandant et héros de la Guerre de libération nationale".

Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer, a adressé, quant à lui, un message de condoléances à la famille du moudjahid dans lequel il a salué le "courage" et le "patriotisme" du défunt et mis en avant son parcours militant et sa défense des droits et libertés.

"Le courage, le patriotisme et la compétence du regretté sont des qualités déterminantes ayant permis sa progression dans l'action militaire lors de la Révolution nationale jusqu'à atteindre, avec mérite et brio, le grade de commandant au sein de l'Armée de libération nationale

(ALN)", a écrit le ministre dans son message.

De son côté, le parti du Front de libération nationale (FLN) a écrit dans un message de condoléances que "la disparition de ce grand homme n'est pas seulement une perte pour sa famille et ses proches, mais pour l'Algérie toute entière et pour les causes justes pour lesquelles le défunt avait milité durant tout son vécu, dont la cause palestinienne". Pour sa part, le parti de Talai El-Houriyet a présenté ses "sincères condoléances" à la famille de Lakhdar Bouragaa et exprimé sa "profonde tristesse" suite à l'annonce de la nouvelle du décès de ce moudjahid. Né en 1933 à El Oumaria dans la wilaya de Médéa, Lakhdar Bouragaa a déserté l'armée française où il passait son service militaire pour regagner les rangs de l'ALN (wilaya 4). Il sera chef de zone 2 de 1959 à 1960, ensuite membre du dernier conseil de la wilaya 4 avant l'indépendance avec le grade de commandant.

Chenine présente ses condoléances à la famille du défunt

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine, a adressé un message de condoléances à la famille du moudjahid Lakhdar Bouragaa, décédé mercredi à l'âge de 87 ans, dans lequel il a mis en avant son parcours militant pour le recouvrement de la souveraineté de l'Algérie et la libération de son peuple du joug colonial. "C'est avec résignation devant la volonté de Dieu et une profonde tristesse que nous avons appris le décès du moudjahid Lakhdar Bouragaa, commandant au sein de l'Armée de libération nationale (ALN), décédé après un riche parcours militant pour le recouvrement de la souveraineté de l'Algérie et la libération de son peuple du colonialisme abject", a écrit M. Chenine dans son message de condoléances. "Le destin a voulu que le moudjahid de la première heure Lakhdar Bouragaa soit rappelé auprès de Dieu en ce mois béni symbolisant notre glorieuse Révolution", a ajouté le président de l'APN. M. Chenine a conclu son message en présentant à la famille de Lakhdar Bouragaa, en son nom et au nom de l'ensemble des députés, ses sincères condoléances, priant Dieu Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vaste paradis et de prêter réconfort à ses proches.

Le moudjahid défunt Lakhdar Bouragaa "s'est acquitté pleinement de son devoir au service de la patrie" (Djerad)

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a affirmé, jeudi dans un message de condoléances, que le défunt moudjahid Lakhdar Bouragaa, décédé mercredi à l'âge de 87 ans, "s'est acquitté pleinement de son devoir au service de la patrie en tant que militant et combattant". "C'est avec une immense tristesse que j'ai appris la nouvelle du décès du valeureux moudjahid Lakhdar Bouragaa, paix à son âme, chef de la VI wilaya historique, qu'Allah lui accorde Sa sainte miséricorde", lit-on dans le message du Premier ministre qui a estimé qu'"en ces jours bénis de novembre, le destin a décidé de nous séparer de celui qui s'est acquitté pleinement de son devoir au service de la patrie en tant que militant et combattant pour recouvrer la souveraineté de son pays et le libérer du joug colonial haineux". "Compassant à cette pénible épreuve où l'Algérie perd un homme de la trempe du défunt Bouragaa, je ne puis que me résigner à la volonté d'Allah et vous présenter, et à travers vous, à l'ensemble de ses compagnons d'armes, mes sincères condoléances et ma profonde sympathie, priant Le Tout-Puissant d'accorder au regretté Sa sainte miséricorde et de vous prêter réconfort et courage", a-t-il adjuré.

ACTIVITÉS DES PARTIS

L'Algérie a besoin d'une solution politique "démocratique et consensuelle" (FFS)

L'Algérie a besoin d'une solution politique "démocratique et consensuelle" qui devra déboucher sur "un pacte politique national regroupant l'ensemble des forces vives de la Nation", a indiqué vendredi à Alger le Premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche.

Il a ajouté, lors d'une conférence de presse tenue au siège

de la fédération du parti d'Alger, que "la raison exige l'ouverture, sans tarder, d'une dynamique politique pour transformer le +Hirak+ du 22 février 2019 en projet politique" devant permettre "la construction d'un processus politique qui préserve l'unité nationale et consacre la souveraineté populaire".

M. Aouchiche a indiqué que le FFS avait exprimé sa "disponibilité à s'engager aux côtés

des forces nationales et patriotiques" pour "une issue politique qui réhabilite l'Etat national et consacre la démocratie". Il a estimé, à ce propos, que "seul un véritable dialogue inclusif avec l'ensemble des forces et personnalités politiques, dans un climat apaisé, d'ouverture politique et médiatique, est à même de permettre au pays de sortir" de cette situation.



PRIÈRE DU VENDREDI

Reprise de dans la joie et le respect des mesures préventives à travers le pays

Des centaines de milliers de fidèles ont accompli, à travers les différentes wilayas du pays, la prière du vendredi dans une ambiance empreinte de joie et dans le respect scrupuleux des mesures préventives, plus de 7 mois après sa suspension en raison des répercussions du coronavirus (Covid-19), ont constaté les journalistes de l'APS.

La prière du vendredi a été accomplie dans les mosquées ayant une capacité d'accueil de plus de 1000 fidèles, et ce en application de la décision du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relative à la levée de la suspension de la prière du vendredi, après une suspension de plus de sept mois due à la pandémie du coronavirus.

Dans les wilayas de l'Est, notamment à Constantine, les fidèles ont accompli la prière du vendredi en respectant le port du masque, l'utilisation du tapis personnel pour la prière et la distanciation physique, aux mosquées du chef lieu, l'Emir Abdelkader notamment comme dans celles de la circonscription administrative, Ali Mendjeli, a-t-on constaté.

Approché par l'APS, à la mosquée Ahmed Hamani d'Ali Mendjeli, un des fidèles, Abdeslem, s'est félicité de la reprise de la prière du vendredi dans les lieux de culte appelant au strict respect du protocole sanitaire mis en place "pour pérenniser la décision de réouverture des lieux de cultes et l'accomplissement de la prière du vendredi".

Les mêmes scènes ont été rapportées depuis les mosquées des wilayas de Guelma, Mila, Khenchela et Souk Ahras notamment. Dans le Centre du pays la prière du vendredi s'est déroulée, également, dans de bonnes conditions et dans le strict respect du protocole sanitaire de prévention contre la



panémie de la Covid-19. Durant le prêche, les imams ont invité les fidèles à donner l'exemple du bon musulman soucieux de la préservation de la santé d'autrui en observant les mesures barrières contre cette pandémie, avant de se recueillir à la mémoire des personnes victimes de la pandémie.

La prière hebdomadaire a été accomplie à Tizi Ouzou dans une ambiance empreinte de joie à travers 182 mosquées répondant aux normes édictées par le protocole sanitaire mis en place suite à l'avènement de la pandémie. A Boumerdès, Blida et Ain Defla un respect scrupuleux des mesures préventives a été constaté.

Même constat a été relevé à travers les

wilayas de l'Ouest, où les fidèles, portant des masques buccaux et astreints à la distanciation physique et au recours au gel hydro alcoolique, n'en ont pas moins exprimé leur joie d'avoir renoué avec la prière hebdomadaire du vendredi synonyme de la cohésion de la communauté.

A Oran, où on compte 160 mosquées ouvertes pour la prière, des opérations de désinfection ont été menées dans la matinée, à l'initiative du mouvement associatif local.

Dans le Sud du pays, la reprise de la prière de vendredi après sept mois de suspension pour des raisons sanitaires a donné lieu à une joie mêlée à la méditation et la ferveur, a-t-on constaté.

HABITAT

PLF 2021 : nouveau programme de logements avec 45.000 logements et 130.000 aides (Nasri)

Le projet de loi des finances (PLF 2021) prévoit le financement d'un nouveau programme de logements comptant 45.000 unités et 130.000 aides d'auto-construction, a annoncé jeudi à Alger, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri.

Le ministre qui intervenait devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre de l'examen du PLF 2021, a précisé que le budget d'équipement arrêté dans ce texte prévoyait un nouveau programme pour la réalisation de 20.000 logements publics locatifs (sociaux), 10.000 logements promotionnels aidés (LPA), et 15.000 logements AADL en vue de prendre en charge les souscripteurs dont les recours ont été acceptés et qui n'ont pas encore payé la première tranche.

Ledit programme porte également sur l'octroi de 50.000 aides à l'auto-construction dans le cadre des lotissements sociaux situés au niveau des hauts plateaux et dans le sud ainsi que 80.000 aides dans le cadre de l'habitat rural, a fait savoir le ministre, rappelant que l'année passée le quota de cette formule n'avait pas dépassé les 20.000 aides.

Pour la concrétisation de ce programme, le PLF 2021 consacre un budget de 70 mds DA, soit une hausse de 53,09% par rapport à 2020, outre des affectations de l'ordre de 424,38 mds DA soit une hausse de 14,03% par rapport à l'année dernière, a poursuivi le ministre. Concernant l'aménagement et l'urbanisme, un montant de 85 mds DA a été dédié à la prise en charge des divers réseaux, principaux et secondaires de près de 381.000 logements sur

un total de 221.000 unités achevées mais nécessitent un aménagement avant qu'elles ne soient distribuées, a-t-il encore dit, estimant que ce montant représentait la plus grande enveloppe jamais affectée par le secteur.

Ajouté à cela, 20 mds Da consacrés à l'amélioration urbaine dans les zones d'ombre, 5 mds Da consacrés à l'aménagement de l'habitat rural groupé dans le Sud et les Hauts-Plateaux, ainsi que 2 mds de Da aux études générales d'urbanisme.

Quant au domaine des équipements publics, le nouveau programme inscrit au titre du PLF, porte sur la réalisation de 164 structures (centres de santé, groupes scolaires, CEM, lycées et sièges de Streté urbaines), moyennant une autorisation de programme s'élevant à 31,64 mds de Da (+76% par rapport à 2020) et de crédits de paiement s'élevant à 27,05 mds de Da.

Pour ce qui est de la disposition proposée par le PLF de 2021, portant régularisation de la situation des constructions moyennant le paiement d'une amende variant entre 10% et 25% de la valeur de la construction, M. Nasri a précisé qu'elle concerne uniquement les constructions érigées en vertu d'un permis de construire après 2008, alors que les constructions érigées avant 2008 demeurent concernées par la Loi 15-08 fixant les règles de mise en conformité des constructions et leur achèvement. Cette disposition vient amender un article de la Loi de finances 2017, lequel fixait le montant de l'amende sur la base de la "valeur du foncier", induisant des montants très importants, tandis que l'amendement proposé repose sur la "valeur de la construction"

seulement, soit le différentiel entre ce qui est mentionné sur le permis de construire original et ce qui a été réellement érigé par le propriétaire. La possibilité de régularisation est liée à la condition du respect des règles d'urbanisme prévues par la Loi, affirme M. Nasri qui estime que "la sanction pécuniaire s'avère être le seul moyen à même de permettre de faire respecter les lois relatives à l'urbanisme". Répondant à une question sur le fichier national sur la base duquel il sera possible d'identifier les demandeurs de logement ayant déjà bénéficié d'un logement public ou d'une aide au logement, M. Nasri a fait état de l'entente de l'utilisation d'un nouveau logiciel contenant le nom épilé et prononcé à la fois, en vue d'éviter les homonymes.

De plus, et dans le cadre de la loi 08-15, un fichier parallèle temporaire a été mis en place au profit des souscripteurs disposant des dossiers de régularisation, afin qu'ils ne puissent pas bénéficier d'un logement jusqu'à ce que toute forme de régularisation s'avère impossible. Concernant la valeur de l'aide financière destinée à l'auto-construction dans le cadre du logement rural, estimée actuellement à 700.000 DA dans les wilayas du Nord, le ministre a fait état d'un examen de la possibilité d'augmenter cette aide, notamment dans les zones montagneuses où la construction nécessite des ressources financières supplémentaires, ajoutant que l'impact financier qui en résulte est actuellement à l'étude, avant de prendre toute décision à cet effet.

En ce qui concerne la prise en charge des personnes touchées par le séisme de Mila, M. Nasri a

indiqué qu'une part des logements sociaux de cette wilaya leur avait été consacrée, les listes de bénéficiaires de ces logements n'étant pas encore fixées. Cependant, ces logements ont initialement été remplacés par 100 unités dans le cadre du nouveau programme du secteur, a-t-il ajouté. Lors de cette session présidée par Hamid Abdat, vice-président de la commission, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, les députés ont salué le grand intérêt accordé, dans le cadre de la nouvelle loi de Finances, aux projets de logement, estimant que cet intérêt participait d'un "courage politique", au regard des circonstances financières difficiles que traverse le pays. Ils ont toutefois souligné la nécessité d'accorder davantage d'intérêt à l'urbanisme, d'associer les experts dans la planification urbanistique, d'équiper les nouvelles cités d'habitation des structures nécessaires et d'accélérer le règlement des dossiers dans le cadre de la loi 08-15. Les membres de la commission ont, en outre, abordé les problèmes de vacance et de vente des logements sociaux par les bénéficiaires, ainsi que les lacunes dans le fichier national qui ne révèle pas, selon eux, tous les arnaqueurs, outre le problème de prise en charge des souscripteurs, victimes de promoteurs arnaqueurs. Ils ont même appelé à prendre en charge financièrement les entreprises nationales de réalisation impactées par la pandémie du Coronavirus, accélérer le paiement de leurs créances impayées et permettre aux travailleurs de la construction de bénéficier de l'allocation de solidarité (COVID-19).

APS

SPORT SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

Elaboration d'un Plan national pour la relance

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi a annoncé jeudi à Alger l'élaboration d'un plan national pour la relance du sport scolaire et universitaire en coordination avec les ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

"Au regard de l'importance de la pratique sportive en milieu scolaire en tant que moyen idoine pour la découverte des jeunes talents sportifs et la continuité et le renouvellement de l'élite sportive, un Plan national a été élaboré qui s'appuie essentiellement sur des mesures opérationnelles, immédiates et urgentes à l'effet de redonner vie au sport scolaire et universitaire", a déclaré le ministre en marge du coup d'envoi de l'année scolaire 2020-2021 au Lycée sportif national de Draria.

Parmi ces mesures, le Plan prévoit le lancement d'une opération pilote pour relancer le sport scolaire dans 500 écoles pilotes à travers les 48 wilayas du pays, des écoles choisies car proches des structures sportives relevant de la tutelle, et dont les élèves pourront bénéficier de séances d'éducation physique et sportive sous la supervision des cadres du secteur. Il s'agit également de la relance des festivals sportifs entre les écoles primaires et l'organisation de jeux sportifs scolaires et universitaires comme tradition nationale visant à inciter les élèves et les étudiants à perfectionner leurs aptitudes et développer leurs capacités sportives. Il est programmé aussi le lancement d'un programme d'animation sportive dans les cités universitaires dans le cadre de la compétition sportive et le développement du sport national.

Le ministre a affirmé que le Plan ne compte pas uniquement des mesures instantanées et immédiates, mais également des mesures à moyen terme visant une réforme globale et approfondie du système du sport scolaire et universitaire dans les programmes pédagogiques, en comblant le déficit enregistré en termes d'encadrement, de formation, de structures sportives et de financement destiné au sport scolaire et universitaire.

Il est question aussi de la généralisation de l'expérience "réussie" du lycée sportif à d'autres wilayas conformément à la feuille de route nationale des pôles du développement sportif ainsi que la révision des statuts des fédérations sportives scolaires et universitaires.

M. Khaldi a ajouté que le lycée sportif national avec ses annexes se veut "un édifice scientifique et sportif par excellence, où les élèves peuvent allier perfectionnement de leurs talents sportifs et succès de leur parcours scolaire. Il est ainsi un environnement favorable à la découverte anticipée des jeunes talents sportifs et leur formation pour atteindre de hauts niveaux de l'élite sportive.

BÉJAÏA

90 exposants à la 18^{ème} fête de la figue de Beni-Maouche

Quelque 90 exposants prennent part à la 18^{ème} édition de la Fête de la figue sèche de Beni-Maouche (Béjaïa), ouverte jeudi, sous le signe de la prévention contre la pandémie du coronavirus et organisée ainsi selon un protocole sanitaire "strict".

Au-delà des mesures de protection admises, notamment le port du masque, la distanciation sociale, et la dissémination du gel hydro-alcoolique et du savon, les participants autant que les visiteurs se devaient de respecter un parcours précis, grâce à un marquage directif des sols, évitant, autant que faire se peut, l'attroupement et le croisement.

Il est vrai que le dispositif préventif a, quelque peu, guindé l'aspect kermesse de l'événement, l'assurance offerte en protection sanitaire, n'a toutefois pas affecté sa fervente et commerciale. Les férus de ce fruit emblématique de la région de Béni-Maouche, ont ainsi pris tout le loisir d'arpenter et de flâner à travers les différents stands.

Les variétés de figues sèches, étaient exposées à profusion, sauf que les prix affichés, en-



core une fois, ne fussent pas au rendez-vous. Le kilogramme du fruit de la région de Béni Maouche, un produit labellisé, ne se cédait pas à moins de 1.200 DA, frustrant plus d'un.

Du reste, cet aspect pécuniaire a ému les ardeurs de beaucoup d'amateurs, habitués à faire leurs emplettes annuelles à cette occasion. "C'est vraiment trop cher" se

lamentent Da Seghir, venu expressément de la commune voisine de Seddouk, mais qui a dû déchanter. "Je ne comprends pas. Regardez les dattes, leurs prix ont franchement baissé. Pourquoi ceux de la figue prennent le sens inverses", relève-t-il. Selon la direction des services agricoles (DSA), cet état de fait est dû essentiellement au déséquilibre entre l'offre et la demande. La

production globale de la wilaya répartie sur un espace de 11.000 hectares environ, n'a pas évolué depuis plusieurs saisons, elle fluctue entre 18.000 et 20.000 quintaux annuellement.

"Les superficies n'ont pas augmenté, le verger vieillit et manque d'entretien. Et de plus, il souffre toujours du sempiternel problème d'irrigation", regrettera le DSA, Ahmed El Aihar. Quoi qu'il en soit, bien que l'événement, cette saison, soit éminemment commercial et festif, a contrario des années précédentes, où il rassemblait des experts de tout crin, il reste que la présence des producteurs constitue une opportunité pour débattre et échanger sur les choses à faire ou à éviter afin d'espérer faire de la figue, un facteur moteur du secteur agricole. La Fête prendra fin samedi prochain.

BATNA

Découverte d'un atelier clandestin de fabrication de bijoux et de contrefaçon des métaux précieux

Un atelier clandestin spécialisé dans la fabrication de bijoux et la contrefaçon de métaux précieux a été découvert à la localité "Trig Hamla" (ville de Batna) par les éléments de la 8^{ème} sûreté urbaine relevant de la wilaya de Batna, apprend-on jeudi, auprès de la cellule de communication de ce corps constitué.

L'opération a été mise sur pied sur la base de renseignements indiquant une activité suspecte de deux frères, âgés de 30 et 33 ans ayant exploité l'habitat de l'un d'entre eux comme atelier clandestin pour la fabrication de bijoux et la contrefa-

çon de métaux précieux. Selon la même source, les enquêteurs dans cette affaire ont saisi 817,8 gr d'or et 419,3 gr de cuivre en sus d'une somme estimée à 1,74 million de DA et des machines pour la fabrication de bijoux et de produits chimiques, dont l'acide sulfurique.

L'expertise menée sur les matières saisies a démontré que certaines n'avaient pas atteint l'alliage retenu, et d'autres sont contrefaites et confectionnées à partir d'un mélange de métaux, a fait savoir la même source, soulignant que les procédures judiciaires ont été engagées.

Par ailleurs, les éléments de la brigade

mobile de police judiciaire (PMPJ) d'Ain Touta et ceux du service de wilaya de la police judiciaire de Batna ont mis hors état de nuire quatre (4) malfaiteurs, âgés entre 20 et 26 ans, a-t-on signalé, notant que les mis en cause ont été interpellés dans les villes d'Ain Touta et de Batna en possession de 2008 comprimés psychotropes et 524 unités de boissons alcoolisées et des armes blanches en sus d'un montant estimé à 575.000 dinars des revenus du trafic de drogue.

Les prévenus ont été traduits devant les instances judiciaires, a-t-on précisé.

EL TARF

Une commission interministérielle pour examiner les possibilités de valorisation de la ZET Messida

Une commission interministérielle se rendra "prochainement" dans la wilaya d'El Tarf dans le cadre des efforts visant l'exploitation du foncier touristique et la valorisation de la zone d'extension touristique (ZET) Messida, située dans la daïra d'El Kala, a indiqué jeudi Salim Mehannaoui, directeur de l'annexe régionale de l'agence nationale de développement du tourisme (ANDT).

Intervenant lors d'un conseil de wilaya, le responsable de l'ANDT a indiqué que cette commission effectuera une visite dans cette wilaya, dans l'extrême Nord-est du pays, à la demande du wali, Harfouche Benarar, dans l'objectif d'examiner les opportunités et possibilités à exploiter en vue du lancement des travaux d'aménagement pour la concrétisation des nombreux projets touristiques prévues au niveau de cette ZET de 45 hectares.

Si sera également question, a-t-il dit, de trouver les meilleures solutions pour lancer les travaux d'aménagement qui peinent à démarrer. Ainsi, la première phase porte sur l'assainissement de la ZET pour un coût de 200 millions de dinars, a précisé

M. Mehannaoui, signalant

que ce projet porte sur la concrétisation d'un ensemble d'hôtels et plusieurs bungalows, des villas haut standing auxquels s'ajoute un pôle d'animation.

La rencontre vise, a-t-il dit, à débattre des possibilités de concrétisation de cet ambitieux projet destiné à offrir 2.000 lits et à créer pas moins de 5.000 emplois, directs et indirects, dans une wilaya aux atouts naturels indéniables. Des retards ont été enregistrés dans la concrétisation de ce projet, a-t-il relevé, par ailleurs, en citant, entre autres, la crise sanitaire liée à la Covid-19 qui a freiné toute activité, en sus de l'infertuosité d'un premier appel à manifestation d'intérêt national et international afin d'attribuer ce site à l'investissement en vue de la valorisation de cette richesse diversifiée. Un deuxième cahier des charges proposant la location des lots a été établi, a-t-il en outre noté.

Lors de la présentation du plan d'aménagement de la zone d'extension du tourisme (ZET) Messida et les perspectives de sa valorisation, les intervenants ont insisté sur l'importance de la promotion du foncier touristique et de la destination El Tarf.

De son côté, la directrice locale du tourisme et de l'artisanat,

Nadjla Bechaniya, a insisté, dans une déclaration à l'APS, sur l'importance d'accélérer la concrétisation des projets prévus au niveau de cette ZET qui s'étale sur 45 ha.

Une fois concrétisés, ces projets permettront de booster l'activité touristique, de promouvoir la destination El Tarf, à long terme d'année, a-t-elle souligné. La wilaya d'El Tarf compte, a rappelé la directrice locale du tourisme et de l'artisanat, cinq (05) ZET à vocation balnéaire, à savoir, Cap Rosa, Henaya, Mafragh Est, Mafragh Ouest et Messida qui est "l'unique à être dotée d'un plan d'aménagement conforme à la réglementation".

Le site en question a fait l'objet d'une étude en prévision de son attribution dans le cadre de l'investissement touristique, ce qui permettra à El Tarf de devenir une destination privilégiée et contribuera à la résorption du chômage dans cette wilaya qui compte un institut dédié au tourisme, à même de satisfaire la demande d'emploi spécialisée, avec l'intégration des jeunes diplômés dans le monde du travail au niveau de cette ZET.

Des actions de sensibilisation dédiées à la valorisation des ZET de la wilaya d'El Tarf et, particulièrement celle de Messida,

seront organisées, en présence des investisseurs potentiels et autres partenaires concernés, a-t-on indiqué.

BISKRA

Réception de plus de 500 logements de type AADL "avant la fin 2020"

Un total de 592 logements de type location-vente de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) seront réceptionnés "avant la fin 2020", a affirmé jeudi le directeur de l'antenne locale de l'agence, Fouad Grid.

Le responsable a indiqué à l'APS que ces unités font partie d'un quota estimé à 1.000 unités, et ont été réalisées dans la nouvelle extension du nouveau pôle urbain Moudjahid Mohamed Issami, au chef-lieu, ajoutant qu'elles sont scindées en deux ensembles, l'un de 220 unités et le second de 372 logements.

Soulignant, par ailleurs, que le taux d'avancement des travaux de construction de ces logements a atteint 95%, il a indiqué que l'aménagement extérieur a été entamé, en attendant de relier "prochainement" ces deux nouvelles concentrations urbaines aux différents réseaux.

Concernant le quota de logements de 800 unités, dont les travaux sont suspendus depuis 2015, le directeur de l'antenne locale de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement a fait savoir que "le dossier relatif à ce quota a été définitivement réglé et de nouvelles en treprises ont commencé leurs travaux récemment dans la perspective de réceptionner 384 unités au cours de l'année prochaine".

M. Grid a rappelé, en outre, que la wilaya de Biskra a bénéficié dans le cadre du programme AADL de l'année 2019, de l'inscription d'un projet de 1065 logements, ajoutant qu'une partie importante sera édifée dans la nouvelle extension urbaine du nouveau pôle urbain, au chef-lieu, tandis que le reste des unités sera réparti sur plusieurs communes de la wilaya, ce qui contribuera, selon lui, à renforcer le parc immobilier de Biskra et répondre aux demandes exprimées pour ce type de logement.

APS

SÉTIF

Plus de 2.000 ha de forêts ravagés par les feux

Pas moins de 340 foyers d'incendies ont été enregistrés à Sétif durant la période allant du 1^{er} juin au 31 octobre, ayant ravagé une superficie globale de 2.018 hectares, a-t-on appris jeudi auprès des services de la protection civile.

Le responsable de la communication de ce corps constitué, le capitaine Ahmed Lamamra a précisé à l'APS que 690 ha des surfaces détruites étaient des terres forestières (pins d'Alep, et cèdres entre autres), alors que le reste représentait des maquis, et broussailles notamment.

Les flammes qui ont atteint les périmètres des habitations et des champs agricoles ont endommagé près de 20.400 arbres fruitiers, en plus de 88 ha de surfaces céréalières durant la campagne moisson-battage et 673 ha de restes de champs d'orge, selon le capitaine Lamamra.

Les dégâts ont été enregistrés particulièrement dans la région Nord de la wilaya (communes Béni Chabane, Aït Naoual Mezada, Guenzet, et Hammam Gargour notamment), a souligné le même responsable qui a également fait part de la destruction de 183 ruches d'abeilles et 41.000 boîtes de foin. Selon le responsable de la communication auprès de la protection civile, d'importants moyens avaient été mobilisés pour circonscrire les incendies dont plusieurs se sont déclarés en même temps nécessitant jusqu'à une semaine d'intervention des pompiers appuyés par les membres des colonnes mobiles des wilayas de Bordj Bou Arreridj, Batna, Mila, Constantine et M'Sila, entre autres.

Pour la première fois, il a été fait appel à l'hélicoptère de l'unité nationale aérienne de la protection civile, a indiqué le capitaine Lamamra, ajoutant que la wilaya de Sétif "n'a pas connu des incendies similaires depuis 2014".

Plusieurs facteurs dont les conditions climatiques caractérisant la région, la densité des zones forestières, l'incinération des déchets anarchiques sont à l'origine des incendies enregistrés, selon la même source.

Les services de la protection civile de Sétif avaient enregistré durant l'année précédente (2019) plus de 373 incendies à travers le couvert forestier et les récoltes agricole, a rappelé la même source. Ces incendies ont ravagé d'importantes surfaces forestières et autres récoltes agricoles dont 300 ha d'arbres forestiers, 485 ha de maquis, 16.437 arbres fruitiers et 258 ha de blé dur et orge, a encore rappelé le capitaine Lamamra.

AGRICULTURE

Une carte numérique pour les agriculteurs en 2021

Les agriculteurs adhérents aux chambres d'agriculture des wilayas du pays bénéficieront, l'année prochaine, d'une carte numérique, a annoncé, jeudi à Tissemsilt, le secrétaire général de la Chambre nationale de l'agriculture, Kouider Mouloua.

M. Mouloua a indiqué à l'APS en marge d'une rencontre de sensibilisation sur l'importance de l'irrigation d'appoint et de l'utilisation d'engrais dans la production des céréales, qu'il y aura "un transfert de la carte magnétique à la carte numérique pour les fellahs adhérents aux chambres d'agriculture dans toutes les wilayas du pays en 2021".

Le même responsable a expliqué que cette carte numérique permettra de réduire la bureaucratie et faire bénéficier les agriculteurs des prestations des caisses de mutualité agricole, ainsi que des coopératives de céréales et de légumes secs, sans avoir besoin de documents administratifs, soulignant qu'elle comportera tous les renseignements du fellah.

De son côté, le Directeur général de l'Institut national des sols, de l'irrigation et du drainage, Nekri Cherif, a indiqué à l'APS en marge de cette rencontre, que lors de la saison agricole précédente (2019-2020), l'irrigation d'appoint a été utilisée dans plus de 150.000 hectares de terres réservées à la céréaliculture dans les régions nord du pays, faisant remarquer que la moyenne du rendement à l'hectare varie entre 35 à 45 quintaux.

Le même responsable a fait savoir que l'Institut n'est pas satisfait de ce rendement, sachant que des agriculteurs dans le nord du pays ont réalisé 70 quintaux à l'hectare, car ils ont respecté le parcours technique, ainsi que la fertilisation des terres au moment opportun et en quantités adéquates durant les étapes de la croissance de l'épi de blé.

D'autre part, M. Nekri a souligné que la feuille de route mise en place par l'Institut et le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, table sur l'irrigation d'appoint pour 500.000 hectares de terres consacrées à la céréaliculture au Nord du pays et l'irrigation complète au Sud du pays à l'horizon 2024.

Cette rencontre a été organisée par la Chambre nationale d'agriculture en collaboration avec l'Institut national des sols, de l'irrigation et du drainage, ainsi que le conseil national interprofessionnel de céréaliculture et la direction des services agricoles de la wilaya de Tissemsilt.

Étaient présent à la rencontre, des producteurs de céréales et des représentants de plusieurs associations professionnelles ayant une relation avec la céréaliculture et des acteurs du secteur agricole de la wilaya.

Durant la rencontre, des explications ont été données par des responsables des instances sus-citées sur l'importance de l'utilisation de l'irrigation d'appoint pour l'amélioration du rendement de la céréaliculture.

L'accent a été mis sur la nécessité de respecter l'itinéraire technique et les modes d'utilisation des engrais adéquats pour réaliser un bon rendement.

COMMERCE

PLF 2021 : plus de 16 mds Da alloués au secteur du Commerce

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a indiqué jeudi à Alger, que son secteur bénéficierait au titre du PLF 2021, d'un budget de fonctionnement de 16,224 milliards de Da, soit en recul de 7,43% par rapport au budget de 2020.

Le ministre qui intervenait devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre du débat du Projet de loi de finances (PLF2021), présidée par Ahmed Zeghdar, président de la Commission, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Bessma Azouar, M.

Rezig a indiqué que le budget de fonctionnement du secteur s'élevait à 16,224 mds Da, soit l'équivalent de 85,27 % du total des besoins du secteur. Estimant que cette "légère" réduction du budget sectoriel s'inscrivait en droite ligne avec la politique du Gouvernement de rationalisation des dépenses au niveau de l'ensemble des secteurs, le ministre a indiqué, dans ce cadre, que la préservation des acquis sociaux et la poursuite du service public ont été prises en compte.

En dépit du recul du budget sectoriel pour l'année prochaine, M. Rezig a rassuré que son département ministériel était en passe d'octroyer des indemnités pour les coûts de transport des marchandises vers les wilayas du Sud, tout en procédant à la révision de la liste des marchandises concernées, et ce en ajoutant les fruits et légumes, les viandes rouges, les viandes blanches, les pro-



duits à base d'orge, le maïs et le soja.

A ce titre, M. Rezig a souligné le souci du ministère de prendre en charge l'approvisionnement des régions du Sud, rappelant que plusieurs réformes de fond ont été introduites sur le commerce de troc avec la République du Mali et la République du Niger, et ce à travers la révision à la hausse de la liste des produits concernés par ce système, la facilitation des procédures administratives et l'accompagnement des opérateurs activant dans ce domaine.

Soulignant lors de son intervention que le commerce de troc qui existe depuis longtemps dans ces wilayas frontalières doit être fondé sur le principe d'équilibre commercial, M. Rezig a précisé que plusieurs produits exportables à travers le troc avec les pays limitrophes

ont été recensés, dont le cheptel, les légumes, les fruits exotiques, tels l'ananas et la mangue.

Détaillant ce budget, le ministre a précisé que le montant consacré au budget d'équipement est réduit de 301 millions de Da, soit 13,92 % de la demande exprimée auprès des services du ministère des finances.

Ce montant est exploité pour évaluer plusieurs programmes en cours de réalisation, dont l'acquisition de programmes et d'équipements spécifiques au réseau internet, diagnostic et examen de l'état du système informatique pour la numérisation du ministère du Commerce et l'acquisition de licences antivirus au profit de l'administration centrale et des services externes pour période de cinq ans.

Pour le ministre, le secteur n'a pas d'autres nouveaux

programmes en raison de la situation financière que traverse le pays.

Concernant l'encouragement des exportations et la démarche à assurer un équilibre de la balance commerciale, M.

Rezig a mis en avant l'impératif de créer des zones commerciales libres pour l'exportation notamment à El Oued où il sera créé la plus grande zone d'exportation comportant un marché national de dattes et de fruits et légumes ainsi que des bureaux.

Il a cité le marché chinois qui permettra aux agriculteurs et exportateurs algériens d'y orienter leurs produits.

À ce propos, le ministre du Commerce a annoncé la création d'une commission mixte avec le ministère des Affaires étrangères fin décembre prochain, regroupant des spécialistes dans le domaine de l'exportation des dattes, des boissons et des viandes blanches vers la Chine qui, de son côté, a exprimé sa satisfaction du produit algérien et s'est dite prête de l'accueillir notamment durant le Salon international des importations et des exportations des produits chinois dont l'ouverture a été ponctuée par la participation du ministre par visioconférence.

PRIX DES MARCHANDISES

Baisse à l'exportation, hausse à l'importation au 1^{er} semestre 2020 (ONS)

Les prix à l'exportation des marchandises en monnaie locale (dinar), hydrocarbures compris, ont enregistré une baisse de 28,7%, durant le 1^{er} semestre 2020 par rapport à la même période de 2019, tandis que les prix à l'importation affichaient une augmentation 2,4%, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

La baisse de l'indice des valeurs unitaires (IVU) à l'exportation des marchandises (prix à l'exportation) s'explique par les baisses de 30,4% des prix des hydrocarbures et des prix des exportations des produits hors hydrocarbures (PHH) de 1,6% durant la même période, selon les explications de l'Office. La baisse des prix à l'exportation des marchandises, dominées par les hydrocarbures, "est intégrale-ment expliquée par la chute des cours internationaux des hydrocarbures", selon les données d'une publication de l'ONS sur les indices de valeurs unitaires (IVU) du commerce extérieur de marchandises au 1^{er} semestre 2020. Ces baisses de prix à l'exportation, particulièrement, celle des hydrocarbures (-30,4%), qualifiées par

l'Office de "remarquable", associée à des baisses en volume ont eu "un impact négatif sur nos recettes globales d'exportations, qui ont reculé de 35,9%" durant les six premiers mois de cette année par rapport à la même période en 2019, a relevé l'ONS. Durant les six premières mois, le volume des exportations algériennes a baissé de 35,9% pour totaliser 1.365,0 milliards de Da contre 2.129,8 milliards de Da à la même période de l'année précédente, a détaillé la même source. Quant à l'évolution haussière de l'indice des prix à l'importation, durant les six premiers 2020, elle a été tirée par six groupes de produits sur neuf que contient la structure des importations. La hausse la plus remarquable a concerné les huiles grasses et cires d'origine animale ou végétale avec (+13,9%), les produits alimentaires et animaux vivants (+7,9%), les machines et matériels de transport (+7,1%) et les boissons et tabacs (+6,6%). D'autres groupes de produits leurs prix à l'importation ont, également, connu des hausses, il s'agit des articles manufacturés (+4,8%), ainsi que les articles manufacturés divers

avec +2%. Par ailleurs, des groupes de produits ont connu des baisses de leurs prix à l'importation. Cette baisse a concerné les groupes de produits des combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes (13,8%), des produits chimiques et produits connexes (-8,8%) et enfin des matières brutes non comestibles, sauf carburants avec (-7,3%). Les importations ont atteint 2.128,4 milliards de Da durant les six premiers mois de l'année en cours, contre 2.660,0 milliards de Da à la même période en 2019, enregistrant une baisse en valeur de 20%, selon l'ONS. Ces évolutions ont conduit à un "creusement" du déficit commercial qui est passé de (-530,2 milliards de Da) au 1^{er} semestre 2019 à (-763,4 milliards de Da) à la même période de l'année en cours. Ces résultats du commerce extérieur ont fait, également, baisser le taux de couverture des importations par les exportations de 80,1% à 64,1% durant la même période de comparaison.

Durant 2019, les prix à l'exportation des marchandises ont reculé de 7,3%, alors que les prix à l'importation ont affiché une légère hausse de 0,9%.

LIÈGE

Souk Ahras : hausse de la récolte de liège en 2020

La récolte de liège dans la wilaya de Souk Ahras a connu une hausse en 2020 pour atteindre 8.100 quintaux contre 7.600 quintaux à la saison précédente, a indiqué jeudi le conservateur des forêts, Mohamed Zine. "La hausse de la récolte de liège terminée fin octobre a été la conséquence du renforcement par la Direction générale des forêts du

parc de véhicules anti-incendie de la Conservation des forêts et l'exécution de plusieurs opérations d'ouverture de pistes et de creusement de tranchées contre les feux de forêts", a précisé M. Zine. La production de liège qui a généré 150 emplois saisonniers dans les localités concernées a été obtenue sur 1.200 hectares des forêts Ouled Bechih et Fedj

Magtaa dans la commune d'El Machrouha, selon la même source. Des efforts intenses sont déployés pour revaloriser les forêts de chêne-liège par l'ouverture de pistes et le creusement de tranchées contre les feux de forêts, a affirmé le conservateur des forêts qui a souligné que durant la saison 2019/2020, environ 80.000 plants de chêne-liège

ont été mis en terre dans la forêt de Boumezrane dans la commune frontalière d'Ain Zana. La production de liège de Souk Ahras connue pour sa qualité sera "prochainement" vendue à des opérateurs de Jijel, Bejaia et Skikda qui en assureront l'exportation vers des pays européens dont l'Italie, la France et l'Espagne, a ajouté M. Zine. Les

forêts de Souk Ahras occupent 88.932 hectares soit 22 % de la superficie de la wilaya dont 14.331 hectares de peuplements de chêne-liège répartis à travers les forêts de Ouled Bechih, Fedj Magtaa, Oued Leghnm (commune d'El Machrouha), Boumezrane (Ain Zana), Fedj Laamed (Ouled Driss).

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ M. Attar présidera la 22^{ème} réunion ministérielle

Le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, présidera le 12 novembre prochain les travaux de la 22^{ème} réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) qui se penchera notamment sur l'examen de la situation du marché international du gaz, a indiqué jeudi un communiqué du ministère.

Cette importante réunion, qui se tiendra par visioconférence, regroupera, outre les pays membres et observateurs du Forum, des pays invités et des représentants d'organisations internationales énergétiques telles que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et le Forum international de l'Énergie (IEF), a précisé la même source.

Les ministres membres du Forum devront se pencher notamment sur l'examen de la situation du marché international du gaz et ses perspectives à court, moyen et à long terme ainsi que sur la mise en œuvre de l'Institut de recherche du gaz du GECF (GRI), dont le siège est à Alger, a ajouté le communiqué. Cette 22^e réunion ministérielle interviendra dans un contexte international "très difficile, caractérisé par les effets du Covid-19 sur la demande mondiale du gaz et les prix qui ont connu des baisses inédites", a relevé également le ministère de l'Énergie.

Ainsi, l'Algérie qui assure cette année la présidence de la réunion ministérielle s'attend à une participation active afin d'atteindre les objectifs du



Forum et de s'adapter aux nouveaux défis de la conjoncture gazière.

Cette réunion sera précédée le 11 novembre par des tables rondes ministérielles sur l'impact du Covid-19 sur le marché du gaz à court et moyen terme, ainsi que sur le rôle important que jouera le gaz pour la transition énergétique et les perspectives associées à l'horizon 2050.

S'agissant de la création du l'Institut de recherche du gaz (GRI) en Algérie, décidée par la 19^{ème} réunion ministérielle tenue en octobre 2017, à Moscou, le ministère de

l'Énergie a fait savoir que cet établissement a pour objectif d'être un institut de recherche de classe mondiale dans le domaine du gaz naturel, et de renforcer la coopération entre les pays membres du GECF dans les domaines de la technologie, de l'innovation, de la formation et de l'échange d'expertises.

Pour rappel, le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) est une organisation intergouvernementale créée lors de la 8^{ème} session du Forum informel de ces pays, tenue à Moscou en décembre 2008. Il est composé de 11 pays

membres et 9 pays observateurs, qui détiennent, ensemble, trois quarts des réserves gazières de la planète et contribuent à plus de deux tiers des échanges de gaz (gazoduc et GNL). Il s'agit de l'Algérie, la Bolivie, l'Égypte, la Guinée équatoriale, l'Iran, la Libye, la Nigeria, le Qatar, la Russie, Trinité-et-Tobago et le Venezuela, alors que l'Angola, l'Azerbaïdjan, l'Irak, le Kazakhstan, la Malaisie, la Norvège, Oman, le Pérou et les Emirats Arabes Unis ont le statut de membres observateurs.

L'organisation a pour objectif stratégique de soutenir les droits souverains des pays membres sur leurs ressources en gaz naturel et leur capacité à planifier et à gérer, de façon autonome, le développement, l'utilisation et la conservation des ressources en gaz naturel, de façon durable, efficace et respectueuse de l'environnement, au bénéfice de leurs peuples.

Il œuvre, également, à favoriser le dialogue entre les producteurs de gaz et les pays consommateurs afin d'assurer la stabilité et la transparence du marché gazier et un prix équitable pour les intervenants sur ce marché.

LIBYE Forte baisse des revenus pétroliers durant les deux derniers mois (NOC)

Les revenus pétroliers de la Libye ont connu une forte baisse en rythme annuel durant la période allant de septembre à octobre, s'établissant à 347,1 millions de dollars, a annoncé la Compagnie nationale libyenne du pétrole (NOC).

NOC a précisé dans un communiqué que le total de ces revenus pour septembre s'élevait à 116,9 millions de dollars, soit une baisse significative par rapport aux 1,7 milliard de dollars engrangés en septembre 2019. Pour octobre, ils se sont élevés à 230,2 millions de dollars, contre 2 milliards en octobre 2019. "Nous avons commencé un travail réel et sérieux, et nous nous attendons à une augmentation significative des revenus au cours des mois de novembre et décembre.

C'est le résultat d'un retour progressif à une production naturelle (...), mais nous sommes confrontés à un défi" en raison d'un budget limité pour le secteur, a noté le président de la NOC, Mustafa Sanalla. La société publique a récemment annoncé la levée de l'état de force majeure sur les champs pétroliers du pays et la reprise de la production et des exportations de pétrole.

Le blocus pétrolier a fait chuter la production quotidienne de pétrole brut de plus de 1,2 million de barils à environ 100.000 barils.

MÉTAUX PRÉCIEUX L'or à son plus haut niveau en un mois et demi

Le prix de l'once d'or, en difficulté la semaine dernière, a bondi au fil de la semaine de plus de 4%, et a atteint vendredi son plus haut niveau en un mois et demi à 1.960,44 dollars. En fin de semaine, le métal précieux a profité des chances grandissantes du démocrate Joe Biden d'accéder à la Maison blanche. "Une victoire de M. Biden pourrait mener à un programme géant de relance de l'économie, ce qui ferait souffrir le dollar et, à son tour, profiterait à l'or", expliquent les analystes de Société Générale. L'or et le dollar sont deux actifs financiers sans rendement, privilégiés par les investisseurs en cas d'instabilité. L'affaiblissement du dollar pousse les acheteurs les plus frileux vers le métal jaune. Après la Banque centrale européenne la semaine précédente, la Réserve fédérale américaine et la Banque d'Angleterre ont affirmé se tenir prêtes à agir pour contrer les effets dévastateurs de la pandémie de Covid-19, ce qui affaiblirait les monnaies et les obligations. "Le monde revient à un paysage de taux zéro partout, comme avant l'élection, et cela profite à l'or", a résumé Jeffrey Halley, analyste chez Oanda. Vers 16H50 GMT, l'once d'or s'échangeait pour 1.951,20 dollars, contre 1.878,81 dollars à la clôture vendredi dernier.

ETATS-UNIS

Le taux de chômage baisse à 6,9 % en octobre

Le taux de chômage a baissé aux Etats-Unis plus qu'attendu en octobre, et s'établit à 6,9%, a annoncé vendredi le département du Travail alors que le pays attend toujours de connaître le nom de son nouveau président, entre Donald Trump et Joe Biden.

Le taux de chômage a ainsi baissé de 1 point de pourcentage par rapport à septembre, et est bien inférieur aux attentes des analystes, qui tablaient sur un taux de chômage à 7,7%. L'économie américaine a créé 638.000 emplois en octobre, un peu moins qu'en septembre mais un peu plus qu'attendu.

Le nombre de personnes sans emploi est désormais de 11,1 millions, en baisse de 1,5 million par rapport à septembre. "Ces

améliorations sur le marché du travail reflètent la reprise continue de l'activité économique", explique le département du Travail dans un communiqué.

Des emplois ont été créés dans les secteurs des loisirs et de l'hôtellerie, dans les services aux entreprises, dans le commerce de détail et dans la construction.

En revanche, les emplois publics ont diminué, alors que les Etats et collectivités locales sont confrontés à une diminution de leurs recettes fiscales du fait de la pandémie de Covid-19, et que leurs dépenses sont en forte hausse dans le même temps.

Le marché fait toutefois face à de nombreux obstacles dans les prochains mois: La recrudescence des cas de contamina-

tion laisse en effet craindre de nouvelles fermetures de commerces, et donc de nouveaux licenciements.

Les indicateurs économiques récents montrent d'ailleurs un ralentissement de l'activité économique et il n'y a toujours pas de compromis sur un nouveau plan de relance.

La Maison Blanche et le Congrès n'ont pas réussi à s'entendre avant l'élection présidentielle sur de nouvelles mesures pour aider financièrement les ménages, entreprises, et collectivités locales.

Ces aides sont pourtant jugées cruciales par les économistes pour permettre à l'économie de se redresser durablement, et empêcher de nouveaux licenciements.

CHINE - USA

L'excédent commercial avec les Etats-Unis s'est encore accru en octobre

L'excédent commercial de la Chine avec les Etats-Unis s'est encore accru de 19% sur un an en octobre, un nouveau camouflet pour le président américain Donald Trump qui a déclenché une guerre commerciale contre Pékin.

Selon l'Administration chinoise des Douanes, le géant asiatique a dégagé le mois dernier un excédent de 31,37 milliards de dollars avec les Etats-Unis, sur un total de 58,44 milliards, selon des chiffres publiés samedi. Il s'agit du plus gros excédent commercial bilatéral

chinois cette année après les chiffres de juillet et septembre (32,4 et 34,2 mds USD respectivement), malgré les promesses chinoises d'achat de produits américains. Depuis son arrivée il y a quatre ans à la Maison Blanche, Donald Trump a fait de la réduction du déficit commercial avec l'Empire du milieu l'une de ses priorités.

Son administration s'est lancée en 2018 dans une guerre commerciale avec Pékin qui s'est traduite par des surtaxes douanières supplémentaires réciproques portant sur de

nombreuses marchandises. Les deux pays ont toutefois signé une trêve en janvier, juste avant que le monde ne soit paralysé par l'épidémie de Covid-19. Au terme de cet accord, la Chine a accepté d'acheter pour 200 milliards de dollars de biens américains supplémentaires sur deux ans. Tous pays confondus, la Chine a enregistré en octobre une hausse robuste de 11,4% de ses exportations sur un an, soit la meilleure performance depuis le début de l'année.

Malgré le ralentissement généralisé de l'économie mondiale

provoqué par la pandémie de coronavirus, les exportateurs chinois ont fait preuve de dynamisme le mois dernier: les experts s'attendaient en moyenne à une hausse de 8,9% seulement des exportations, après une augmentation de 9,9% en septembre, selon les prédictions de l'agence financière Bloomberg.

Signe inquiétant en revanche pour la demande intérieure, les importations n'ont progressé en octobre que de 4,7%, après un bond de 13,2% en septembre. Les analystes misaient sur un gain de 8,8%.

AIRBUS 72 livraisons et 11 commandes en octobre

L'avionneur européen Airbus a livré en octobre 72 avions et reçu 11 nouvelles commandes, portant à 308 le nombre de commandes nettes depuis le début de l'année, a annoncé vendredi le constructeur européen.

La compagnie a enregistré six commandes pour son nouvel avion d'affaires ACJ220, un dérivé de l'A220, 4 pour des appareils de la famille des A320neo et une pour un ACJ320neo, la version jet privé de son monocouloir.

Au total, Airbus a livré 72 avions en octobre dont 12 A220, parmi lesquels le premier A220-300 livré à Delta Air Lines, 43 appareils de la famille A320, 4 A330, 12 A350 et un A380. Au 31 octobre, Airbus comptait 7377 avions dans son carnet de com-

mandes dont 6.010 appareils de la famille des A320. Pour s'adapter à une reprise du trafic aérien qui ne devrait retrouver son niveau de 2019 qu'entre 2023 et 2025, l'avionneur a baissé au printemps ses cadences de production globale de 40%, avec 40 Airbus A220 produits par mois, 4 A220, 2 A330 et 5 A350. Si, sur les neuf premiers mois de l'année, les livraisons d'avions commerciaux d'Airbus ont plongé d'environ 40%, elles n'accusent au troisième trimestre qu'une chute de 20% comparée à l'année précédente, avec 145 appareils livrés aux clients (contre 28 pour Boeing).

Ils n'étaient que 74 au deuxième trimestre, au plus fort de la crise.

JUSTICE

Procès en appel de l'homme d'affaires Tahkout : le principal accusé auditionné

Le procès en appel de l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout, jugé avec des membres de sa famille pour corruption, s'est poursuivi jeudi au niveau de la chambre pénale de la Cour d'Alger par l'audition du principal accusé.

Auditionné par visioconférence à partir de la prison de Babar (Khenchela), le principal accusé a nié toutes les accusations retenues contre lui, considérant que la transaction conclue entre sa société et l'Entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) était légale et faite suivant un appel d'offres, ajoutant que "c'est également le cas avec l'Entreprise des transports d'Oran (ETO) et qui n'a jusqu'à présent pas versé les sommes dues au titre de cette transaction". Il a déclaré n'avoir pas joui de privilèges ou d'un traitement de faveur mais qu'il répondait aux conditions de ces transactions pour lesquelles concourraient plusieurs autres opérateurs du secteur des transports. D'ailleurs la société de transport des étudiants + Talaba transport+ "travaille actuellement dans plus de 10 wilayas", a-t-il dit.

De même qu'il a nié avoir "exercé des pressions sur les cadres de l'Office des œuvres universitaires pour l'obtention de marchés ou de privilèges", indiquant que ses relations avec le ministère de l'Enseignement supérieur (transport des étudiants) remontaient à 1995.

Aussi, a-t-il assuré que les cahiers des charges relatifs aux appels d'offres pour le transport universitaire, adoptés ces dernières années, sont identiques à ceux adoptés en 2020. Il a déclaré que si il avait joui de privilèges, il n'aurait pas été en justice l'ONOU pour recouvrer les sommes dues.

Concernant l'affaire de montage des véhicules, l'accusé a souligné qu'il "pratiquait cette activité de manière légale suivant un cahier des charges élaboré par le ministère de l'Industrie", précisant que la commission interministérielle dépechée par l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal à son usine "n'a relevé aucun dépassement".

Il a indiqué avoir monter son usine de Tiaret de montage de véhicules par "ses propres moyens".

Tahkout a affirmé qu'il "ne détenait pas de biens immobiliers ou d'usines à l'étranger".

Mercréd, les proches de Mahieddine Tahkout ainsi que plusieurs anciens responsables, dont les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal ont été auditionnés. Le procès se poursuivra jeudi après midi par l'audition d'autres accusés. Le tribunal de Sidi M' hamed avait condamné le principal accusé à une peine de 16 ans de prison ferme et une amende de 8.000.000 DA. Rachid, Hamid et Billal Tahkout ont été, eux, condamnés à 7 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8.000.000 DA, tandis que Nacer Tahkout a écopé de 3 ans de prison et 8.000.000 DA d'amende.

Le tribunal a également ordonné le gel de tous les comptes bancaires des sociétés de Tahkout, la confiscation des matériels et l'exclusion des marchés publics pendant 5 ans. Dans la même affaire, le tribunal avait condamné les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal à une peine de 10 ans de prison ferme et 500.000 DA d'amende chacun, alors que l'ancien ministre de l'Industrie, Abdelham Bouchouareb, en état de fuite, écopé d'une peine de 20 ans de prison ferme assortie d'une amende de 2.000.000 DA.

DROGUE

Saisie de près de 5 kilos de kif traité à Mascara et Tiaret

Les services de police des wilayas de Mascara et Tiaret ont saisi près de 5 kilos de kif traité et arrêté deux personnes, lors de deux opérations distinctes, a-t-on appris jeudi auprès de ce corps de sécurité.

La brigade de recherche et d'Investigation (BRI) relevant de la police judiciaire de Mascara a arrêté, mercredi soir, un trafiquant de drogue et a saisi une quantité de 3,175 kilos de kif traité, selon la cellule de communication de la Sûreté de wilaya, qui a souligné que cet individu a été arrêté au niveau d'un point de contrôle de la police à l'entrée de la ville de Mascara. Les policiers ont découvert, à l'intérieur du véhicule du suspect, une quantité de 2,990 kg de kif traité.

Les éléments de la police ont également saisi une quantité de 175 grammes de kif traité au domicile du mis en cause, dans une wilaya limitrophe, après extension de la compétence, a indiqué la même source, faisant savoir qu'il a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Mascara qui l'a placé sous mandat de dépôt.

À Tiaret, la brigade de recherche et d'Intervention a réussi, dernièrement, à arrêter une personne et à saisir une quantité de 1,718 kg de kif traité, selon la sûreté de wilaya.

La même source a précisé que l'opération a été enclenchée suite à l'exploitation d'informations faisant état d'agissements d'un individu activant dans le trafic de kif traité, soulignant qu'il a été arrêté en possession de la quantité de drogue en question qui était dissimulée dans un sac à dos et a été présenté, jeudi, devant le procureur de la République près le tribunal de Tiaret.

ZONES D'OMBRE

Brahim Merrad : «2021 sera l'année de "réhabilitation"»

Le conseiller du président de la République chargé des zones d'ombre, Brahim Merrad a affirmé, jeudi à Boumerdes, que 2021, sera l'année de "prise en charge et de réhabilitation des zones d'ombre" du pays, grâce aux enveloppes "considérables" affectées à cet objectif, dans la Loi de finances 2021.

Dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite d'inspection d'un nombre de projets de développement, en réalisation au niveau de zones d'ombre de la wilaya, M. Merrad a signalé l'affectation, au titre de la Loi de finances 2021, qui sera adoptée prochainement, de "dotations financières considérables au profit des wilayas, dont une grande part sera destinée à la couverture et prise en charge du financement des projets de développement programmés au niveau des zones d'ombre, à travers le pays", a-t-il ajouté.

"Une grande partie des montants affectés dans le cadre de cette Loi de finances sera destinée à la réhabilitation et à l'amélioration des conditions de vie de plus de 15.000 zones d'ombre, dont le développement a été négligé, depuis des années, et ce grâce à la réalisation d'un grand nombre de projets de développement à leur niveau", a expliqué M. Merrad.

Il a souligné, à ce titre, les efforts consentis, durant cette année 2020, "en dépit des difficultés financières rencontrées", en vue, a-t-il dit, de la



"couverture des besoins financiers de nombreux projets de développement au niveau de ces zones, à travers des plans de développement sectoriels et locaux, ayant permis aux autorités locales le lancement des chantiers de plusieurs opérations dans ce cadre", a-t-il fait savoir.

Le conseiller du président de la République chargé des zones d'ombre, a inspecté, à l'occasion, l'un de ces projets d'importance destinés à l'amélioration de l'alimentation en eau potable d'un bassin de population de 11.000 âmes, au niveau des villages

et bourgs des communes de Larbaâatche, Keddara et Kherrouba, à l'ouest de Boumerdes.

"Le taux d'avancement du projet est estimé à 75 %, et sa réception est programmée pour la fin de l'année en cours", a-t-on indiqué sur place.

M. Merrad s'est, également, rendu dans la commune de Keddara, où il a inspecté le chantier de rénovation d'un réseau AEP, au profit d'un bassin de population de 4.200 âmes, des villages "Amestass", "Boulezzene", "Ichoubar" et "Abdeljalil".

Selon les explications fournies, sur place, "le taux d'avancement du projet est de 60%, avec une prévision de mise en service pour la fin 2020".

Dans la commune de Larbaâatche (à l'ouest), il s'est rendu au niveau des régions de Sidi Mansour, Rezakia et Benharhaou, où il s'est notamment enquis d'un projet de raccordement de 500 foyers au réseau de gaz naturel, dont le taux d'avancement est de 90 %, avec une prévision de réception pour la fin de l'année en cours.

La visite du conseiller du Président de la République chargé des zones d'ombre a, également, englobé une inspection du projet d'un réseau d'assainissement dans la région de "Boudghaghenne", de la commune de Kherrouba, et de Sidi Mansour à Larbaâatche, outre un projet de réalisation d'un terrain de jeux revêtu d'un tapis synthétique à Khmiss El Khechna.

A cela s'ajoutent d'autres projets de réaménagement d'écoles, de raccordement à l'électricité et de bitumage de routes.

MILA - COVID-19

Un arrêté de wilaya interdit toute consommation à l'intérieur des cafés et restaurants

Les services de la wilaya de Mila, ont promulgué un arrêté portant nouvelle suspension et interdiction de toute consommation à l'intérieur des cafés, restaurants et fastfoods, lesquels devront se contenter de la vente de produits à emporter dans le cadre des mesures de prévention contre la Covid-19, a-t-on appris vendredi, auprès des mêmes services.

"Dans le cadre du suivi de la situation épidémiologique à Mila, le chef de l'exécutif local, Abdelouhab Moulay a présidé jeudi soir, en présence des membres du comité de sécurité, la réunion périodique de la cellule de wilaya pour la lutte contre le Coronavirus, et il a été décidé d'interdire les consommations au niveau des cafés, restaurants et fastfoods qui peuvent proposer des services à emporter ainsi que l'inter-

dition des rassemblements, les fêtes de mariage et les cérémonies notamment", a précisé un communiqué de la wilaya.

Aussi, au cours de la même réunion, de nombreuses autres mesures préventives, notamment la mise en place d'un programme de visites de terrain dans tous les établissements hospitaliers pour œuvrer à remédier aux déficits constatés et la programmation de réunions de coordination avec les conseils scientifiques des structures de santé afin de développer une stratégie efficace de lutte contre le Covid-19, relève le document.

Il a également été décidé, ajoute le communiqué, d'intensifier les enquêtes épidémiologiques en impliquant tous les acteurs du secteur de la santé et d'accélérer le processus d'ac-

quisition des équipements médicaux, inscrits sur le budget supplémentaire de la wilaya, tout en exhortant les bienfaiteurs à y contribuer. Le plan de désinfection sera également réactivé dans les établissements et les places publiques, à travers la wilaya, en parallèle à l'intensification des opérations de contrôle de l'application du protocole de santé et du respect de la distanciation sociale dans les écoles, les mosquées et les espaces commerciaux, a-t-on encore détaillé.

S'agissant de la sensibilisation, le même communiqué a souligné qu'il a été décidé d'activer les campagnes de sensibilisation en direction des citoyens et en utilisant tous les moyens disponibles, notamment les médias et les mosquées, qui ont ouvert leurs portes pour la prière du vendredi.

CRIMINALITÉ

Aïn Defla : arrestation de quatre personnes pour trafic de psychotropes et création de lieu de débauche

Les services de sécurité de Aïn Defla ont arrêté récemment à Khemis Miliana quatre personnes, dont une fille, pour trafic de psychotropes et création de lieu de débauche, a-t-on appris jeudi de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Les mis en cause dans cette affaire sont âgés entre 24 et 36 ans et résident dans diverses communes des wilaya de Aïn Defla et Blida, a-t-on ajouté de même source. Ayant eu vent d'informations faisant état

d'un individu procédant au stockage, au niveau de son domicile sis à Khemis Miliana, de grandes quantités de psychotropes dans le but de les écouler de manière clandestine, les éléments de la police judiciaire de la sûreté de daïra de la même ville, ont mis en place un plan minutieux visant sa neutralisation, a-t-on précisé.

Suite à des investigations poussées, les policiers ont réussi à identifier le présumé coupable dont la perquisition du domicile, ven-

dredi dernier, a permis de le trouver en compagnie de trois autres personnes (résidant dans les wilaya de Aïn Defla et Blida), dont, une fille chez laquelle des contraceptifs ont été trouvés, a-t-on détaillé.

Lors de cette même perquisition, il a été également procédé à la découverte d'une quantité de psychotropes ainsi que de deux armes blanches prohibées, a-t-on indiqué.

Acculés, les membres de la bande "ont reconnu avoir procédé à la création d'un

lieu de débauche", a-t-on fait savoir, signalant que les quatre individus ont été arrêtés sur le champ et conduit au siège de la sûreté de daïra de Khemis Miliana pour une enquête exhaustive.

Présentés jeudi devant les instances judiciaires compétentes de Khemis Miliana, les mis en cause dans cette affaire ont été placés en détention préventive, dans l'attente de leur jugement, a-t-on indiqué de même source.

OCDE - CLIMAT

Aide climat : les promesses des pays riches pas encore tenues, selon l'OCDE

Le financement climat fourni par les pays développés aux pays en développement a atteint 78,9 milliards en 2018, a indiqué vendredi l'OCDE, un montant loin des promesses et en outre largement surestimé selon l'ONG Oxfam.

Les pays du Nord se sont engagés en 2009 à porter à 100 milliards de dollars d'ici 2020 l'assistance aux pays du Sud pour s'adapter aux impacts du changement climatique et réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

Cette promesse est, depuis, un sujet récurrent de colère des pays pauvres, premières victimes des impacts du dérèglement climatique, qui dénoncent le manque de solidarité des pays riches, principalement responsables de ce réchauffement.

Selon le rapport de l'OCDE, cette aide Nord-Sud a atteint 78,9 milliards en 2018. Une hausse de 11% par rapport à 2017 (71,2 milliards), mais le taux de croissance a ralenti par rapport à 2016-2017 (+22%, 58,6 milliards en 2016). Plus des deux-tiers (70%) des fonds sont destinés à des actions de réduction des émissions et seulement 21% à l'adaptation, le reste visant des activités combi-



nant les deux. Quant à la répartition géographique, l'Asie est le principal bénéficiaire (43%), devant l'Afrique (25%) et les Amériques (17%).

Tous les ans, les évaluations de l'OCDE sont contestées par des ONG mettant en doute la sincérité

de certains financements étiquetés "climat". En octobre, Oxfam a estimé à 59,5 milliards de dollars en moyenne pour 2017 et 2018 les financements publics climat Nord-Sud, dont à peine un tiers (entre 19 et 22,5 milliards) serait une véritable assistance climat.

"La finance climatique est une sécurité vitale pour des communautés qui font face à des canicules record, des tempêtes dévastatrices", déclarait alors Tracy Carty, une des auteures du rapport d'Oxfam.

"Même si les gouvernements sont en prise avec le Covid-19, ils ne doivent pas perdre de vue la menace grandissante de la crise climatique", ajoutait-elle.

Même si la promesse de 100 milliards de dollars d'aide annuelle était respectée, cela serait loin du compte pour permettre aux pays les plus pauvres de se préparer au réchauffement.

La dernière évaluation du Programme des Nations unies pour l'environnement, publié en 2016, estimait les besoins pour les seules actions d'adaptation des pays en développement entre 140 et 300 milliards annuels d'ici 2030.

PAM - FAMINE

4 pays ou régions d'Afrique et le Yémen menacés de famine, selon les Nations-Unis (ONU)

Le Burkina Faso, le Soudan du Sud, le nord-est du Nigeria et le Yémen risquent de sombrer dans une situation de famine, ont averti vendredi l'agence des Nations Unies pour l'Agriculture et l'alimentation (FAO) et le programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies.

Une partie des personnes vivant dans ces régions "fait face à une situation de faim critique", le rapport avertissant que l'escalade des conflits et les difficultés accrues concernant l'accès de l'aide humanitaire pourraient engendrer un risque de famine.

La FAO et le PAM pointent une conjonction de facteurs (conflits, déclin économique, situation climatique extrême et pandémie de Covid-19) qui font "basculer les populations plus profondément dans la phase d'urgence de l'insécurité alimentaire".

Le rapport publié vendredi souligne toutefois que ces quatre régions sont loin d'être des cas isolés : "La carte du monde montre que les taux d'insécurité alimentaire aiguë atteignent

de nouveaux sommets à l'échelle mondiale", indique le rapport selon lequel seize autres pays sont fortement menacés par l'augmentation des niveaux de faim aiguë.

Parmi ces pays, on retrouve le Venezuela, Haïti, l'Éthiopie, la Somalie, le Cameroun, la Centrafrique, le Mali, le Niger, la Sierra Leone, la République démocratique du Congo, le Mozambique, le Zimbabwe, le Soudan, le Liban, la Syrie et l'Afghanistan.

La FAO et le PAM espèrent que ce rapport favorisera une action "immédiate pour éviter qu'une crise majeure (ou une série de crises) ne se produise d'ici trois à six mois." L'évolution de la situation dans ces pays est notamment conditionnée par l'accès à l'aide humanitaire et la poursuite du financement des interventions humanitaires, soulignent les auteurs du rapport.

Celui-ci "est un appel manifeste à prendre des mesures urgentes", a déclaré Dominique Burgeon, directeur du bureau des urgences et de la résilience de la FAO, cité dans un com-

munié. "Nous sommes vivement préoccupés par l'effet conjugué de plusieurs crises qui minent la capacité des personnes à produire de la nourriture et à y accéder, et les rendent plus sujettes à la faim extrême.

Nous devons accéder à ces populations afin qu'elles disposent de denrées alimentaires, qu'elles aient les moyens d'en produire et qu'elles améliorent leurs moyens d'existence pour empêcher que le scénario le plus pessimiste ne se produise", a-t-il ajouté.

"Lorsque nous déclarons une famine, cela signifie que de nombreuses vies ont déjà été perdus. Si nous attendons d'être sûrs qu'elle soit là, des personnes ont déjà perdu la vie", a déclaré pour sa part Margot van der Velden, directrice du bureau des urgences du PAM. "En 2011, la Somalie a souffert d'une famine qui a fait 260.000 victimes. Celle-ci avait été déclarée en juillet, mais la plupart des décès étaient déjà survenus au mois de mai.

Nous ne pouvons pas laisser la même situation se reproduire", a-t-elle rappelé.

ENVIRONNEMENT - CLIMAT

CO2 : le Brésil mal parti pour respecter l'accord de Paris (ONG)

L'émission de gaz à effet de serre au Brésil a augmenté de 9,6% sur un an en 2019, a dénoncé vendredi une ONG pour qui le pays aura du mal à respecter ses engagements de l'accord de Paris sur le climat.

Selon le rapport du Système d'estimations des émissions de gaz à effet de serre (SEEG) du collectif d'ONG Observatoire du climat, cette augmentation "est due à la déforestation en Amazonie, qui a grimpé en flèche l'an dernier".

Au total, 2,17 milliards de tonnes de CO2 ont été rejetées dans l'atmosphère au Brésil en 2019, première année de mandat du président d'extrême droite Jair Bolsonaro, climat-sceptique notoire, contre 1,98 milliard en 2018.

Le rapport estime que 72% de ces émissions sont dues "à l'usage de la terre et l'agriculture", ce qui inclut la déforestation, qui a augmenté de 85% l'an dernier par rapport à 2018.

Aux termes de l'accord de Paris sur le climat, en 2015 le Brésil s'est engagé à réduire de 37% le niveau d'émission de gaz à effet de serre constaté en 2005 d'ici à 2025.

Mais pour l'Observatoire du climat, le plus grand pays d'Amérique Latine est loin du compte, le niveau atteint en 2019 étant de "17% supérieur" à cet objectif.

Et le Brésil est également mal parti pour respecter un autre objectif fixé par le gouvernement dès 2010, de diminuer les émissions dans une fourchette de 36,8% à 38,9% d'ici la fin 2020.

MEXIQUE

Au moins 20 morts après le passage d'Eta

Au moins une vingtaine de personnes ont été tuées au Mexique à la suite d'inondations liées au passage voisin de l'ouragan Eta qui a fait près de 180 morts et des milliers de sinistrés dans six autres pays d'Amérique centrale, ont annoncé les autorités.

Les victimes, pour la plupart emportées par le courant des cours d'eaux en crue, ont été localisées dans la région du Chiapas, frontalière avec le Guatemala, le pays le plus touché par Eta qui y a causé la mort de quelque 150 personnes.

Une dizaine de corps ont été retrouvés dans une rivière située dans la localité de Chenalho, a précisé le gouvernement régional du Chiapas, dans un communiqué.

Les fortes pluies ont également provoqué des glissements de terrain et la coupure d'une vingtaine de routes dans cet Etat à majorité indigène, l'un des plus pauvres du Mexique.

Eta, qui avait touché terre mardi en puissant ouragan de catégorie 4 avec des vents de 140 km/h, s'est progressivement affaibli en passant sur le Nicaragua et le Honduras.

Ses pluies torrentielles ont aussi affecté le Costa Rica, le Panama et le Salvador.

Désormais rétrogradé en dépression tropicale le, il devait se renforcer au-dessus de la mer des Caraïbes pour menacer dimanche Cuba, ainsi que la Jamaïque, les Iles Caïmans et le sud de la Floride.

BELGIQUE

Saisie record de 11,5 tonnes de cocaïne dans un conteneur (parquet)

Le parquet fédéral belge a annoncé jeudi une saisie "record" de 11,5 tonnes de cocaïne pure à bord d'un conteneur en provenance de Guyana, dans le cadre du démantèlement d'une organisation criminelle. La marchandise, saisie dans le port d'Anvers et qui était à destination des Pays-Bas, a été détruite.

Sa valeur marchande était évaluée à environ 450 millions d'euros, a précisé le parquet dans un communiqué.

La découverte a eu lieu dans le cadre d'une enquête de la justice belge ouverte fin 2019 après la saisie de 2,8 tonnes de cocaïne. Elle a permis le démantèlement d'une organisation criminelle internationale "bien structurée, soupçonnée d'exporter très régulièrement de grandes quantités de cocaïne depuis l'Amérique du Sud vers la Belgique", a expliqué le parquet. Il avait annoncé le 1er

octobre l'interpellation d'une trentaine de personnes en Belgique, aux Pays-Bas et en Espagne, à la suite de 70 perquisitions. Parmi elles, 22 sont toujours en détention préventive et près de 3 millions d'euros ont été saisis. Cette enquête a révélé qu'un autre lot de cocaïne était en route depuis l'Amérique du Sud. Les conteneurs suspectés ont été transportés par bateau jusqu'au port belge de Zeebrugge, puis ont été transportés sur une péniche vers le port d'Anvers.

Le 27 octobre, les enquêteurs ont procédé à l'inspection de cinq conteneurs de ferraille.

À l'intérieur de l'un d'eux avait été placé un autre conteneur en acier, dans lequel la cargaison de 11,5 tonnes de cocaïne a été retrouvée.

Cette saisie a entraîné cinq nouvelles perquisitions dont deux ont eu lieu à Anvers et une autre aux

Pays-Bas. C'est l'une des plus grosses saisies jamais réalisées en Europe. Il s'agit aussi d'un "record mondial de saisie de cocaïne à l'intérieur d'un seul conteneur", a indiqué à la presse Kristian Vanderwaeren, administrateur général des douanes belges. Selon lui, le dispositif des trafiquants était astucieux.

"Ils avaient bien travaillé", a-t-il expliqué.

Car la drogue à l'intérieur du deuxième conteneur en acier "est très difficile à détecter". Indécelable avec les techniques de reniflage, elle nécessite selon lui l'emploi d'un "scanner spécial de haute qualité".

Deuxième port de marchandises d'Europe après Rotterdam, Anvers est la principale porte d'entrée de la cocaïne sur le continent, en raison de son lien commercial plus fort avec l'Amérique du Sud.

Cette drogue y arrive souvent dissimulée dans des cargaisons

de fruits ou dans les parois des conteneurs en provenance principalement du Brésil, d'Équateur et de Colombie.

Ces trafics ont engendré dans la région d'Anvers une criminalité de plus en plus violente qui inquiète les autorités.

Au vu de la tendance actuelle - près de 45 tonnes de cocaïne déjà saisies depuis le début de l'année en Belgique -, le record annuel de 61,8 tonnes devrait être battu en 2020, a estimé M.

Vanderwaeren, qui table sur 70 tonnes. Selon lui, la pandémie de coronavirus n'a pas provoqué de baisse du commerce de stupéfiants.

"On n'a pas vu de diminution des saisies avec le Covid-19.

Au contraire, on a l'impression que les trafiquants essaient de profiter de la désorganisation réelle ou supposée des chaînes logistiques et des services étatiques pour pousser la marchandise".

S A N T É - A L G É R I E

CONSTANTINE - COVID-19

Mobilisation de 400 lits pour la prise en charge des cas confirmés

Le nombre de lits en réanimation et soins réservés pour les cas atteints du coronavirus (Covid-19) à Constantine sera revu à la hausse et passera de 320 à 400 lits, a annoncé jeudi le wali Ahmed Abdelhafid Saci. "La mesure vise à faire face à toute éventuelle recrudescence de cas de Covid-19 nécessitant hospitalisation", a précisé le wali lors d'une rencontre d'évaluation de la situation épidémiologique de la Covid-19 à l'échelle locale, tenue à la cité administrative Daksi Abdeslem. Il a ajouté, dans ce contexte, qu'au besoin, les cliniques privées seront mobilisées pour l'hospitalisation des cas confirmés atteints de la Covid-19, alors que les structures de santé de proximité à travers la wilaya seront exploitées comme "postes avancés" pour assurer consultation et dépistage et alléger la pression sur les hôpitaux de référence chargés de la prise en charge des malades atteints du coronavirus. Le même responsable a évoqué l'augmentation des capacités d'accueil dans le cadre du confinement sanitaire avec 400 lits supplémentaires dont 300 lits aux résidences univesitaires et 100 lits aux structures du secteur de la jeunesse et des sports. Relevant l'importance des actions de sensibilisation, M. Saci a instruit à l'effet de lancer des campagnes de sensibilisation sur l'impératif respect des mesures préventives, le port de masques et le respect de la distanciation physique, notamment dans les écoles, les mosquées et les espaces publics. Il a, dans ce sens, appelé les comités des quartiers à adhérer à ces actions de sensibilisation et instruit les chefs des daïras et les présidents des APC à poursuivre les opérations de désinfection dans divers espaces publics. M. Saci a également souligné que des mesures "répressives" seront prises pour tout relâchement constaté dans le respect des gestes barrières dans les espaces commerciaux, les bureaux de poste et les transports en commun notamment. Saluant l'effort du secteur de la formation professionnelle et autres artisans dans la confection des bavettes, le même responsable a encouragé ces opérateurs à déployer davantage d'efforts et à approvisionner notamment les catégories démunies en ce moyen de protection. Au cours de cette rencontre, plusieurs responsables de structures de santé ont présenté la situation au sein des établissements qu'ils représentent et évoqué certains déficits.

581 nouveaux cas, 273 guérisons et 12 décès

Cinq cent quatre-vingt-un (581) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 273 guérisons et 12 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué samedi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.



Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 61381 dont 581 nouveaux cas, soit 1,3 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 2036 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 41783, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien

consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 15 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 22 n'ayant enregistré aucun cas, alors que 11 autres ont enregistré plus de 10 cas.

Par ailleurs, 58 patients sont actuellement en soins

intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

CORONAVIRUS - VACCIN

L'Algérie va acquérir le vaccin contre la covid-19 quel que soit "son prix" (ministre)

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a déclaré, jeudi à Alger, que l'Etat était déterminé à acquérir le vaccin contre la covid-19 pour protéger les citoyens, quel que soit "son prix".

Lors d'une conférence de presse animée avec des cadres du ministère sur la situation épidémiologique de la propagation du nouveau coronavirus, le ministre a précisé que "l'Algérie a intégré le groupe Covax, qui compte 170 pays, pour garantir une protection à travers l'utilisation du vaccin que recherche actuellement quelque 200 laboratoires à travers le monde, dont 8 à 10 laboratoires sont à des stades avancés dans leurs tests cliniques".

"Dès sa commercialisation, l'Algérie acquerra le vaccin pour protéger ses citoyens, quel que soit son prix", a-t-il souligné.

Dans ce cadre, M. Benbouzid a rappelé que l'Algérie a "intégré le groupe de l'Unicef qui s'emploie à acquérir 500 millions de vaccins à prix réduit", précisant que "l'organisation est parvenue à réduire le prix de 40 dollars à 2 dollars seulement".

Mercrédì, 548 nouveaux cas confirmés de coronavirus, 10 décès et 230 guérisons ont été enregistrés en Algérie.

S'agissant de la situation pandémique, en recrudescence ces derniers jours, Pr.

Benbouzid l'a imputée à "une baisse de la vigilance et au

non-respect des règles essentielles mises en place par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus", rappelant l'impératif du port du masque, qui reste selon lui, le meilleur moyen de prévention, sans négliger, bien évidemment, les autres mesures dont la distanciation physique, le lavage régulier des mains au savon et l'utilisation du gel hydroalcoolique.

Pour le ministre, cette situation s'explique aussi par le retour de la vie à la normale notamment avec la reprise des différentes activités commerciales, les études et les salles de prière, avant de mettre en garde contre "l'aggravation de la situation si la société ne respecte pas les mesures préventives, ce qui incitera les pouvoirs publics à prendre des mesures plus strictes dans les prochains jours, à l'instar de certains pays développés qui font face à une nouvelle vague de ce virus.

Le ministre de la Santé a rappelé, dans ce sens, que les pays dont les citoyens ont respecté le port du masque avaient enregistré zéro cas ce qui reflète l'importance de ce moyen "disponible et pas cher".

Par ailleurs, le premier responsable du secteur a indiqué que "l'Algérie a su contenir la situation sans dysfonctionnement aucun en termes de gestion", déclarant "nous allons collaborer avec les autres secteurs pour faire face à une

deuxième vague, plus féroce et virulente que la première". De même qu'il a annoncé que son département allait organiser des visites sur le terrain et des réunions avec les représentants du secteur, directions et hôpitaux, en vue de limiter la propagation du virus, ajoutant que le ministère, appuyé par le comité scientifique et les moyens d'information, présente tous les faits concernant le virus aux citoyens. Pr. Benbouzid qui a rassuré les citoyens quant à "la disponibilité des équipements d'oxygène", a mis en avant le rôle des walis qui accordent, au besoin, des aides financières au secteur et les corps y relevant.

Plus de 16.000 lits mobilisés pour faire face à la situation

Le directeur général des structures sanitaires au ministère, Lyes Rahal a affirmé, pour sa part, que le ministère de la Santé avait mobilisé plus de 16 000 lits à travers le territoire national, en dépit de l'occupation de 4000 lits seulement à travers le pays, précisant que le nombre global de lits occupés durant le pic pandémique enregistré en juillet dernier était de 12 000 lits.

Les capacités des hôpitaux d'Alger qui connaissent actuellement "une forte surcharge" en nombre de cas Covid-19 ont été renforcées, a souligné le même responsable, précisant que le taux d'occupation des lits en réanimation dans la capitale est estimé à près de 85%, contre 65% pour les cas

d'hospitalisation. Il a annoncé, en outre, "qu'il sera renoncé aux autres activités en cas de recrudescence de la pandémie", à l'exception des urgences médicales et la prise en charge des maladies chroniques. Le ministre de la Santé avait donné des orientations aux directeurs de la Santé et aux gestionnaires des hôpitaux pour réserver 50% des lits aux urgences médicales et aux maladies graves.

Pour sa part, le directeur de la prévention au ministère de la Santé, porte-parole officiel du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie Covid-19, Dr.

Djamel Fourar a passé en revue les mesures prises par les pouvoirs publics depuis l'apparition, en février dernier, du premier cas Covid 19 en Algérie, celui du ressortissant italien testé positif qui travaillait à Hassi Messaoud, citant l'installation de la cellule de veille, puis des commissions de suivi de la situation pandémique.

Il a rappelé, en outre, la mobilisation des moyens logistiques pour la gestion et l'organisation de la situation et l'installation du comité national de suivi de la pandémie. Aussi, a-t-il fait état du taux d'infection, qui a atteint juillet dernier (Pic des contaminations) de 2 pour 100.000 cas, puis a connu une sorte de stabilité en septembre dernier, en enregistrant moins d'un cas pour 100.000 habitants, pour remonter à la mi-octobre à 1,2 pour le même

nombre de la population. Selon Dr. Fourar, les régions de l'est et du centre figurent parmi les zones les plus touchées par la propagation du virus par rapport aux autres régions à l'ouest du pays et beaucoup moins pour les régions du sud, soulignant qu'en juillet dernier, un cas transmettait l'infection à quatre personnes, tandis qu'aujourd'hui un cas transmis l'infection à 1,2 personne. Concernant l'acquisition de 1,8 millions de doses du vaccin contre le virus de la grippe saisonnière au lieu de 2,2 millions les années précédentes, la directrice générale de la pharmacie et des équipements médicaux au ministère de la santé, le professeur Wahiba Hadjoudj, a précisé que cela était dû à la "rationalisation de l'utilisation de ce vaccin", dont un pourcentage important - malgré son coût élevé - restait sans utilisation.

La même responsable a affirmé que le vaccin de cette année est "plus efficace en matière d'immunité que les années précédentes", annonçant que l'Etat importerait une quantité de doses supplémentaires si la situation l'exigeait.

De son côté, le ministre en charge de la réforme hospitalière, le professeur Ismail Mesbah, a évoqué "la confiance que l'Etat a placée dans les corps du secteur et toutes les initiatives locales et nationales, prises pour mobiliser les compétences et les moyens en vue de faire face au virus".

PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

LA PANDEMIÉ DANS LE MONDE

Au moins 1.243.513 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 1.243.513 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un bilan établi à partir de sources officielles samedi.

Plus de 49.316.540 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 32.215.500 sont aujourd'hui considérés comme guéris. Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations. Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées. Sur la journée de vendredi, 9.018 nouveaux décès et 610.768 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.149 nouveaux morts, la France (828) et l'Inde (577). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 236.099 décès pour 9.739.897 cas



recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Au moins 3.810.791 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 162.015 morts et 5.631.481 cas, l'Inde avec 125.562 morts (8.462.080 cas), le

Mexique avec 94.323 morts (955.428 cas), et le Royaume-Uni avec 48.475 morts (1.146.484 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 110 décès pour

100.000 habitants, suivi par le Pérou (105), l'Espagne (83), le Brésil (76). La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 86.184 cas (33 nouveaux entre vendredi et samedi), dont 4.634 décès et 81.131 guérisons.

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient samedi à 11H00 GMT 410.353 décès pour 11.543.865 cas, l'Europe 301.666 décès (12.234.059 cas), les Etats-Unis et le Canada 246.524 décès (9.993.615 cas), l'Asie 175.761 décès (10.950.295 cas), le Moyen-Orient 63.808 décès (2.708.942 cas), l'Afrique 44.460 décès (1.855.858 cas), et l'Océanie 941 décès (29.910 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

EPIDÉMIE - ANIMAUX

Certains animaux peuvent attraper le virus (Etude)

Une étude a montré que certains animaux peuvent attraper le Covid-19 et les visons peuvent même contaminer l'Homme, mais il n'existe pas de preuve à ce stade que ce saut entre espèces aggrave l'épidémie, selon les scientifiques, prudents mais vigilants après les annonces spectaculaires du Danemark.

La Première ministre danoise Mette Frederiksen a annoncé mercredi l'abattage de la totalité des plus de 15 millions de visons du pays, affirmant qu'une version mutée du SARS-Cov-2 qui pourrait menacer l'efficacité d'un futur vaccin avait été transmise par ces animaux à douze personnes.

L'annonce a fait l'effet d'une bombe dans les médias à travers le monde, dans un climat de grande angoisse face à une pandémie de Covid-19 qui a déjà fait plus de 1,2 million de morts en moins d'un an.

Mais de nombreux experts se sont montrés circonspects, s'interrogeant sur la réalité des supposés dangers de cette mutation en l'absence de publication scientifique.

"Je souhaiterais vraiment que cette tendance à faire de la science par communiqués de presse cesse.

Il n'y a aucune raison que les données génomiques ne puissent pas être partagées pour permettre à la communauté scientifique d'évaluer ces affirmations", a dénoncé sur Twitter Angela Rasmussen, virologue à l'université de Columbia (New York).

Les virus à ARN, comme le coronavirus apparu en Chine fin 2019, mutent tout le temps, sans nécessairement de conséquences significatives.

Aucune étude scientifique ne démontre d'ailleurs à ce stade qu'une des nombreuses mutations du SARS-Cov-2 ait pu modifier sa contagiosité ou sa dangerosité.

La contamination de visons n'est pas non plus un nouveauté.

Outre le Danemark, de nombreux élevages ont été touchés depuis le mois de juin aux Pays-Bas, aux Etats-Unis ou en Espagne.

Et quelques cas d'infections d'êtres humains par des visons ont également été rapportés.

Les annonces danoises vont plus loin, décrivant le passage, du virus à l'Homme, d'une souche différente du virus. "D'après les informations des autorités danoises, ce virus n'est pas plus pathogène ni plus virulent", indique Gilles Salvat, expert de l'agence sanitaire française Anses.

Mais la crainte est qu'il "émerge comme second virus dominant dans la population (...).

Faire un vaccin pour une souche est déjà compliqué, si on doit en faire contre deux, quatre ou six souches c'est encore plus compliqué", poursuit le spécialiste, qualifiant ainsi de "précaution" la décision d'abattage des visons.

"Cette mesure est entièrement justifiable d'un point de vue sanitaire pour éliminer une source de transmission du virus conséquent", renchérit le Pr François Balloux, de l'Université College de Londres.

Mais "évoquer le risque que les visons pourraient générer une seconde pandémie paraît excessif et contre-productif dans le climat anxigène actuel", indique-t-il, notant que des mutations similaires existent déjà dans la population sans s'être répandues.

"On sait que ce virus avec les mêmes mutations a émergé dans des élevages de visons, a été transmis à des gens et n'est pas du tout monté en fréquence, il reste rare dans la population", insiste-t-il, même s'il reconnaît que ce n'est pas "entièrement impossible" que cette lignée "puisse se répandre et rendre les vaccins moins efficaces".

Les "véritables implications des changements" apportés par la mutation qui touche la protéine permettant au virus d'entrer dans une cellule "n'ont pas été évaluées par la communauté scientifique", a de son côté expliqué James Wood, professeur de médecine vétérinaire à l'Université de Cambridge.

"Il est trop tôt pour dire que ce changement provoquera un échec des vaccins ou de l'immunité", a-t-il ajouté, cité par l'organisme britannique Science Media Centre.

APs

FRANCE

Pays le plus touché d'Europe avec 1,6 million de cas

La France est "le pays d'Europe qui compte le plus grand nombre de cas" de contaminations par le nouveau coronavirus depuis le début de la pandémie, a déclaré jeudi le directeur général de la Santé Jérôme Salomon. Le pays a comptabilisé 1,6 million de cas sur "plus de 8 millions de personnes touchées" sur le continent, a-t-il détaillé au cours d'une conférence de presse au ministère de la Santé.

Constatant que la deuxième vague "est brutale et se propage rapidement", il a annoncé que plus de 58.000 nouvelles contaminations avaient été enregistrées au cours des dernières 24 heures, un nouveau record depuis le lancement des tests de dépistage à grande échelle. "58.046 personnes ont reçu hier un résultat positif", a-t-il indiqué. Cette tendance laisse prévoir une pression accrue sur le sys-

tème hospitalier: "si l'incidence augmente, mécaniquement les admissions vont augmenter quelques jours après". "En 24 heures nous avons accueilli dans nos hôpitaux près de 3.000 nouveaux malades de la Covid. 447 ont été admis en réanimation", a ajouté Jérôme Salomon, rappelant que "un patient sur quatre qui arrive en réanimation ne survira pas quelques semaines plus tard".

USA

Plus de 127.000 cas en 24h, un record pour le 3^e jour consécutif

Les Etats-Unis ont enregistré plus de 127.000 cas positifs au coronavirus en 24 heures vendredi, un record de contaminations pour le troisième jour consécutif, selon un comptage de l'université Johns Hopkins, qui fait référence. Le pays a recensé précisément 127.021 nouveaux cas entre jeudi et vendredi, selon un des chiffres de l'université, actualisés en continu. Dans le même temps, 1.149 personnes sont décédées du Covid-19 aux Etats-Unis, de loin le pays le plus endeuillé au monde. Si le nombre de morts déplorés chaque jour est loin d'être remonté aux niveaux atteints au printemps, c'est le quatrième jour consécutif que le pays enregistre plus de 1.000 décès quotidiens, ce qui n'était pas arrivé depuis

août. Les Etats-Unis recensaient au total vendredi soir plus de 236.000 décès depuis le début de la pandémie, et 9,7 millions de cas. La pandémie a été l'un des principaux sujets d'affrontement entre Donald Trump et Joe Biden durant la campagne présidentielle, dont on attendait toujours les résultats vendredi soir, des dépouillements étant encore en cours dans plusieurs Etats-clés. En raison d'un virus notamment, des dizaines de millions d'Américains ont voté par correspondance cette année, un record, et ces bulletins mettent plus de temps à être comptabilisés. La pandémie a surtout plongé le pays dans la pire crise sanitaire depuis la grippe espagnole de 1918 et la pire récession depuis la crise de 1929.

ANIMAUX - ÉLEVAGE

6 pays ont rapporté des cas de Covid-19 chez des visons

Six pays, dont le Danemark et les Etats-Unis, ont jusqu'à présent fait état de cas de Covid-19 dans des élevages de visons, a indiqué l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dimanche. "A ce jour, six pays, à savoir le Danemark, les Pays-Bas, l'Espagne, la Suède, l'Italie et les Etats-Unis ont rapporté des cas de SRAS-CoV-2 chez des élevages de visons auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale", a indiqué l'OMS dans un communiqué. Cette annonce intervient après que la Première ministre danoise Mette Frederiksen a annoncé mercredi l'abattage de la totalité des plus de

15 millions de visons du pays, affirmant qu'une version mutée du SARS-Cov-2, qui pourrait menacer l'efficacité d'un futur vaccin, avait été transmise par ces animaux à douze personnes. La mutation d'un virus est banale et souvent anodine, selon la communauté scientifique.

Mais dans le cas de cette souche, appelée "Cluster 5", elle implique, d'après les premières études, une moindre efficacité des anticorps humains, ce qui menace la mise au point d'un vaccin contre le Covid-19. Les premières observations suggèrent que la présente ation clinique, la

gravité et la transmission des personnes infectées sont similaires à celles des autres virus du SRAS-CoV-2 en circulation", relève l'OMS. Toutefois, cette variante, appelée variante "cluster 5+", présente une combinaison de mutations ou de changements qui n'avaient pas été observés auparavant", ajoute l'agence spécialisée onusienne, en soulignant que "les implications des changements identifiés dans cette variante ne sont pas encore bien comprises". Les résultats préliminaires, note l'OMS, indiquent que cette variante particulière associée au vison, identifiée à la fois chez les

visons et dans les 12 cas humains, présente une "sensibilité modérément réduite aux anticorps neutralisants".

L'OMS demande que soit mise en place de nouvelles études scientifiques et de laboratoire pour vérifier ces résultats et comprendre quelles pourraient en être les conséquences sur le développement des traitements et vaccins. "Bien que l'on pense que le virus soit ancestralement lié aux chauves-souris, l'origine du virus et le ou les hôtes intermédiaires du SRAS-CoV-2 n'ont pas encore été identifiés", rappelle encore l'OMS.

ARGENTINE

Disponibilité d'un vaccin avant fin 2020, selon le président Alberto Fernandez

L'Argentine compte sur la disponibilité d'un vaccin anti Covid-19 d'ici à la fin de l'année pour venir à bout de la pandémie du coronavirus, selon son président Alberto Fernandez. L'Argentine a signé un accord avec la Russie qui permettrait de vacciner 10 des 44 millions d'habitants du pays, a indiqué Alberto Fernandez. "Nous voulons que les Argentins puissent compter le plus rapidement possible sur un vaccin", a-t-il déclaré vendredi dans un message à la population. "Nous devrions disposer des doses pour 10 millions de personnes,

si tout se passe bien, à partir de la fin décembre", a ajouté le président. Alberto Fernandez a également confirmé avoir évoqué avec son homologue russe Vladimir Poutine, lors d'un échange téléphonique dans la journée, la fourniture à l'Argentine de vaccins Sputnik V. Les deux pays ont franchi des "étapes importantes" pour arriver à un accord d'approvisionnement direct, tout en suivant de près l'évolution des tests en Russie, "afin d'approuver rapidement le vaccin, le moment venu". Sputnik V, baptisé ainsi en référence au premier satellite artificiel

de l'Histoire conçu par l'Union soviétique, est entré dans la troisième phase d'essais cliniciens, avec un schéma de vaccination intégrant l'injection de deux doses avec 21 jours d'écart. L'Argentine est l'un des pays les plus touchés par la pandémie, avec plus de 1,2 million de cas et quasiment 33.000 décès depuis le mois de mars, selon les statistiques officielles. Le président sud-américain a ajouté que le pays était en discussions avec d'autres laboratoires dont les vaccins sont actuellement en phase 3 d'essais cliniques.

ACOUPHÈNES COMMENT LES SOULAGER ENDOUCEUR ?

Sifflements, bourdonnements... Quand les acouphènes envahissent nos oreilles, les médecines douces sont une bonne solution pour s'apaiser et ne plus se focaliser sur ces bruits envahissants.

Ce bruit nait dans l'oreille interne ou dans l'aire auditive du cerveau pour donner des sifflements quelquefois incessants. Chaque histoire d'acouphènes est différente. Ils peuvent se manifester après un traumatisme de l'oreille comme une écoute forte de musique, une otite, un bouchon de cérumen, une exposition au bruit dans le travail.

Certains apparaissent après un choc psychologique, un grand stress, une opération, des troubles vasculaires, de l'athérosclérose, des problèmes dentaires. La prise de médicaments (anti-inflammatoires, certains antidépresseurs...) peut provoquer des acouphènes. Ils sont aussi parfois révélateurs d'une pathologie. C'est pourquoi il est recommandé d'avoir un diagnostic médical précis avant de s'engager dans une prise en charge par les méthodes douces. Mais le plus souvent aucune cause n'est retrouvée et il faut apprendre à les éloigner.

CAP SUR UNE ALIMENTATION BONNE POUR LA CIRCULATION
Le poisson, l'ail, l'oignon, l'huile d'olive, les aliments riches en zinc (huile, foie de veau...) sont à privilégier pour améliorer la circulation du sang. Il est recommandé d'éviter l'excès de heures, de viande grasse, les produits industriels, le sel. Attention aussi à l'alcool et aux nombreuses tasses de petit noir.

LA SOPHROLOGIE PERMET D'ÉVACUER SON STRESS
GRÂCE AUX TECHNIQUES de relaxation, de respiration et de visualisation positive, la sophrologie est une aide très intéressante pour ne plus penser aux sifflements d'abeille qui envahissent les oreilles. Lors d'une séance, on apprend à se détendre physiquement et mentalement par des exercices qui

mettent les bruits parasites de côté. On peut ensuite faire appel chez soi quand la gêne revient. Des adresses de sophrologue sur : www.chambre-syndicale-sophrologie.fr

L'HOMÉOPATHIE AIDE À GÉRER SES ÉMOTIONS

Phosphorus 9 CH, 5 granules le soir en cas d'hypersensibilité, d'émotivité et d'hyperacousie avec aggravation à la tombée de la nuit. Gelsemium 9 CH, 5 granules 2 fois par jour, pour des acouphènes suite à une peur, un choc, une émotion soudaine. Arnica 15 CH, 5 granules 2 fois par jour, pour des acouphènes suite à un traumatisme ou à un deuil. Chininum sulfuricum 9 CH, 5 granules matin et soir pour des acouphènes avec des douleurs cervicodorsales et liés à de la fatigue.

LES HUILES ESSENTIELLES AGISSENT SUR LA CIRCULATION

L'huile essentielle (HE) d'héliotryse italienne ou de cyprès tour de l'oreille vert : masser autour de l'oreille avec 2 gouttes jusqu'à une amélioration. La formule plus complète : 1 goutte d'HE de marjolaine à coquilles, 2 gouttes d'HE de petit grain bigarade, 1 goutte d'HE d'héliotryse italienne ; massez autour de l'oreille 3 fois par jour.

LES PLANTES ONT UN EFFET CALMANT

L'ail, le gingko biloba et le mélilot sont des plantes bénéfiques pour la circulation. On peut prendre ce mélange en teinture-mère, 40 gouttes dans de l'eau deux fois par jour. L'aubépine, la mélisse, la passiflore, la fleur d'oranger, le calament (au choix) ont un rôle sédatif en cas de nervosité, de stress. A prendre en infusion après le repas.



LA GEMMOTHÉRAPIE FAVORISE LA DIÉTÉTIE

Les bienfaits de la gemmothérapie peuvent être utiles contre les acouphènes circulatoires, les bourgeons de gingko biloba régulent la micro-circulation et ceux du sorbier drainent la circulation. Contre les acouphènes d'origine psychologique, les bourgeons de tilleul relaxent et décontractent. 10 gouttes, à prendre matin et soir, pendant 21 jours, avec un arrêt de 7 jours en cure de 3 mois. Produits prêts à l'emploi : Herbalgem 11,50 € les 15 ml ; Vitaflor 11,90 € les 15 ml.

D'AUTRES APPROCHES THÉRAPEUTIQUES EFFICACES DANS CERTAINS CAS

L'ostéopathie. Avec une radiographie de vos vertèbres cervicales et

un panoramique dentaire (si vous en avez un), l'ostéopathe pourra essayer d'intervenir sur vos acouphènes. Plus le problème est pris tôt, meilleurs sont les résultats. Une à trois séances d'ostéopathie crânienne à 15 jours d'intervalle sont généralement conseillées. Si vous ne constatez pas d'amélioration, il faudra choisir une autre méthode. Pour trouver un ostéopathe près de chez vous : www.osteofrance.com

Un traitement dentaire. Les acouphènes peuvent provenir d'un déséquilibre de l'articulation temporo-mandibulaire (ATM) dû à des prothèses mal adaptées ou des bridges, des implants des couronnes dentaires mal positionnés. Dans ce cas-là, choisissez un dentiste holistique qui remettra en place votre ATM et refera éven-

tuellement les couronnes ou bridges inadéquats. L'acupuncture. Les séances d'acupuncture sont conseillées pour les acouphènes liés aux émotions, aux chocs psychologiques ou au stress. Deux ou trois séances sont recommandées. La médecine chinoise. Selon la médecine chinoise, les acouphènes sont dus à un éffondrement énergétique du rein, du foie ou de la rate. Avec des remèdes de la pharmacopée chinoise, le praticien corrigera ces désordres. Merci à Dominique Paniel, ostéopathe et praticien de médecine traditionnelle chinoise, Françoise Couc Marinier, docteur en pharmacie, diplômée en phytothérapie et aromathérapie, Thierry Morfin, naturopathe et au Dr Monique Berion, médecin généraliste homéopathe.

ACOUPHÈNES : QUELS EXAMENS FAIRE ?

Les acouphènes ne sont pas graves mais il est important de consulter au plus vite pour vérifier s'ils proviennent d'une perte d'audition ou d'une pathologie. Votre parcours, étape par étape.

En France, un adulte sur quatre souffre d'acouphènes. En présence d'acouphènes, le premier geste est de prendre rendez-vous avec le généraliste afin d'avoir un premier avis médical. Il saura déterminer si vos acouphènes sont d'origine vasculaire (dans ce cas, il est possible

de les entendre à l'aide du stéthoscope) ou s'ils ont une autre origine. C'est le cas le plus fréquent et le médecin vous envoie alors chez l'ORL.

Après un questionnaire permettant de découvrir toutes les particularités de vos symptômes, l'ORL procède à un examen du conduit auditif avec un otoscope pour repérer une éventuelle otite ou un bouchon de cérumen. Puis il pratique un bilan auditif. L'audiométrique : installé dans un cabinet insono-

risé, vous devez signaler tous les sons que vous êtes capable de percevoir. Ces sons varient en fréquence et en intensité et cela permet de l'évaluer une éventuelle perte d'audition associée aux acouphènes.

L'impédancemétrie : ce petit examen non douloureux permet de mesurer la mobilité et la souplesse du tympan ainsi que les réflexes musculaires de l'oreille qui permettent de la protéger lorsqu'un son est trop fort.

Le rendez-vous chez l'ORL permet, le plus souvent, de découvrir les dysfonctionnements à l'origine des acouphènes. Mais parfois d'autres examens doivent être envisagés.

Les otométries : ce test rapide consiste à introduire un embout dans le conduit auditif et d'enregistrer, à l'aide d'une sonde, les informations sur la vitalité des cellules sensorielles. Car, lorsqu'elles sont en bonne santé, les cellules génèrent naturellement des sons (appe-

lés otométries). Les potentiels évoqués auditifs : on place des électrodes sur les oreilles, le front et le haut de la tête afin de vérifier d'éventuels dysfonctionnements nerveux (un mauvais fonctionnement du nerf auditif par exemple). Plus rarement, le médecin peut prescrire d'autres examens (IRM, prise de sang...) s'il suspecte une éventuelle pathologie causant les acouphènes (hypertension, artériosclérose, troubles de la thyroïde ou cardiaques).

Les antidépresseurs pourraient aggraver les acouphènes

Vous souffrez d'acouphènes permanents ? Attention, d'après une nouvelle étude américaine, certains antidépresseurs pourraient aggraver la situation... En France, à 710 000 Français souffrent d'acouphènes permanents. Dans 95 % des cas, on parle d'acouphènes « subjectifs » : le patient entend des sifflements, des bourdonnements, des grésillements... en permanence alors qu'il n'y a aucune cause extérieure à nuisance sonore.

En général, les acouphènes subjectifs sont liés à des troubles de l'audition : ils peuvent faire suite à des traumatismes auditifs répétés (écouter de la musique à très haut volume de manière quotidienne par exemple) ou à une baisse normale de l'audition liée au vieillissement de l'oreille (à partir de 50 ans).

D'après une nouvelle étude publiée ce 22 août 2017 par des chercheurs de la Oregon Health & Science University (aux États-Unis), certains antidépresseurs pourraient aggraver les acouphènes subjectifs. Dans ces travaux publiés dans la revue spécialisée Cell Report, les scientifiques expliquent d'abord comment fonctionnent les psychotropes de la famille des inhibiteurs sélectifs de la recapture de la sérotonine (ISRS) : ceux-ci agissent sur les effets de la sérotonine dans le cerveau, étant donné qu'il a été démontré que les personnes qui souffrent de dépression ont des taux de sérotonine plus faibles que la moyenne.

DES ANTIDÉPRESSEURS CONTRE-PRODUCTIFS
Problème : d'après les chercheurs américains, les neurones présents dans le noyau cochléaire dorsal (une zone du cerveau directement liée aux oreilles) seraient « excités » par l'amplification de l'action de la sérotonine, un neurotransmetteur qui a notamment un impact sur l'humeur. Sous l'action des antidépresseurs ISRS, ces neurones deviendraient hypersensibles aux stimuli extérieurs... ce qui aurait pour effet secondaire d'aggraver les acouphènes subjectifs chez les patients concernés.

« La présence d'une nuisance sonore permanente et subjective peut renforcer le mal-être des personnes souffrant de dépression, ajoutent les chercheurs. Lorsque le patient souffre d'acouphènes permanents, les médicaments antidépresseurs pourraient donc avoir des contre-productifs. » Bon à savoir !

16 novembre 2017

ACOUPHÈNES : 3 RÉFLEXES POUR TROUVER L'APAISEMENT

N'attendez pas pour traiter vos acouphènes. C'est le conseil de Philippe Barraqué, musicothérapeute spécialisé dans la prise en charge de ce phénomène. Consultez votre généraliste, qui vérifiera si les acouphènes ne sont pas le signe d'une hypertension ou liés à un problème vasculaire. Il pourra aussi vous orienter vers un médecin ORL afin de rechercher une éventuelle lésion de l'appareil auditif.

TOUCHER POUR RÉÉQUILIBRER L'OREILLE INTERNE

Par exaspération, il peut vous arriver de vous boucher les oreilles, de les tapoter, de les masser pour en finir avec ces bruits qui rendent fou. Adoptez plutôt les bons gestes.

Comment faire ?

Essayez cet exercice de médecine chinoise nommé « le tambour céleste ». Il s'agit de boucher son oreille avec la paume d'une main, en plaquant les doigts à l'arrière du crâne. On place le majeur sur l'index et, par un roulement sec et bref, on fait claquer le majeur sur la tête. On répète l'exercice neuf fois, en inspirant et expirant. Cela produit un son qui résonne dans la tête.

Pourquoi ça marche ?

Cette vibration stimule les oreilles, débouche la trompe d'Eustache au niveau de l'oreille interne et rétablit une bonne transmission des vibrations sonores entre le tympan, les osselets et la cochlée. L'exercice est à répéter quand les acouphènes deviennent très gênants. Une méthode tout aussi efficace pour récupérer après des acouphènes que pour les prévenir.

BOUYER POUR DÉROGNER LES ACOUPHÈNES

Quand on souffre d'acouphènes, on a tendance à fuir le bruit, à s'isoler ou, au contraire, à masquer le problème par d'autres bruits perturbateurs, comme la musique bien fort. Dans les deux cas, le problème empire.

Comment faire ?

Côté musique, optez pour le classique et de préférence pour des modes répétitifs. « Les Variations Goldberg », de Bach : un must ! Équipez-vous aussi d'un CD proposant un bruit de fond léger, s'apparentant par exemple au souffle du vent, mais comportant toutes les nuances que l'oreille peut percevoir. On parle alors de bruits blanc, rose, brown, violet, gris ou bleu utilisés dans les thérapies sonores.



Pour l'écouter la nuit sans gêner votre conjoint, offrez-vous un oreiller intégrant un haut-parleur qui se connecte sur un lecteur MP3. Le son diffusé n'est perceptible que par celui qui pose sa tête dessus (CD disponibles sur www.stop-acouphenes.fr et oreillers sur www.audio.com).

Pourquoi ça marche ?

En écoutant quotidiennement ces bruits thérapeutiques, il se produit un phénomène d'habituation au niveau du cortex auditif qui décode l'acouphène et le bruit blanc comme un son unique. La gêne s'en trouve réduite.

ALONG TERMÉ MÉDITEZ POUR SOULAGER

La plupart des personnes qui souffrent d'acouphènes sont extrêmement tendues et stressées. À l'origine, bien sûr, mais plus encore après l'apparition de ce problème auditif. Cap sur la détente grâce à un exercice de méditation.

Comment faire ?

Au calme, pendant une quinzaine de minutes par jour, asseyez-vous en tailleur (ou toute autre posture que vous trouvez confortable). Gardez les yeux mi-clos et respirez en faisant pénétrer l'air dans l'abdomen.

Concentrez-vous sur l'acouphène et imaginez que votre souffle vient l'envelopper au cours de l'inspiration. Sur l'expiration, visualisez que vous l'expulsez de votre corps.

Pourquoi ça marche ?

Par la méditation, vous soulagez les tensions qui sont en partie responsables des acouphènes. Et en modifiant votre état émotionnel, vous agissez sur le signal sonore lui-même produit par l'activité cérébrale. Peu à peu, vous ne vous focalisez plus sur les bruits indésirables. Accordez-vous plusieurs jours, voire plusieurs semaines pour percevoir les bénéfices de cette technique.

COMMENT SOULAGER LA GÊNE ?

Plusieurs dispositifs d'aide auditive permettent de soulager la gêne provoquée par les acouphènes.

LES PROTHÈSES AUDITIVES

Si une perte de l'audition est constatée, l'audioprothésiste peut proposer un appareillage afin de mieux entendre. Les prothèses présentent aussi l'intérêt d'apporter un soulagement en ce qui concerne la perception des acouphènes car les sons extérieurs, amplifiés par l'appareil, s'additionnent et se fondent avec l'acouphène qui est alors recouvert par l'univers sonore ambiant.

LES GÉNÉRATEURS DE BRUIT

Ce sont des diffuseurs de sons (bruits d'eau, de vent, d'oiseaux...) qui créent des ambiances sonores relaxantes. En dehors de leur effet apaisant, ces appareils combinent l'oreille de sonorités reposantes qui enveloppent l'acouphène. Il peut être intéressant d'en installer un près du lit, pour mieux trouver le sommeil.



LES STIMULATIONS CÉRÉBRALES

Des études visant à soulager les douleurs chroniques ont démontré le lien entre la perception de la douleur et des troubles de l'information sensorielle au niveau du cortex cérébral. Des comparaisons ont été établies avec les acouphènes, permettant de constater une perte

des informations sensorielles avec la baisse des capacités auditives.

Depuis, de nouveaux traitements de stimulation cérébrale ou nerveuse sont expérimentés, dans l'espoir d'apporter une nouvelle solution.

LA CHIRURGIE

Il est très rare d'avoir recours

à la chirurgie pour traiter les acouphènes, sauf dans certains cas précis : une maladie des osselets de l'oreille moyenne (dans ce cas on remplace l'oreille par une prothèse) ou un néurinome de l'acoustique (une tumeur bénigne non cancéreuse que l'on enlève lorsqu'elle est trop grosse).

LIBYE-ONU

"La seule voie de la légalité est la voie des urnes"

La représentante spéciale par intérim du Secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Stephanie Williams, a indiqué que la seule voie de recouvrement de la légalité en Libye est "la voie des urnes", rapportent jeudi des médias libyens. Mme Williams s'est félicitée, dans un entretien avec des médias libyens, de l'accord historique de la commission militaire mixte réunie à Ghadamès en estimant que cet accord est la résultante d'une grande coopération entre Libyens et que les parties en conflit dans ce pays commencent à répondre aux conclusions établies lors du sommet de Berlin.

L'objectif principal de la réunion entre les représentants militaires des deux parties Libyennes à laquelle a pris part mardi Mme Williams, était de discuter des modalités de mise-en-œuvre du cessez-le-feu. "Nous pouvons voir les avantages, les fruits du travail de la Commission militaire mixte sur le terrain ici en Libye", s'est félicitée Mme Williams. Elle a expliqué que la réunion de Ghadamès "est le début d'un processus qui va exiger de la détermination, du courage, de la confiance et beaucoup de travail". La Représentante spéciale qui dirige également la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) a noté la "détermination" des deux parties réunies au sein de cette Commission militaire mixte à mettre en œuvre l'accord de cessez-le-feu. Les délégations des deux parties avaient signé le 23 octobre dernier, à Genève, un accord de cessez-le-feu salué par le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, et le Conseil de sécurité des Nations Unies en appelant les parties signataires à respecter leur engagement envers ce cessez-le-feu.

Cet accord prévoit un calendrier pour le départ des mercenaires et des forces étrangères du territoire libyen. "Nous avons maintenant des discussions détaillées sur le mécanisme de surveillance pour tout cela, mais il y a une demande souveraine libyenne claire en ce moment que nous avons vue dans l'accord de cessez-le-feu lui-même", a dit Mme Williams. "Le fardeau, la responsabilité incombe aux pays et aux éléments qui sont responsables d'amener ces mercenaires et ces forces en Libye", a-t-elle dit. "Ils doivent respecter la demande libyenne", a-t-elle insisté.

L'envoyée de l'ONU a souligné que "l'extrême confiance" dans la capacité des parties à travailler ensemble doit désormais se traduire par des avancées sur le terrain, notant qu'il reste encore beaucoup de travail à faire.

Selon la Repr ésentante spéciale, toutes les installations pétrolières sont désormais ouvertes, tout comme la production de pétrole. La National Oil Corporation a déjà signalé que la production journalière est de 800.000 barils par jours. "Nous travaillons à la reprise des vols pour permettre aux habitants du sud d'avoir une connexion avec d'autres villes de Libye", a-t-elle ajouté, constatant également l'échange continu de détenus depuis la signature de l'accord de cessez-le-feu.

Parallèlement aux négociations militaires, les parties libyennes doivent réamorcer des pourparlers politiques. Un Forum de dialogue politique inter-libyen doit se tenir le 9 novembre à Tunis, la capitale de la Tunisie. "Nous devons travailler avec les 75 participants (du Forum) sur une feuille de route politique tournée vers l'avenir avec comme objectifs clés la programmation des élections nationales", a dit Mme Williams.

APS

SAHARA OCCIDENTAL

Le détenu de Gdeim Izik, Naâma Asfari, fustige la passivité de l'ONU

Le juriste international sahraoui, Naâma Asfari, détenu depuis 2010 suite au démantèlement violent du Camp de Gdeim Izik, par les forces d'occupation marocaines, a fustigé la passivité de l'ONU dans le règlement du conflit au Sahara occidental dès lors qu'elle peine à honorer sa promesse d'y organiser un référendum d'autodétermination.

Dans une lettre intitulée: "Gdeim Izik, le droit à la colère" qui a été reprise par des médias, le militant sahraoui des droits de l'Homme, Naâma Asfari a souligné que l'ONU avait promis aux Sahraouis d'appliquer son agenda pour le référendum et de défendre l'intérêt et le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination sans pour autant honorer ses engagements.

À l'heure actuelle, "les Sahraouis s'inquiètent de l'esprit qui règne au sein de l'ONU depuis 20 ans et qui tend à considérer la question sahraouie comme un règlement d'un différend et non pas un conflit d'occupation et d'autodétermination", a écrit la figure de la résistance pacifique du peuple sahraoui contre l'occupant marocain, depuis sa cellule à Kénitra (Maroc), notant que l'organisation internationale, "aujourd'hui discréditée, joue à peine son rôle de canal" dans le conflit du Sahara occidental.

"En mettant à égalité l'agresseur et l'agressé, l'ONU a créée une situation hautement inflammable", a jugé le militant sahraoui en détention arbitraire depuis 2010 à la veille du 10e anniversaire du démantèlement du



camp Gdeim Izik, qui marque un moment historique dans le combat pacifique du peuple sahraoui. Pour les Sahraouis, "Gdeim Izik est la plus belle, saine, juste colère puisqu'il a révélé les failles de l'ordre onusien", estime le co-président du CORELSO-Comité pour le Respect des Droits humains et des Libertés au Sahara occidental.

En puisant dans l'essai du philosophe allemand Peter Sloterdijk "Colère et temps", M. Asfari a tenté d'analyser comment l'ONU est devenue, au fil des années, "une banque de la colère" pour les Sahraouis dans laquelle ils ont déposé leur revendication

capitale, celle de l'autodétermination. Naama Asfari a considéré que "la colère, ce grand reflux par la Sahraouis durant les trois dernières décennies, ni guerre, ni paix, revient au premier plan aujourd'hui avec ce qui se passe à Guerguerat depuis le 20 octobre 2020. Il s'agit d'une manifestation pacifique organisée par des civils sahraouis venus des Campements de réfugiés et des Territoires libérés pour commémorer "Gdeim Izik" et contester "la présence négative" de la Mission des Nations Unies pour l'Organisation du référendum d'autodétermination au Sahara occidental (Minurso), précise le dé-

fenseur des droits de l'homme. Naâma Asfari militant sahraoui pour l'autodétermination, défenseur des droits humains, a été arrêté le 7 novembre 2010 à Laâyoune, capitale du Sahara occidental occupé par le Maroc depuis 1975, la veille du démantèlement sauvage de Gdeim Izik le 8 novembre 2010.

Il a été condamné à 30 ans de prison en 2013 par un tribunal marocain et en appel en 2017. Un recours a été déposé en 2017 pour lui et ses 18 compagnons du groupe de Gdeim Izik. Le Maroc a été condamné en 2016 pour fait de tortures sur Naâma par le CAT-Comité contre la Torture de l'ONU à Genève.

Jeudi, plusieurs organisations internationales de défense des droits de l'Homme ont appelé à la libération immédiate des prisonniers politiques sahraouis du groupe Gdeim Izik, en détention arbitraire depuis 2010. Il s'agit de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT), l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme, la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) et l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT).

ETHIOPIE

Le parlement vote un plan de limogeage des autorités du Tigré

Le parlement éthiopien a adopté samedi un plan de limogeage du parlement régional et de l'exécutif du Tigré, au lendemain de l'annonce d'une intervention militaire dans cette région du nord du pays qui menace de sécession.

La chambre haute du parlement "a adopté une résolution visant à abolir l'assemblée régionale illégale actuelle du Tigré et son gouvernement, afin de mettre en place une administration par intérim", a annoncé la radio télévision publique éthiopienne EBC.

La décision du parlement éthiopien est basée sur les dispositions prévoyant la possibilité d'une intervention contre un Etat fédéral qui aurait "violé la constitution et mis en danger le système

constitutionnel", selon la EBC.

"L'administration par intérim aura pour mandat de préparer une élection constitutionnellement acceptable et d'appliquer les décisions adoptées par le gouvernement fédéral", ajouta la télévision publique.

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a qualifié vendredi d'"opération de maintien de l'ordre" une intervention militaire lancée depuis mercredi dans le Tigré. Il avait appelé la population à éviter les rassemblements pour ne pas être touchée par les "frappes aériennes".

Prix Nobel de la paix en 2019, M. Abiy avait annoncé mercredi le déclenchement des opérations militaires, justifiées par des attaques de

bases militaires au Tigré, que les dirigeants tigréens accusent le gouvernement d'avoir inventées.

Aux termes d'un état d'urgence proclamé mercredi, les troupes fédérales ont notamment pour mission de "désarmer les forces de sécurité de l'Etat régional", avait ajouté le Premier ministre. La tension entre Addis Abeba et le Tigré, dirigé par le Front de libération des Peuples du Tigré (TPLF), parti qui a, durant près de 30 ans et jusqu'à l'avènement de M. Abiy en 2018, dominé les structures de pouvoir en Ethiopie, s'était particulièrement accrue depuis l'organisation en septembre d'élections régionales non reconnues par le pouvoir central.

CÔTE D'IVOIRE

Arrestation du porte-parole de l'opposition Affi N'Guessan

Le porte-parole de l'opposition ivoirienne Pascal Affi N'Guessan, a été arrêté dans la nuit de vendredi à samedi en se rendant dans son fief de Bongouanou (centre-est), selon un cadre de son parti, Eddie Ane. "Affi N'Guessan a été arrêté dans la nuit. Il se rendait à Bongouanou", a affirmé Eddie Ane. Le procureur d'Abidjan Richard Adou a annoncé jeudi que M. Affi N'Guessan ainsi que l'ancien ministre Abdallah Mabri Toikeusse étaient "en fuite et activement recherchés" après l'appel à la désobéissance et la création d'un Conseil national de Transition par l'opposition dans le cadre de la présidentielle du 31 octobre remportée par Alassane Ouattara.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Consultation politique : l'opposant Katumbi de retour à Kinshasa

L'opposant et homme d'affaires congolais Moïse Katumbi a été accueilli par des milliers de partisans à son arrivée vendredi à Kinshasa où il doit participer aux consultations politiques lancées par le président Félix Tshisekedi pour sortir de son bras de fer avec son prédécesseur Joseph Kabila.

"Je suis venu répondre aux consultations nationales, car le pays est en détresse et nous devons travailler ensemble", a déclaré M. Katumbi à son arrivée à Kinshasa où il affirme ne pas être venu depuis 2015.

M. Katumbi doit rencontrer samedi le président Tshisekedi, son ancien allié dans l'opposition, une première depuis l'élection de décembre 2018. Après avoir rejoint l'opposition en septembre 2015, l'ex-gouverneur du Katanga, ancien allié de poids de Kabila, est parti en exil de fait en mai 2016,

jusqu'à son retour dans son fief de Lubumbashi (sud-est) en mai 2019. En août 2018, du côté zambien de la frontière entre la Zambie et la République démocratique du Congo (RDC), il avait accusé le régime de M. Kabila de l'avoir empêché de rentrer dans son pays pour déposer sa candidature à l'élection présidentielle.

Investi le 24 janvier 2019, l'ancien opposant Tshisekedi gouverne en coalition avec les forces de son prédécesseur qui ont gardé une vaste majorité au Parlement et dans les 26 provinces du pays. M. Tshisekedi a lancé lundi des consultations nationales pour trouver des solutions aux tensions permanentes avec ses alliés pro-Kabila de la coalition. Vendredi, le chef de l'Etat devait recevoir des anciens Premiers ministres, des anciens présidents des chambres parlementaires et des chefs traditionnels.

ELECTION PRÉSIDENTIELLE AUX ETATS UNIS

Joe Biden au seuil de la Maison Blanche

Joe Biden était vendredi sur le point de remporter la course à la Maison Blanche face à Donald Trump, qui a adopté un ton moins véhément que la veille, où il avait évoqué une élection "volée".

Signe de la confiance régnant dans le camp démocrate, l'ancien

vice-président de Barack Obama a prévu de s'exprimer dans la soirée depuis son fief de Wilmington, dans le Delaware, où une grande scène en plein air a été installée mardi, jour de l'élection. Si aucun grand média américain n'a encore désigné le vainqueur, la présidente démocrate de la Chambre des représentants Nancy Pelosi a jugé "évident" que Joe Biden allait "gagner la Maison Blanche". Dans un communiqué au ton plutôt mesuré, tranchant sin-

gulièrement avec son allocution colérique de jeudi soir, Donald Trump s'en est tenu à quelques grands principes en appelant au respect de la transparence. Le dépouillement a avancé au compte-gouttes, mais l'ancien vice-président démocrate, mené en Pennsylvanie depuis mardi, y devance désormais le président républicain de plus de 13.000 voix. Aucun média n'a pour l'instant attribué définitivement la victoire à l'un des deux candidats dans cet Etat d'un nord-est industriel du pays qui vaut 20 grands électeurs, remporté par Donald Trump



en 2016. La marge de Joe Biden a augmenté au fur et à mesure que les bulletins envoyés par courrier – souvent à 80% en sa faveur – ont été comptés. Si le

démocrate l'emporte en Pennsylvanie, il deviendra le 46e président américain, quelle que soit l'issue du dépouillement dans les autres Etats.

Fox News et le New York Post prennent leurs distances avec Trump

Fox News et le New York Post, deux des principaux médias conservateurs américains contrôlés par le magnat Rupert Murdoch, ont pris, ces dernières heures, leurs distances avec Donald Trump, une première depuis 2016, et peut-être un tournant. "Fox News sucks!" – traduction "Fox News craint": pour la première fois, jeudi soir, à Phoenix (Arizona), des partisans du président américain, s'en sont pris à la chaîne considérée, depuis cinq ans, comme un allié indéfectible de Donald Trump. En cause, l'annonce par la chaîne de la victoire du candidat démocrate Joe Biden en Arizona dès mardi soir. L'équipe Trump a appelé la chaîne à se rétracter, en vain, alors que d'autres médias se gardaient eux de déclarer un vainqueur, en attendant la fin du comptage des bulletins dans cet Etat-clé. Depuis, Fox News a aussi traité avec beaucoup de prudence les allégations de fraude électorale massive émanant du camp Trump et du président lui-même. "Nous n'avons pas vu" de preuve, a encore dit vendredi, à l'antenne, Bret Baier, journaliste politique le plus en vue de la chaîne. "On ne nous a rien montré." Fox News est-elle donc en train de "blâcher" Trump, après avoir contribué à sa victoire surprise en 2016. Professeur de communication à l'université DePaul, Jeffrey McCall rappelle que Fox News a toujours été une chaîne à deux visages. D'un côté, quelques présentateurs vedettes, plutôt éditorialistes que journalistes, ultra-conservateurs, et de l'autre, une rédaction nettement

plus mesurée. Plusieurs journalistes de Fox News, comme le modérateur du premier débat présidentiel Chris Wallace, sont ainsi reconnus pour leur professionnalisme. Côté éditorialistes, la star de l'antenne, Sean Hannity, très proche de Donald Trump, estimait jeudi soir que "les Américains (avaient) raison d'avoir des soupçons, (...) de ne pas croire en la légitimité de ces résultats". Pour Jeffrey McCall, le traitement de Donald Trump ces derniers jours et l'annonce anticipée de la victoire de Joe Biden en Arizona témoignent "des efforts que fait Fox News pour fonctionner aussi indépendamment que possible des éditorialistes." Mais pour Reece Peck, auteur de "Fox Populism", un livre sur Fox News, cette prise de distance "pourrait aliéner certains téléspectateurs et les inciter à aller sur une autre chaîne, comme OAN", la petite nouvelle de l'information aux Etats-Unis qui soutient sans réserve Donald Trump. Derrière cet te chaîne dont l'audience atteint des records pour une chaîne câblée – 14,1 millions de téléspectateurs le soir de l'élection – se trouve le magnat Rupert Murdoch. Connu pour ses opinions conservatrices, il se serait pourtant, depuis plusieurs mois, rangé à l'idée d'une victoire de Joe Biden, selon le site Daily Beast. Alors que le comptage des bulletins s'éternise, retardant l'annonce du vainqueur de la présidentielle, le New York Post n'a notamment repris aucune des thèses du camp Trump sur de supposées manipulations électorales.

KOSOVO-SERBIE-CRIMES

Comparution lundi de l'ex-président kosovar, inculpé de crimes de guerre

Hashim Thaçi, qui a démissionné jeudi de la présidence du Kosovo face à son inculpation pour crimes de guerre durant le conflit contre les forces serbes, comparaitra pour la première fois lundi devant le tribunal spécial où il a été placé en détention.

"Le 9 novembre 2020 à 15H00 (14H00 GMT), la comparution initiale de Hashim Thaçi aura lieu dans la salle d'audience des Chambres spé-

cialisées du Kosovo (KSC) à La Haye", a annoncé vendredi le tribunal, qui siège dans la ville néerlandaise.

Au cours de cette première comparution, qui prendra place sous la forme d'une audience publique, le juge s'assurera "que les droits de l'accusé, y compris le droit à une représentation légale, sont respectés et que l'accusé comprend les charges retenues contre lui", a précisé le KSC.

Ancien chef politique de la rébellion indépendantiste kosovare (UCK), Hashim Thaçi a démissionné jeudi de la présidence après la validation par un juge de sa mise en accusation pour des chefs de crimes de guerre et crimes contre l'humanité durant la guerre de 1998-99 contre les forces serbes.

M. Thaçi, 52 ans, qui était président du Kosovo depuis 2016 après avoir été Premier

ministre, clame son innocence dans le conflit et accuse la justice internationale de "réécrire l'Histoire".

La guerre du Kosovo opposant forces serbes et guérilla indépendantiste kosovare albanaise a fait plus de 13.000 morts, des Albanais pour la plupart. Elle s'est terminée quand une campagne occidentale de bombardements a contraint les forces serbes à se retirer.

ETATS UNIS-CHINE

Washington retire un groupe chinois de sa liste d'organisations terroriste

Les Etats-Unis ont annoncé vendredi avoir retiré le Mouvement islamique du Turkestan oriental (Etim) de leur liste noire des organisations terroristes un groupe.

Dans un avis publié dans l'équivalent américain du Journal Officiel, le chef de la diplomatie Mike Pompeo annonce que les Etats-Unis ne considèrent plus le Mouvement islamique du Turkestan oriental (Etim) comme une "organisation terroriste".

"Etim a été retiré de la liste parce que cela fait plus de dix ans qu'il n'y a pas de preuve crédible qu'il existe encore", a indiqué un porte-parole du département d'Etat. L'administration du président George W. Bush avait ajouté ce groupe à sa liste noire en 2004, à une époque où elle tentait d'associer la Chine à sa "guerre contre le terrorisme". En réaction, la Chine a fait part dès vendredi de son "fort mécontentement" et de sa "ferme opposition à la décision américaine", appelant Washington à cesser "son rétropédalage en matière de coopération internationale antiterroriste", par la voix d'un porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Pékin accuse régulièrement le mouvement Etim d'attentats dans la région autonome de Xinjiang, peuplée à majorité de Ouïghours, une ethnie musulmane dont la langue est apparentée au turc.

Selon des organisations de défense des droits de l'Homme, un million de musulmans sont ou ont été détenus dans des camps dits de rééducation politique au Xinjiang. Pékin conteste ce chiffre et parle de "centres de formation professionnelle" destinés à éloigner la population locale de la tentation de l'extrémisme.

Le groupe de défense des droits de l'Homme Uighur Human Rights Project, dont le siège est à Washington, s'est félicité de la décision américaine, estimant qu'elle n'avait "que trop tard". Un groupe de sénateurs américains, républicains et démocrates, propose de déclarer la Chine coupable de "génocide" des Ouïghours et d'autres communautés musulmanes turcophones victimes de la répression. Ils ont déposé fin octobre un projet de loi en ce sens, qui attend la reprise des débats parlementaires pour être discuté.

BOLIVIE

Deux ex-ministres de Morales quittent leur refuge à la résidence diplomatique mexicaine

Deux ex-ministres du gouvernement de l'ancien président bolivien Evo Morales ont quitté la résidence de l'ambassade du Mexique à La Paz où ils avaient trouvé refuge il y a un an à la suite de la démission de l'ex-chef de l'Etat, ont-ils annoncé vendredi. Selon des médias, les anciens ministres de la Justice et de la Défense, Héctor Arce et Javier Zavaleta ont quitté la résidence diplomatique mardi, mais ne l'ont annoncé que vendredi après que la justice, qui a évoqué des erreurs de procédure, a suspendu les mandats d'arrêt délivrés à leur encontre après la démission d'Evo Morales il y a un an. Une dizaine de membres de l'entourage de M. Morales (2006-2019) avait alors trouvé refuge à la résidence diplomatique du Mexique, dont son ancien bras droit, Juan Ramon Quintana. "Après avoir passé 360 jours réfugié à la résidence de l'ambassade du Mexique, j'ai retiré ma demande d'asile et je me retrouve avec ma famille dans la paix et la tranquillité qui nous ont été arrachées injustement", a écrit l'ex-ministre de la Justice sur les réseaux sociaux. Héctor Arce - qui n'a aucun lien de parenté avec le président élu Luis Arce - faisait l'objet d'un mandat d'arrêt émis sous le gouvernement intérimaire qui l'accusait d'avoir participé à une fraude présumée en faveur d'Evo Morales à la présidentielle de 2019. Javier Zavaleta, accusé de sédition et de terrorisme pendant les troubles sociaux qui avait fait suite au scrutin, a déclaré au quotidien Los Tiempos, qu'il était "certain que la procédure (judiciaire) allait faire long feu, non pas parce que les procureurs ou juges sont sous contrôle, mais parce que je n'ai jamais commis de tels délits". Après sa démission le 10 novembre 2019, le premier président indigène du pays s'était réfugié au Mexique, puis en Argentine, où il réside toujours. Il est attendu en Bolivie lundi. Deux autres anciens ministres, dont Juan Ramon Quintana, sont toujours réfugiés à la résidence de l'ambassade du Mexique.

SANCTIONS AMÉRICAINES

Cuba et Iran font front commun

Cuba et l'Iran se sont engagés vendredi à renforcer leur alliance face aux Etats-Unis, lors d'une rencontre à La Havane entre leurs ministres des Affaires étrangères et sans savoir encore qui sera le prochain président américain.

"Je suis très heureux d'être ici pour parler de notre coopération", a déclaré le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif. "L'Iran et Cuba ont fait front commun face à la pression des Etats-Unis (...), a-t-il ajouté en saluant son homologue cubain Bruno Rodriguez, lors d'une cérémonie face à la presse à La Havane.

Il a promis que la coopération entre les deux pays "dans tous les domaines, en particulier dans l'énergie, la science et la technologie, ne sera pas affectée par ces sanctions" américaines. De son côté, M. Rodriguez a souligné que la visite de M. Zarif "est une occasion importante pour continuer à approfondir notre dialogue politique de haut niveau et à encourager les liens économiques, commerciaux, de coopération, culturels, scientifiques et académiques". Depuis l'arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump, les Etats-Unis se sont retirés de l'accord nucléaire avec l'Iran et ont décrété plus de 130 mesures restrictives afin de renforcer l'embargo en vigueur contre Cuba depuis 1962. Le ministre cubain des Affaires étrangères a rappelé que son pays condamne "les mesures coercitives unilatérales imposées par le gouvernement des Etats-Unis à la République soeur d'Iran" et a défendu "le droit à un usage pacifique de l'énergie nucléaire". Avant leur rencontre, le journal officiel Granma avait indiqué que celle-ci marquerait "la solidarité mutuelle entre les deux nations face au renforcement des sanctions de l'actuelle administration américaine contre les pays qui n'obéissent pas à sa volonté". M. Zarif est arrivé à Cuba jeudi soir en provenance de Caracas. Selon Granma, à l'issue de sa visite le ministre iranien "participera à la prise de fonctions comme président élu de Bolivie de Luis Arce, dimanche".

AUTORITÉ DE RÉGULATION DE L'AUDIOVISUEL (ARAV) Vers des normes de couverture médiatique des affaires liées aux crimes d'enlèvement

L'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) s'attelle à élaborer un protocole d'action avec les médias audiovisuels pour définir les normes des couvertures médiatiques des affaires d'enlèvement, a annoncé, jeudi à Alger, un responsable de l'ARAV.

Le représentant de l'ARAV à la réunion de la commission des Affaires juridiques et administratives et des libertés de l'APN, consacrée au débat du projet de loi sur la protection contre les crimes d'enlèvement, M. Ammar Bendjada a affirmé que l'instance était en phase de préparer un protocole d'action avec les médias audiovisuels pour "définir les normes et procédures à suivre dans la couverture médiatique des affaires d'enlèvement".

Le protocole insiste sur le rôle du procureur de la République à fournir aux journalistes les informations liées aux affaires d'enlèvement, à travers la tenue de conférences de presse, ce dernier étant "le seul habilité à fournir des informations sur les affaires d'enlèvement", ce qui permettra "d'éviter toute entrave au déroulement de l'enquête ou des investigations", a ajouté l'intervenant. L'intervenant a préconisé de "réguler"



l'utilisation de photographies lors de la couverture médiatique des crimes d'enlèvement, soulignant l'impératif de "placer la sécurité de la victime d'enlèvement au-dessus de tout autre considération et intérêt". Il a également insisté sur l'importance d'assurer aux journalistes une "formation spécialisée" en matière de couverture médiatique des affaires d'enlèvement. Cependant, M. Bendjada a reconnu "la difficulté de contrôler les informations liées aux crimes d'enlèvement relayées via les

réseaux sociaux, ce qui a amené l'Autorité à travailler en coordination avec le ministère de la Communication afin de lui permettre (ARAV) d'élargir ses prérogatives en matière de contrôle, une démarche qu'il a qualifiée de "grand défi exigeant la conjugaison de tous les efforts pour le relever".

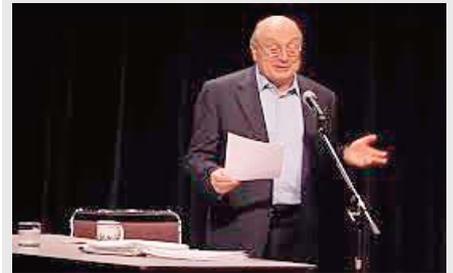
Lors de cette réunion présidée par Abdelhamid Si Afif, les membres de la commission ont été unanimes à souligner le rôle "clé" des médias dans la prévention contre les crimes d'enlèvement,

reconnaissant, néanmoins, qu'il s'agit d'une "arme à double tranchant". "La communauté médiatique est également appelée à s'acquitter de son rôle selon des critères bien définis", a-t-il soutenu.

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Belkacem Zeghmati, avait affirmé, mardi, lors de la présentation du projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre les crimes d'enlèvement d'enfants devant la commission des Affaires juridiques de l'APN, que ledit texte prévoyait des peines durcies allant de la perpétuité à la peine capitale.

M. Zeghmati a fait avoir que le projet de loi stipule que l'Etat se charge de la mise en place d'une stratégie nationale de prévention contre le crime d'enlèvement et de stratégies locales formulées et mises en œuvres par les organismes publics avec la participation de la société civile.

RUSSIE - LITTÉRATURE Décès de l'écrivain et humoriste russe Mikhaïl Jvanetski



L'écrivain et humoriste Mikhaïl Jvanetski, considéré comme un maître du récit satirique soviétique, est décédé vendredi à l'âge de 86 ans, a annoncé son entourage.

Auteur d'écrits satiriques cinglants, il a donné le jour à de nombreux aphorismes dont se régalaient les Russes et qu'ils connaissent par cœur.

"Artiste légendaire", "homme brillant", "géant" de la satire, selon les personnalités russes de la culture, Jvanetski a décidé cette année de ne plus monter sur scène pour réciter ses monologues satiriques, tout en assurant qu'il allait continuer à écrire.

Originaire d'Odessa, en Ukraine, Mikhaïl Jvanetski, ingénieur de formation, a ainsi mis fin à plus de 50 ans de carrière sur scène.

Avec son décès, l'humour russe est devenu "orphelin", selon ses collègues qui déplorent une "perte irréparable".

"Sa satire a fait la sagesse de beaucoup de personnes", a déclaré le président ukrainien, Volodymyr Zelenski, en se disant être l'un des "admirateurs ardents de la force de la pensée" de Jvanetski.

ARGENTINE - LITTÉRATURE Publication d'un texte inédit de l'écrivain Jorge Luis Borges

Un texte inédit que l'écrivain argentin Jorge Luis Borges avait dicté à sa veuve Maria Kodama a été publié, le week-end dernier, sous le titre "Silvano Acosta".

Ce manuscrit raconte l'histoire de culpabilité que l'auteur ressent face à un homme abattu sur ordre de son grand-père, un ancien militaire, un acte considéré par Borges comme "indigne de réparer", indique la presse argentine.

Le texte inédit, publié dimanche avec la version manuscrite écrite par la veuve de Borges, souligne dès le début quelques inexactitudes historiques autour des actions du colonel Francisco Borges, grand-père de l'écrivain, qui, alors qu'il était commandant militaire du Parana, a signé une résolution qui a ouvert la voie à l'exécution d'un homme nommé Silvano Acosta en 1871, accusé d'être un traître. Sur la base de données autobiographiques, Borges dit à Kodama que depuis sa naissance, il a contracté "une dette, assez mystérieuse, avec un inconnu décédé le matin d'un jour de 1871.

"Cette histoire est certifiée par un papier signé par mon grand-père, qui a été vendu aux enchères publiques", explique l'écrivain.

Jorge Luis Borges avait dicté le 19 novembre 1985 un brouillon de quatre petits paragraphes.

Jorge Luis Borges est un écrivain argentin né le 24 août 1899 à Buenos Aires et mort à Genève en Suisse le 14 juin 1986.

Ses œuvres dans les domaines de l'essai et de la nouvelle sont considérées comme des classiques de la littérature du XXe siècle.

LITTÉRATURE - ÉDITION

"Comme un nuage sur les routes" d'Ali Mouzaoui, ou la vie et l'œuvre de Si Mohand Ou Mhand revisitée

La vie et l'œuvre de Si Mohand Ou Mhand interpellent "d'une façon exceptionnelle" a soutenu jeudi à Tizi-Ouzou, le cinéaste Ali Mouzaoui, à l'occasion d'une vente dédicace, à la maison de la culture Mouloud Mammeri, de son nouveau roman "comme un nuage sur les routes" consacré à la vie de ce poète.

"La vie et l'œuvre, mais surtout la vie de Si Mohand Ou Mhand interpellent d'une façon exceptionnelle, car il a vécu à une période de fractures et de grands bouleversements qu'avait connus l'Algérie et la Kabylie (cette dernière), pour la première fois de son Histoire, a été vaincue", a-t-il souligné en les replaçant dans leur contexte historique.

Une chute dont les conséquences n'avaient pas tardé à apparaître, poursuivra M. Mouzaoui, "à travers la déstructuration de la société kabyle, les dépossessions et les misères humaines causées par l'entreprise coloniale qui fera de Si Mohand, issu d'une famille aisée et qui a été dépossédée, déshéritée et décimée, un agent actif en mouvement, dont la destinée est de raconter les siens en sillonnant les pays".

L'objectif du roman, écrit en

langue française, précise-t-il, est de "permettre au lecteur, d'autres langues, de saisir les conditions et les circonstances de l'éclosion de l'œuvre de Si Mohand".

"La culture ne doit pas se suffire de la consommation du produit en soi par nous-même, mais, lui donner une dimension pour que d'autres se penchent sur nous, nos particularités et notre apport à l'humanité", a-t-il soutenu.

Quant au choix de la fiction, elle est, a-t-il dit "une façon de mettre des émotions aptes à interpeller le lecteur pour comprendre et ressentir la route et le destin particulier du poète", précisant que "l'approche biographique dans ce roman n'est qu'un repère, pour illustrer les circonstances et les conditions humaines qui donnent naissance au poème".

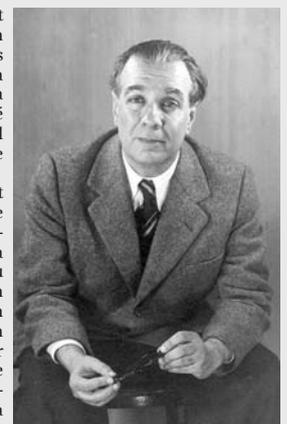
Auteur d'un film sur le poète, il ajoutera, que "l'approche cinématographique est différente du roman", estimant à ce propos, qu'"un film en kabyle est une forme d'expression déjà localisée et affectée à un groupe social donné quels que soient les sous-titres apportés, d'où l'urgence d'écrire cette fiction qui permet, également, une part de rêverie et d'imagination créatrice".

Au sujet du film, dont le tour-



nage est achevé, M. Mouzaoui a indiqué qu'il reste à "effectuer quelques retouches techniques concernant les couleurs et les mixages de son et il sera mis sur le marché", soulignant que cela est tributaire "de la réouverture des voies de communication", la réalisation se faisant en Europe.

Édité aux éditions Frantz Fanon, l'opus de 230 pages, rappelle, à travers l'une des figures les plus époustouflantes de la littérature amazigh, en l'occurrence, Si Mohand Ou Mhand, "la rencontre tragique entre passion, tradition, poésie, errance et révolte".



USA - ÉLECTIONS

Facebook et Twitter tentent de contenir Trump et les fausses rumeurs

Facebook et Twitter ont dû faire face, comme ils s'y attendaient, à un flot contenu de désinformation pendant la journée et la nuit de l'élection américaine, notamment de la part du président Donald Trump qui tente de s'arroger la victoire, mais leurs nombreux garde-fous n'ont pas convaincu de nombreux observateurs et élus démocrates.

Alors que le dépouillement se poursuivait mercredi, et que Donald Trump perdait son avance dans certains Etats-clés, le candidat républicain avait enchaîné les messages insinuant qu'il y a des fraudes électorales.

Le feu roulant a commencé mardi soir avec un tweet assurant que ses adversaires essayaient de "voler l'élection" et qu'il ne se "laisserait pas faire".

C'était exactement le scénario redouté: le président a déplacé la guerre de communication et des nerfs, favorisée par de premiers résultats très serrés, sur les réseaux sociaux.

Il sème le doute et menace de recourir à la justice.

Twitter a épinglé sur presque un message sur deux du fil du chef d'Etat cet avertissement: "Une partie ou la totalité du contenu partagé dans ce tweet est contesté et susceptible d'être trompeuse quant au mode de participation à une élection".

Sur Facebook, les messages de Donald Trump étaient encore lisibles mais le géant des réseaux sociaux leur a adossé un lien vers son centre d'information sur les élections, qui montre les résultats officiels, soit un coude-à-coude avec le démocrate Joe Biden dans la course aux grands électeurs.

"Dès que le président Donald Trump a commencé à proclamer la victoire de façon prématurée, nous avons affiché des notifications sur Facebook et Instagram indiquant que le décompte des votes était en cours et qu'il n'y avait pas encore de gagnant" a souligné la communication du groupe californien.

Ces messages, prévus exactement pour



cette situation, sont jugées insuffisantes par une partie de la société civile.

"En ce moment, le compte Twitter du président poste des mensonges et de la désinformation à un rythme infernal.

C'est une menace pour notre démocratie et il devrait être suspendu jusqu'à ce que le décompte des votes soit terminé", a tweeté mercredi David Cicilline, un élu démocrate qui milite pour une régulation plus sévère des plateformes.

Quant à Facebook, "ils doivent absolument retirer (les posts de Trump), pas juste les épingler avec un interstitiel faiblard", s'indigne Jessica Gonzalez, co-directrice de l'ONG Free Press.

"Nous sommes au bord du précipice.

C'est une expérimentation démocratique qui peut ne pas marcher", continue-t-elle, appelant aussi la plateforme à s'assurer à tout prix qu'elle "n'est pas utilisée pour fomenter ou légitimer des violences".

C'est la crainte numéro un du géant des réseaux sociaux, soucieux d'apparaître comme un acteur responsable des élections.

Le spectre de 2016 - les vastes opérations de manipulation orchestrées depuis l'étranger - semble avoir été écarté pour l'instant.

Mais l'armée de modérateurs de Facebook a la lourde tâche de débuser les incitations à la violence et tous les messages qui pourraient mettre le feu aux poudres, y

compris via les groupes radicalisés.

Début octobre, le réseau a ainsi supprimé les comptes liés à la mouvance conspirationniste "QAnon", un mouvement d'extrême droite pro-Trump.

Twitter et YouTube ont pris des mesures similaires.

Les publicités politiques ou sur des thèmes sociaux ou électoraux sont interdites sur Facebook aux Etats-Unis à partir de mercredi et sans doute pour une semaine, afin de "limiter les risques de confusion ou d'abus".

Mais difficile de juguler le flot de fausses rumeurs, venant notamment de supporters de Donald Trump, pour faire croire à des irrégularités ou des fraudes.

Malgré leur arsenal de précautions, "les plateformes ne sont toujours pas prêtes", estime l'ONG Avaaz.

"Au fur et à mesure que la carte électorale évolue, on voit les acteurs de la désinformation recycler leurs tactiques dans des Etats en jeu", a observé Alex Stamos, un chercheur à l'université de Stanford, lors d'une conférence mercredi.

"S'il y a des recours juridiques déterminants, on pourrait voir tout d'un coup ces discours resurgir dans les Etats concernés".

Aux conversations incendiaires en public s'ajoutent les discussions privées, plus difficiles à surveiller.

"Depuis que les plateformes ont réprimé les groupes (de suprématistes blancs) comme les Proud Boys+, il est clair qu'ils se sont déplacés sur Telegram, WhatsApp, Signal et d'autres messageries cryptées", pointe l'universitaire.

APSA

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ADRAR
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE TIMIMOUN
DAIRA DE TINERKOUK
COMMUNE TINERKOUK
NIF N° 098401165015436

AVIS APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° : 05/2020

Le Président de l'Assemblée populaire communale de la commune de Tinerkouk annonce Avis appel d'offres national ouvert avec Exigence de capacités minimales N° : 05/2020 pour : Entretien Et Réhabilitation De Route Communale.

Les partenariats et les institutions, peuvent Retirer les Cahier des Charges du bureau Secrétariat générale de la Commune de Tinerkouk Wilaya d'Adrar. Contre de Payer 5.000,00 DA en tant que droits de participer à l'appel d'offres à bureau d'agent comptable Communale.

Les offres doivent comporter un dossier de Candidature, une offre technique et une offre financière. Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise. La Référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres avis appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales

N° : 05/2020 pour : Entretien Et Réhabilitation De Route Communale, A- Conditions minimales d'éligibilités

- 1- Avoir un certificat de qualification et classification professionnelle en cours de validité catégorie Trois (III) ou plus en Travaux Publics comme activité principale.
- 2- Avoir déjà réalisé au moins un projet (réalisation, renforcement, réhabilitation ...) d'un linéaire de 05 km de revêtement en béton bitumineux sur Routes justifié par attestation de bonne exécution délivrée par un service contractant, réalisés dans quatre dernières années (2017 à 2020)
- B- CONTENU DE L'OFFRE
- 1- dossier de candidature : ce dossier contient
 - 1- La déclaration de candidature dûment renseignée, signée, cachetée et datée.
 - 2- La déclaration de probité dûment renseignée, signée, cachetée et datée.
 - 3- La déclaration du sous-traitant (cas éventuel) dûment renseignée, signée, cachetée et datée.
 - 4- Statut (en cas de société).
 - 5- La délégation de pouvoir (le cas échéant).
 - 6- Liste des références professionnelles appuyée par les attestations de bonne exécution délivrées par des services contractants publics. (Projet similaire dans le domaine travaux publique).
 - 7- Certificat de qualification et classification professionnelle en

- cours de validité catégorie Trois (III) ou plus activité principale en Travaux Publics.
- 8- Documents justifiant les capacités du soumissionnaire:
 - Liste détaillée des moyens matériels.
 - Liste détaillée des moyens humains.
- 2 offre technique : ce dossier contient
 - 1- La déclaration souscrite dûment renseignée, signée, cachetée et datée.
 - 2- Un mémoire technique justificatif (modèle joint en annexe).
 - 3- Planning et délai d'installation de chantier et d'exécution des travaux
 - 4- Pièces justificatives des moyens matériels carte grise + assurance pour le matériel roulant et facture d'achat + PV huissier pour le non roulant.
 - 5- Pièces justificatives des moyens humains diplôme pour les cadres et affiliation CNAS pour l'ensemble des personnels
 - 6- Le cahier des charges portant à sa dernière page la mention manuscrite « lu et accepté ».
 - 3- offre financière : ce dossier contient
 - 1- La lettre de soumission dûment renseignée, signée, cachetée et datée.
 - 2- Le bordereau des prix unitaires dûment renseignée, signée,

cachetée et datée.

3- 3- Le détail quantitatif dûment renseignée, signée, cachetée et datée.

Les offres doivent être déposées par le soumissionnaire à l'adresse ci-dessus. La durée de préparation des offres elle est fixée à quinze (15) jours à partir du premier jour de la publication de cette annonce de Bulletin Officiel des Marchés de l'opérateur Public (BOMOP) ou des journaux nationaux déposés le dernier jour afin de préparer des Appels d'offres entre 8h00 à 12h00. L'ouverture des plis sera tenue le dernier jour de la durée de préparation des offres à 14h30min, en séance publique au siège de la COMMUNE DE TINERKOUK si ce jour coïncide avec un jour férié ou de repos légal la durée de préparation des offres est prorogée au jour ouvrable suivant.

Cet avis sera considéré comme une invitation aux soumissionnaires pour assister à la séance d'ouverture des plis techniques et financiers.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de 105 jours à compter de la date de dépôt des offres.

Anep : 2016017814 du 08/11/2020

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE, DE LA FAMILLE ET DE LA CONDITION DE LA FEMME.
WILAYA D'ALGER
DIRECTION DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SOLIDARITÉ
42, cousins Gouraya Birkhadem Alger.

Avis d'attribution provisoire de marchés

Conformément aux dispositions des articles 65 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics, la direction de l'action sociale et de la solidarité de la wilaya d'Alger informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national restreint N° 03/DASS/2020 relatif à réhabilitation de deux foyers pour

personnes âgées repartis en deux lots : Lot n° 01 : travaux de réhabilitation du foyer pour personnes âgées à Dely Brahim Lot N° 02 : travaux de réhabilitation du foyer pour personnes âgées à sidi moussa publié dans les quotidiens nationaux DK NEWS le 22/09/2020 à l'issue de l'évaluation des offres technique et financières, le marché est provisoirement attribué à l'entreprise.

N°	Entreprise	NIF	Note globale sur 60/40	Montant de l'offre	Délai	Critères
Lot 01	E.T.B Benamar Belkacem	198026350021830	33,66/60	11391 632,00 DA	03 mois	Offre la moins disante
Lot 02	E.T.B.H ldir Samir	197417310061335	35,66/60	10 871 542,50 DA	03 mois	Offre unique la moins disante

Les soumissionnaires qui contestent ces résultats peuvent introduire leurs recours dans un délai de dix (10) jours à partir de la publication de cet avis.

HANDBALL - ALGÉRIE

Slahdji ouvre la porte à un retour en sélection nationale

Le gardien international algérien, Abdelmalek Slahdji, s'est dit "favorable" à un retour en sélection nationale en cas d'une convocation du sélectionneur du Sept algérien, actuellement, en préparation en vue du Mondial-2021 prévu en Egypte. "Si je reçois une convocation pour apporter un plus à la sélection nationale, je prendrai mes responsabilités en répondant favorablement. L'Algérie m'a beaucoup donné et j'en suis reconnaissant", a déclaré Slahdji, au micro de la chaîne sportive BEIN sport news. "Répondre favorablement à une convocation de l'équipe nationale est un devoir national", a ajouté le portier Al Duhail SC (Qatar). Considéré comme l'un des meilleurs portiers de sa génération, Slahdji (70 sélections) avait mis fin à sa carrière internationale à l'issue du Mondial 2015 qui s'est déroulé au Qatar, après avoir remporté le Championnat d'Afrique avec la sélection algérienne en 2014. Au Mondial-2021, le Sept algérien fait partie du groupe F aux côtés du Maroc, du Portugal et de l'Islande. Les camarades de Messaoud Berkous débiteront le tournoi contre le Maroc le 14 janvier avant d'affronter respectivement l'Islande (16 janvier) puis le Portugal (18 janvier).

HAND-COUPPE ARABE DES VAINQUEURS DE COUPE

Le CS Sakiet Ezzit organisera la 16^e édition

L'Union arabe de handball a répondu favorablement à la demande du Club sportif de Sakiet Ezzit (Tunisie), d'organiser la 16^e édition du championnat arabe des vainqueurs de coupes (hommes et dames) et la Super coupe arabe (hommes et dames), et ce durant la période allant du 22 mars au 3 avril 2021.

Le CS Sakiet Ezzit, double tenant de la coupe de Tunisie en 2019 et 2020, avait été sacré champion arabe des vainqueurs de coupe en 2017. La dernière édition a été remportée par le club qatari d'Al Chamal SC.

LYCÉE SPORTIF NATIONAL DE DRARIA (ALGER)

Coup d'envoi de l'année scolaire 2020-2021

La saison sportive scolaire 2020-2021 a été lancée jeudi par le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid-Ali Khaldi, à partir du Lycée sportif national (LSN) de Draria à Alger.

"Le coup d'envoi de l'année scolaire à partir du Lycée sportif national, véritable vivier de jeunes talents, reflète l'importance de cette infrastructure dans notre système d'éducation et de formation sportive. Les résultats de l'établissement sur les plans scolaire et sportif nous poussent à soutenir davantage nos jeunes champions et les accompagner dans leurs carrières respectives", a déclaré M. Khaldi dans son allocution d'ouverture.

"Je tiens à remercier le personnel pédagogique, administratif et les entraîneurs qui fournissent des efforts quotidiens et veillent au bon fonctionnement de LSN", a-t-il ajouté, souhaitant "la réussite à tous les élèves du lycée lors de cette nouvelle année scolaire".

De son côté, la secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite, Salima

Souakri, a insisté sur "le strict respect du protocole sanitaire mis en place pour combattre la propagation de la Covid-19", assurant que sa tutelle "ne lésera pas sur les moyens pour accompagner les athlètes de l'élite nationale devant représenter l'Algérie". Après une visite de l'établissement, inauguré en 2001, le ministre de la Jeunesse et des Sports ainsi que la secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite ont honoré les lauréats de la dernière session du baccalauréat. "Je félicite les bacheliers qui se sont distingués lors de la dernière année scolaire, malgré les difficultés engendrées par la pandémie de coronavirus", a déclaré M. Khaldi.

MEILLEUR ATHLÈTE DE L'ANNÉE

Huit africains parmi les dix nominés

Huit africains (3 messieurs et 5 dames) figurent parmi les dix nominés au titre de meilleur athlète de l'année, suivant la sélection faite par un panel international d'experts en athlétisme, comprenant entre autres des représentants des six régions continentales de World Athletics.

Chez les dames, se sont l'Éthiopienne Letesenbet Gidey, détentrice du record du monde du 5000m en 14'06"62 et sa compatriote Ababel Yeshaneh, la détentrice du record du monde du semi-marathon (épreuve mixte) en 1h04'31", qui ont été nominées, au même titre que trois Kenyans.

Il s'agit de Peres Jephchir, la championne du monde du semi-marathon et détentrice du record du monde du semi-marathon à deux reprises, dans une épreuve purement féminine, en 1h05'34 et 1h05'16, et ses compatriotes Faith Kipyegon et Hellen Obiri.

Invaincue dans cinq courses, Kipyegon est aussi détentrice des meilleures performances de l'année, notamment, sur le 800m



en 1'57"68 et sur le 1000m, en 2'29"15, alors qu'Obiri qui détient la meilleure performance de l'année au

3000m, en 8'22"54, est invaincue dans trois courses, sur 3000 m et 5000m. Chez les messieurs, les

nominés sont l'Ougandais Joshua Cheptegei, recordman du monde du 5000m en 12'35"36, du 10.000m en 26'11"00, et du 5km sur route en 12'51", qui a terminé 4^e au dernier championnat du monde du semi-marathon.

A ses côtés, son compatriote Jacob Kiplimo, le champion du monde du semi-marathon en 58'49" et le Kenyan Timothy Cheruiyot, meilleure performance de l'année au 1500m en 3'28"45 et invaincu dans cinq courses dans cette épreuve. Des nominations qui reflètent la gamme remarquable de performances exceptionnelles, dont le sport a été témoin cette année, malgré les défis présentés par la pandémie mondiale de Covid-19.

HANDISPORT (IPC)

L'Assemblée générale du Comité international paralympique en décembre 2021

Le Comité international paralympique (IPC) a annoncé, vendredi sur son site officiel, la tenue de sa prochaine Assemblée générale, en décembre 2021 dans un lieu à déterminer. "L'Assemblée générale de l'IPC se tiendra les 11 et 12 décembre 2021 et nous avons lancé une recherche mondiale pour trouver une ville hôte appropriée", a indiqué l'instance paralympique.

La rencontre de l'IPC réunira jusqu'à 500 personnes représentant les comités nationaux paralympiques (NPC), les fédérations internationales (FI), les organisations internationales de sport pour les handicapés et les organisations régionales.

Lors de l'AGE 2021, les membres participant éliront un nouveau conseil d'administration de l'IPC de 10 mem-

bres, le président de l'instance et les vice-présidents. Ils étudieront aussi pour approbation, une nouvelle constitution de l'IPC, et discuteront et approuveront diverses autres politiques et procédures qui auront un impact sur la direction future du Mouvement paralympique.

Outre cela, une série d'autres activités auront également lieu dans la ville hôte choisie avant l'Assemblée générale de 2021.

Les Prix Parasports 2021 auront lieu, tout comme une conférence d'information sur les membres de deux jours (9-10 décembre).

En marge de l'AG, le conseil d'administration de l'IPC se réunira également du 7 au 8 décembre. "L'AG de l'IPC 2021 aura une importance supplémentaire car elle impliquera non

seulement toutes les élections importantes du conseil d'administration, mais l'approbation d'une nouvelle constitution de l'IPC sera demandée après deux ans de consultation avec les membres de l'IPC sur les structures et pratiques de gouvernance de l'IPC", a expliqué le directeur général de l'IPC, Mike Peters.

L'IPC reste optimiste que, malgré la pandémie, la réunion se tiendra et permettra au handisport d'avancer. Il est à rappeler que la dernière Assemblée générale de l'IPC s'est tenue en 2019 à Bonn, en Allemagne, ville natale de l'IPC depuis 21 ans. Les dernières élections ont eu lieu à Abu Dhabi, aux Emirats arabes unis, en 2017, le Brésilien Andrew Parsons n'ayant élu que le troisième président de l'IPC.

JUDO - ELITE NATIONALE - PANDÉMIE

Deux nouveaux cas positifs au COVID-19 chez la sélection seniors/dames

La sélection algérienne (seniors/dames) est entrée en regroupement jeudi soir, en regroupement jeudi soir, au Centre de regroupement et de préparation des élites nationales à Souidania (Alger), avec un groupe amputé de trois éléments (2 athlètes et 1 membre du staff technique), qui ont été testés positifs au coronavirus, a-t-on appris vendredi auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAJ). Initialement, la sélection nationale devait effectuer ce stage avec un effectif de 17 athlètes, encadrés par un groupe de quatre techniciens, sous la houlette du coach principal Meziane Dahmani.

Etant donné que les résultats du dernier dépistage ont révélé la présence de ces trois cas positifs au COVID-19, "le groupe a été réduit uniquement aux éléments sains", à savoir



: 15 athlètes et 3 entraîneurs, dont l'entraîneur en chef, Dahmani.

"Ce stage, d'une durée de deux semaines se poursuivra au Centre de regroupement et de préparation des élites nationales à Souidania jusqu'au

20 novembre courant" a encore détaillé la FAJ. A la fin du mois d'août dernier, lors d'un précédent dépistage, les tests PCR avaient révélé la présence de dix cas positifs au COVID-19 parmi les rangs de la sélection féminine, ce qui avait conduit à l'annulation du stage bloqué qu'elle devait effectuer dans la foulée.

Cependant, les choses étaient progressivement rentées dans l'ordre, permettant à la sélection nationale (dames) d'effectuer un premier stage bloqué, pendant les semaines ayant suivi. Quoique, malgré une application rigoureuse du protocole sanitaire, particulièrement à la veille des regroupements, de nouveaux cas de contamination au COVID-19 continuent d'apparaître au sein de la sélection. (APS)

PRÉSIDENCE DE LA LFP

Azzedine Arab (ES Sétif) annonce sa candidature

Le président du Conseil d'administration de l'ES Sétif (Ligue 1 algérienne de football), Azzedine Arab, a annoncé vendredi soir qu'il se portera candidat à la présidence de la Ligue de football professionnel (LFP).

"J'ai décidé de quitter la présidence de la SSPA Blacks Eagles le mois de février ou mars, mais en même temps je vais me porter candidat à la présidence de la LFP," a déclaré Arab lors de l'émission "Studio Live" de la télévision algérienne.

Le président de l'ESS s'est dit très enthousiaste à l'idée de présider l'instance de gestion de football professionnel "après avoir été membre du bureau exécutif de la LFP pendant sept ans, sous la présidence de Mahfoud Kerbadj.". Le président Abdelkrim Medouar donne le mandat a expiré dernièrement à la tête de la Ligue de football professionnel (LFP), avait été autorisé à gérer les affaires courantes de cette instance jusqu'à la tenue de



l'assemblée générale électorale (AGE). Cette AGE aurait déjà dû se tenir, mais l'échéance a finalement été retardée à cause de la pandémie de nou-

veau coronavirus. La date de cette assemblée électorale est prévue pendant la période décidée par le ministère de la Jeunesse et des Sports, et ce,

après l'amendement des statuts de la LFP, essentiellement en ce qui concerne la composante de l'assemblée générale.

PREMIER LEAGUE - WEST HAM

"Benrahma commence à bien s'intégrer dans le groupe" (manager)

Le manager de West Ham United, David Moyes, s'est dit "satisfait" des dispositions et qualités de l'international algérien Said Benrahma et pense qu'il confirmera sa place dans l'équipe de Premier League. "Nous avons maintenant une équipe de joueurs et une bonne compétition, ce dont je suis content, et Said Benrahma en fait partie", a déclaré Moyes, lors d'une conférence de presse, tenue vendredi, avant le match West Ham-Fulham, prévu samedi au London Stadium. Dans son intervention, le manager de West Ham United a révélé que l'international algérien se rapprochait de plus en plus de sa première titularisation et lui a souhaité bonne chance.

"Benrahma a joué l'autre jour à Liverpool et il se rapproche de la forme physique, alors nous sommes ravis. Il commence à bien s'intégrer et nous commençons à voir de quoi il est capable pour qu'il soit à nouveau dans et autour



de l'équipe", s'est réjoui Moyes. L'attaquant international algérien, Said Benrahma (Brentford-Championship)

s'est engagé en octobre dernier avec West Ham pour une saison à titre de prêt avec une option d'achat obligatoire.

LIGUE 1 - USM ALGER

Benhammouda prolonge jusqu'en 2023

L'attaquant de l'USM Alger Bilal Benhammouda a prolongé son contrat jusqu'en 2023, a annoncé vendredi le club algérois de Ligue 1 de football. "Benhammouda a prolongé son contrat avec l'USMA jusqu'en 2023" a indiqué la Direction des Rouge et Noir dans un bref communiqué, diffusé sur sa page officielle Facebook.

Benhammouda est le cinquième joueur à prolonger son bail avec la formation de Soustara au cours des dernières 48 heures, après les milieux de terrain Mohamed-Réda Boumechra (23 ans), Oussama Chita (24 ans), le défenseur central Adam Alilet (21 ans) et le gardien de but Abdelmoumen Sifour.

Dans l'objectif de préserver l'ossature de son équipe, l'USMA avait commencé par prolonger les joueurs-cadres, à l'image du gardien Mohamed Lamine Zemmamouche, de l'attaquant Aymen Mahious, du milieu de terrain Hamza Koudri, et du défenseur Abderrahim Hamra. Les Rouge et Noir devraient disputer au moins cinq matchs amicaux avant d'entamer la nouvelle saison, avec au menu la Supercoupe d'Algérie, programmée le 21 novembre face au CR Belouizdad au stade du 5-Juillet, puis le début du championnat de Ligue 1 dont la première rencontre aura lieu face à l'ES Sétif, au stade Omar-Hamadi de Bologhine.

FOOT - LIGUE 1 (AMICAL)

Victoire du RC Relizane devant la JSM Skikda (2-1)

Le RC Relizane s'est imposé devant la JSM Skikda sur le score de 2 à 1 (mi-temps : 0-1), en match amical disputé vendredi à Mostaganem. Les buts RCR ont été inscrits par Balegh et Hitala en deuxième mi-temps, alors que Marzougui avait ouvert le score pour la JSMS en 1ère période. La Jeunesse Sportive de Skikda jouera un autre match amical dimanche face à l'USM Alger au stade Omar Hamadi de Bologhine. Lors de la 1ère journée du Championnat d'Algérie de Ligue 1, prévu le 28 novembre, le RC Relizane accueillera le Paradou AC, alors que la JSM Skikda se rendra à Biskra pour défier l'USB.

FOOT- LIGUE 1 (PRÉPARATION)

L'ASO Chlef et l'équipe nationale U20 se neutralisent (0-0)

L'ASO Chlef et l'équipe nationale de football des moins de 20 ans (U20), se sont neutralisées ce jeudi (0-0), en match amical préparatoire disputé au stade annexe de l'enceinte olympique du 5-Juillet, en prévision du coup d'envoi du championnat de Ligue 1 de football, prévu le samedi 28 novembre. L'équipe nationale des U20, sous la conduite de Saber Bensmaïn, poursuit ainsi son cycle préparatoire, après avoir fait deux matchs nuls face à la 1re Régión militaire (0-0) et devant le MC Alger (3-3), et une défaite face au NA Hussein-Dey (0-1).

Les U20 poursuivant leur stage entamé le 30 octobre à Alger, qui s'étalera jusqu'au 9 novembre. Les U20 préparent le tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) prévu du 13 au 28 décembre prochain en Tunisie. En plus de l'Algérie, quatre autres sélections nord africaines prendront part à ce tournoi, il s'agit de la Tunisie (pays hôte), de la Libye, du Maroc et de l'Egypte. Les deux premiers se qualifieront pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations-2021 (CAN-2021) de la catégorie en Mauritanie, du 16 février au 4 mars prochains.

LIGUE 1 - JSK

Zelfani déçu de son secteur défensif

L'entraîneur tunisien de la JS Kabylie (Ligue 1 algérienne de football) Yamen Zelfani, s'est montré déçu de son secteur défensif, suite à la défaite concédée jeudi face au NA Hussein-Dey (1-2), en demi-finale du tournoi dédié en hommage à l'ancien entraîneur du MC Alger et défunt Smaïl Khabatou, qui se déroule au stade Ahmed Falek de Hydra (Alger). "Nous avons abordé ce match en tant que rendez-vous officiel. Nous avons commis des fautes individuelles notamment dans l'action du deuxième but encaissé,

c'est impardonnable à ce niveau-là. Il y a des joueurs qui vont revenir pour nous apporter plus d'assurance en défense", a indiqué Zelfani à la chaîne YouTube officielle du club.

Le NAHD affrontera samedi en finale le MC Alger, qualifié aux dépens du Paradou AC (2-1). La finale prévue à 15h45 sera précédée par le match de la 3e place à 12h30. "Nous avons raté des occasions pour scorer qui auraient pu nous mettre à l'abri. L'efficacité nous a fait défaut, mais ça va

venir avec plus de travail et de lucidité", a-t-il ajouté. Avant de conclure : "C'est vrai que nous étions les premiers à entamer les préparatifs durant l'intersaison, nous avons actuellement en quelque sorte les pieds lourds. D'ici au début de la compétition, je suis sûr que nous serons au point sur le plan physique et tactique". Lors de la première journée du championnat, fixée au samedi 28 novembre, la JSK accueillera le CABB Arreridj au stade du 1e-novembre 1954 de Tizi-Ouzou.

LIGUE DES NATIONS-2021

Houssem Aouar remplace Nabil Fekir en équipe de France

Le milieu du Betis Séville Nabil Fekir, "blessé aux ischio-jambiers de la jambe gauche", est forfait pour le dernier rassemblement de l'équipe de France en 2020, a indiqué vendredi la Fédération française de football en annonçant son remplacement par le Lyonnais Houssem Aouar.

Le milieu de l'OL (22 ans), redescendu chez les Espoirs en novembre après une première convocation le mois dernier, rejoindra lundi la sélection en vue du match amical mercredi à Saint-Denis contre la Finlande et des rencontres de Ligue des nations à Lisbonne le samedi 14 contre le Portugal puis contre la Suède le mardi 17 au Stade de France.

EUROPA LEAGUE (3^e J)

Ghoulam rejoue avec Naples, fin de série d'invincibilité pour l'AC Milan de Bennacer

Le défenseur international algérien Faouzi Ghoulam, a rejoué avec Naples lors de la victoire décrochée en Croatie face à Rijeka (2-1), alors que Lille OSC a mis fin à la série d'invincibilité de l'AC Milan où évolue Ismaël Bennacer (3-0), à l'occasion de la 3e journée de l'Europa League de football disputée jeudi.

Laissé sur le banc lors des quatre des quatre derniers matchs du Napoli, toutes compétitions confondues, l'ancien stéphanois a fait son apparition sur le terrain durant les dix dernières minutes de jeu.

Grâce à ce précieux succès ramené de l'extérieur, le club italien occupe la deuxième place du groupe F, en égalité de points avec le leader AZ Alkmaar et la Real Sociedad (6 points).

Dans le groupe H, l'AC Milan, qui restait sur une incroyable série d'invincibilité de 24 matchs sans défaite, toutes compétitions confondues, a sombré à domicile face aux Français de Lille OSC (0-3).

L'international turc Yusuf Yazici s'est illustré lors de cette rencontre

en signant un triplé, qui permet aux « Dogues » de s'emparer du fauteuil de leader avec 7 unités, devant l'AC Milan (6 pts).

Ayant débuté la rencontre sur le banc des remplaçants, Bennacer a été incorporé en seconde période (61e) alors que le match était déjà plié (3-0). L'OGC Nice des deux internationaux algériens Youcef Atal et Hicham Boudaoui, est retombé dans ses travers, en s'inclinant en République tchèque face au Slavia Prague (3-2), comptant pour le groupe C. Si Atal a fait son apparition en fin de match (81e), Boudaoui est resté sur le banc des remplaçants. Une défaite qui fait reléguer la formation azuréenne à la 3e position avec 3 points. Enfin, Hoffenheim de l'attaquant Ishak Belfodil a signé sa troisième victoire de rang, en atomisant à domicile les Tchèques de Slovan Liberec (5-0). Belfodil a été incorporé à la 73e minute de jeu. Une victoire qui permet à la formation allemande de conforter sa position de leader avec 9 unités, à trois longueurs des Serbes de l'étoile rouge de Belgrade.

Laissant place à la trêve internationale, l'Europa league reprendra ses droits le jeudi 26 novembre avec le déroulement de la 4e journée, marquant le début de la phase retour de l'épreuve.

FOOTBALL - LIGUE 1 ALGÉRIENNE

Les clubs doivent apprendre à vivre avec la pandémie

Les clubs de première division algérienne de football, notamment, les quatre qui disputent le tournoi Smaïn Khabatou, ont été unanimes à considérer qu'il est "nécessaire de faire avec le coronavirus et de continuer à vivre, en respectant le protocole sanitaire", exigé par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) et la Fédération algérienne de football (FAF).

"Le MC Alger a dès le départ pris les choses très au sérieux, car conscient que la moindre négligence face à ce virus mortel pouvait coûter la vie à des gens. Nous avons donc appliqué le protocole sanitaire à la lettre, sur et en dehors du terrain, notamment, en veillant à ce que nos joueurs mettent des bavettes et utilisent régulièrement du gel désinfectant, tout en respectant une distance de sécurité de 1,5 m, particulièrement lorsqu'ils se trouvent dans endroits clos, comme les vestiaires" a indiqué le dirigeant Nacer Bouiche. L'ancien attaquant international du Doyen a ajouté que le MCA a organisé ce tournoi d'une part pour peaufiner sa préparation en vue de la saison 2020-2021, mais aussi pour rendre hommage à l'ancien joueur et entraîneur Smaïn Khabatou.

"Ce tournoi a été également l'occasion pour nous de tester, dans les conditions du réel, notre capacité à gérer un match au temps du coronavirus. Un apprentissage important qui, nous l'espérons, nous permettra d'éviter tout risque de propagation du coronavirus une fois que le championnat national aura démarré" a-t-il ajouté.

Bouiche a reconnu qu'il était "difficile de faire respecter le protocole sanitaire dans tous les stades", et ce pour des considérations matérielles, car selon lui "plusieurs clubs ne disposent pas de suffi-



samment de moyens" pour faire face à la situation.

Quoique, malgré le manque de moyens, le dirigeant mouloudéen a insisté sur le fait que "les clubs devront faire preuve de maturité, de civisme et de responsabilité, pour faire face à la pandémie". De son côté, le président du Conseil d'administration du MCA, Abdennacer Almas a révélé que le club a "consacré un budget spécial pour assumer les frais" résultant de la lutte contre la pandémie du coronavirus et de l'application des mesures sanitaires.

"Les tests PCR, à eux seuls, nous coûtent 14.000 DA l'unité. Si on y ajoute le reste des frais : bavette, gel désinfectant ... cela constitue un sacré budget au quotidien. Je comprends donc le fait que certains clubs, aux reve-

nus réduits, trouvent des difficultés à faire face à la situation".

Almas a poursuivi en rappelant que "le MCA a déjà effectué trois stages bloqués" depuis l'entame de sa préparation d'intersaison et pendant lesquels "aucun cas positif n'a été dépisté".

D'après lui, "les trois cas asymptomatiques qui ont été enregistrés dernièrement" sont survenus "pendant la période de repos", lorsque les joueurs ont été autorisés à rentrer chez eux. De son côté, l'entraîneur de la JS Kabylie, Yamen Zelfani, a assuré que la situation engendrée par la pandémie de la Covid-2019 n'est pas facile à surmonter, mais c'est une fatalité avec laquelle il faut cohabiter.

"La situation sanitaire est la même de part le monde, notamment, en Europe ou même les

grandes stars du football sont infectées par le virus. Nous sommes obligés de cohabiter avec le coronavirus et reprendre la compétition après huit mois d'arrêt, tout en respectant rigoureusement le protocole sanitaire", a estimé le technicien tunisien.

Même son de cloche chez l'entraîneur du NA Hussein-Dey, Nadir Laknaoui, qui a indiqué que son équipe s'est présentée à ce tournoi sans quatre joueurs infectés par le virus, à savoir, Bouziane, Benayad, Benaïa et Ferahi.

"Malgré la situation sanitaire, il faut continuer à fonctionner et rester vigilant face à cette pandémie", a-t-il estimé.

La finale de la 1ère édition du tournoi Smaïn Khabatou opposera, samedi au stade d'Hydra (Alger), le NA Hussein-Dey, qui a battu la JS Kabylie (2-1), au MC Alger qui s'est imposé devant le Paradou AC sur le même score. Pour rappel, la Fédération algérienne de football (FAF) a fixé au samedi 28 novembre, le déroulement de la première journée du championnat comptant pour la saison 2020-2021, en présence désormais de 20 clubs au lieu de 16, suite au léger remaniement du nouveau système pyramidal de compétition.

Le début du championnat sera précédé une semaine plus tôt, par le déroulement de la Supercoupe d'Algérie prévue au stade olympique du 5-juillet entre le CR Belouizdad et l'USM Alger.

LIGUE 1 - USM ALGER

Le gardien Sifour prolonge jusqu'en 2023 (Club)

Le gardien de l'USM Alger Abdelmoumen Sifour a prolongé son contrat jusqu'en 2023, a-t-on appris auprès du club algérois. "Sifour a prolongé son contrat avec l'USMA jusqu'en 2023" a indiqué la Direction des Rouge et Noir dans un bref communiqué, diffusé jeudi soir sur son site officiel.

Sifour (22 ans) est le quatrième joueur à prolonger son bail avec la formation de Soustara au cours des dernières 48 heures, après les milieux de terrain Mohamed-Réda Boumechra (23 ans) et Oussama Chita (24 ans), ainsi que le défenseur central Adam Alilet (21 ans). A l'instar de Sifour, Boumechra et Chita ont prolongé leurs bails respectifs jusqu'en 2023, alors qu'Alilet

s'est réengagé jusqu'en 2024, selon la Direction des Rouge et Noir.

Dans l'objectif de préserver l'ossature de son équipe, l'USMA avait commencé par prolonger les joueurs-cadres, à l'image du gardien Mohamed Lamine Zemmamouche, de l'attaquant Aymen Mahious, du milieu de terrain

Hamza Koudri, et du défenseur Abderrahim Hamra. D'un autre côté, le club s'est passé des services de certains joueurs, qui n'entraînent plus dans les plans du nouveau staff technique, notamment, le défenseur Redouane Chérifi, l'attaquant Walid Ardji et le gardien Ismaïl Mansouri.

A noter aussi que six jeunes joueurs, formés au club et relevant de la caté-

gorie "espoirs" ont été promus en équipe première, à savoir : Aliane Yacine, Bedjaoui Ahmed, Abassi Zinedine, Louanchi Abdelkrim, Djenidi Mohamed et Ouahab Wassim. Le club algérois a disputé mercredi son premier match amical en cette période d'intersaison, face à la JS Saoura (0-0) au stade de Zéralda (Alger).

Les Rouge et Noir devraient disputer au moins cinq matchs amicaux avant d'entamer la nouvelle saison, avec au menu la Supercoupe d'Algérie, programmée le 21 novembre face au CR Belouizdad au stade du 5-juillet, puis le début du championnat de Ligue 1 dont la première rencontre aura lieu face à l'ES Sétif, au stade Omar-Hamadi de Bologhine.

Solskjaer ne doute pas

En difficulté depuis le début de la saison, Ole Gunnar Solskjaer a obtenu du répit de la part de ses dirigeants à Manchester United. L'entraîneur norvégien avoue de son côté ne pas douter. "Si je ne fais pas confiance à mes convictions et mes valeurs, aux qualités de mon staff et à la qualité de mes joueurs, qui d'autre le fera ? Il y a des hauts et des bas dans le football, c'est comme ça. Il faut avoir cette confiance en soi et confiance dans les joueurs. De ce que j'ai vu des garçons, ils sont très concentrés et prêts à donner une réponse. Je connais ces joueurs et je leur fais suffisamment confiance pour répondre", a expliqué le manager nordique devant la presse.



KLOPP DÉFEND FIRMINO

Moins en réussite, l'attaquant de Liverpool Roberto Firmino (29 ans, 11 matchs et 1 but toutes compétitions cette saison) voit son concurrent Diogo Jota (23 ans, 10 apparitions et 7 buts toutes compétitions avec Liverpool cette saison) empiéter les réalisations depuis son arrivée. Du coup, la tendance s'inverse aux yeux des journalistes anglais. Ce qui a incité le manager Jürgen Klopp à défendre le Brésilien. "Il a été celui qui a fait la différence tant de fois, a rappelé le coach allemand. Je n'ai pas à dire un mot sur Firmino pour dire à quel point il a été important pour nous. Je ne vais pas perdre mon temps avec ça.

Il a tant de fois été décisif, peut-être sans marquer, je n'en suis pas sûr, que je serais vraiment gêné si je devais citer ses qualités maintenant. Je ne peux pas aider ces gens, désolé. C'est comme ça."

Il faudra tout de même jeter un œil à la compo des Reds lors du choc de Premier League face à Manchester City dimanche (17h30).

HAALAND AU REAL MADRID EN 2022 ?

L'international Norvégien pourrait faire ses valises pour la capitale espagnole. Selon AS, Dortmund et le clan Haaland auraient un accord verbal pour libérer l'attaquant en 2022. Et le Real Madrid serait le mieux placé pour l'accueillir.

Erling Haaland est-il le successeur naturel de Karim Benzema au Real Madrid ? Selon AS, l'avenir est tracé en ce sens. En juin 2022, le Français aura 34 ans et arrivera en fin de contrat, et c'est cette date qu'aurait cochée le Real Madrid pour faire venir l'international norvégien. Avec 4 buts en Ligue des Champions et 10 toutes compétitions confondues, le géant confirme les immenses espoirs placés en lui la saison passée. Très sage pendant ce mercato, le Real Madrid compte lâcher les chevaux. Et les supporters pourraient voir une nouvelle vague de galactiques arriver d'ici un ou deux ans. Le quotidien indique également que le club de la capitale est le mieux placé pour accueillir Haaland. Et que Dortmund serait prêt à négocier plus facilement leur joueur avec l'équipe de Zidane qu'avec n'importe qui d'autre. Avis aux portiers de Liga, faites chauffer les gants.

PAVARD FORFAIT AVEC LES BLEUS ?

Le défenseur du Bayern Munich ne devrait pas prendre part au choc face au Borussia Dortmund ce samedi, à deux jours du rassemblement à Clairefontaine. Selon les informations de L'Equipe, Benjamin Pavard ne sera pas du déplacement du Bayern Munich ce samedi sur la pelouse du Borussia Dortmund, pour le choc au sommet de la Bundesliga. Victime d'une gêne musculaire à la cuisse, le latéral droit pourrait ainsi être remplacé par la nouvelle recrue havraise Bouna Sarr pour ce rendez-vous très attendu. Un forfait qui poserait la question de la participation du défenseur de l'équipe de France au rassemblement des Bleus. Une décision devrait être prise lundi.

L'Atletico Madrid vise Tariq Lamptey

Les Colchoneros apprécient beaucoup le profil du jeune anglais. Depuis le début de saison, Tariq Lamptey (20 ans) fait partie des belles surprises de la Premier League anglaise. Auteur de trois passes décisives en sept rencontres de championnat, ce dernier porte actuellement les couleurs de Brighton où il dispose d'un contrat jusqu'en juin 2023. Si des clubs anglais le surveillent de près, le média ibérique AS nous révèle que l'Atletico Madrid serait également intéressé par l'international Espagnol anglais. Estimé à 25 millions d'euros par ses dirigeants, le natif de Londres serait en discussions depuis plusieurs jours en vue d'une prolongation de contrat.



Liverpool vise le prometteur Yunus Musah

Les Reds seraient séduits par ce jeune talent américain. En vue du prochain mercato d'hiver, la formation de Liverpool va tenter d'attirer dans ses filets un jeune talent américain. Selon le média Don Balon, il s'agit de Yunus Musah. Jeune milieu de terrain de 17 ans, ce dernier dispose d'un contrat jusqu'en juin 2022 avec le FC Valence. Apparu à sept reprises depuis le début de saison en Liga, le natif de New York commence peu à peu à faire son trou avec le Club Ché. Formé à Arsenal, il pourrait donc faire son retour en Angleterre par la grande porte. Côté transfert, le site Transfermarkt l'estimerait à 5 millions d'euros.



SANTÉ DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Message de vœux de prompt rétablissement du Premier ministre britannique

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu un message de vœux de prompt rétablissement de la part du Premier-ministre britannique, Boris Johnson, a indiqué jeudi la Présidence de la République dans un communiqué. "Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu ce jour un message de vœux de prompt rétablissement de la part du Premier-ministre britannique, Boris Johnson", précise la même source.



ALGÉRIE-FRANCE

Le ministre de l'Intérieur français en visite de travail à Alger

Le ministre de l'Intérieur français, Gérard Darmanin effectuera une visite de travail de deux jours en Algérie, hier et aujourd'hui, a indiqué le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire jeudi dans un communiqué. "Dans le cadre des relations de coopération bilatérale, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud

recevra son homologue français, Gérard Darmanin qui effectuera une visite de travail en Algérie les 7 et 8 novembre 2020", précise la même source. Cette visite constituera "une occasion pour échanger les vues au sujet de la coopération entre les secteurs de l'Intérieur des deux pays et examiner les voies de renforcement de la coordination dans nombre de domaines d'intérêt commun", a conclu le communiqué.

GRANDE MOSQUÉE D'ALGER

Accomplissement de la première prière du vendredi

La première prière du vendredi a été accomplie à la Grande Mosquée d'Alger (Djamaâ El-Djazair) dans le respect des mesures sanitaires de prévention contre la propagation du Covid-19. La prière du vendredi a également été accomplie dans les autres mosquées de la République ayant une capacité d'accueil de plus de 1000 fidèles, et ce en application de la décision du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relative à la levée de la suspension de la prière du vendredi, après une suspension de plus de sept mois due à la pandémie du coronavirus. Les fidèles ont

accompli la prière du vendredi en respectant le port du masque, l'utilisation du tapis personnel pour la prière et la distanciation physique, et ce en présence du ministre des Affaires religieuses et des wakfs, Youcef Belmehdi, le ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, El Hachemi Djaaboub ainsi que du président du Haut Conseil Islamique (HCI), Bouabdellah Ghlamallah. Dans son prêche, l'imam a félicité les fidèles pour leur retour dans les mosquées pour l'accomplissement de la prière, les exhortant à respecter rigoureusement les mesures barrières. A cette



occasion, les services de la sûreté nationale ont mis sur pied un dispositif spécial visant à assurer la sécurité et réguler la circulation au niveau des voies et axes menant vers la Grande Mosquée d'Alger.

Plusieurs brigades mobiles (motorisées et pédestres) ont été mobilisées afin de faciliter la trafic routier au niveau des voies menant vers cet édifice religieux, et veiller au respect strict des consignes du protocole sanitaire de la lutte contre le Coronavirus. La salle de prière de la Grande mosquée d'Alger avait été inaugurée lors d'une cérémonie présidée par le Premier ministre Abdelaziz Djerad à l'occasion de la célébration du Mawlid Ennaboui. L'appel à la prière (adhan) a été lancé pour la première fois depuis la Grande mosquée par le muezzin Yacine Imrane.

CRISE LIBYENNE

"L'approche algérienne, référence essentielle pour le règlement de la crise" (experts libyens)

L'approche algérienne se veut la principale référence pour le règlement de la crise libyenne, notamment en ce qui concerne le dialogue politique inter-libyen sous l'égide de l'ONU, à même de permettre l'édification d'institutions légitimes et unifiées à la faveur d'élections régulières et transparentes qui mèneraient la Libye à bon port, ont estimé des experts politiques libyens. Le directeur du Centre d'études libyen "Astrolabe", Abdessalam al-Rajhi a salué, dans une déclaration à l'APS, le rôle "distingué et sage" de l'Algérie dans la résolution de la crise libyenne ainsi que ses interventions "positives" en faveur du peuple libyen, affirmant que "l'approche algérienne qui prône la tenue d'élections et l'instauration d'institutions légitimes dans ce pays voisin, constitue la base de la résolution de la crise libyenne". Dans ce sens, il a rappelé que le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait mis l'accent sur l'impératif d'aller vers des élections en Libye, ce qui représente, a souligné le même expert, "la véritable revendication du peuple libyen". Saluant la position positive de l'Algérie dans son interaction avec la crise libyenne, l'expert libyen a soutenu que l'Algérie n'était "pas intervenue de façon négative portant atteinte aux intérêts et la souveraineté du peuple libyen et l'unité de son pays, contrairement à certains Etats qui envoyaient des armes à des mercenaires pour attiser les tensions entre les parties au conflit". "L'Algérie a tendu sa main aux Libyens, apporté son assistance dans la mesure du possible et œuvré de son mieux à écarter les interventions militaires étrangères, en soutenant une solution politique réunissant les belligérants libyens pour faire cesser les hostilités", a-t-il relevé, soulignant que "le peuple libyen n'oubliera jamais le soutien de l'Algérie durant cette épreuve". Pour sa part, l'expert en questions stratégiques libyennes, Mahmoud Ismail al-Remli, a qualifié "l'approche algérienne de référence du règlement de la crise libyenne", estimant que "l'élection d'institutions légitimes et le référendum sur la Constitution constitueraient la solution à même de garantir la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye".

"L'Algérie, qui est liée à la Libye sur les plans géographique, politique et culturel, porte une vision contenant plusieurs aspects de la résolution de la crise libyenne. Il sera important de réaliser que la véritable solution applicable doit être basée sur les constantes du peuple libyen", a-t-il dit, ajoutant que "l'unique solution à la naissance d'institutions jouissant de la légitimité auprès des Libyens est de voter une Constitution avec l'aide de la communauté internationale, notamment les pays du voisinage, en tête desquels l'Algérie". Rappelant les efforts "palpables" de l'Algérie afin d'accélérer la résolution de la crise libyenne, qui menace, a-t-il dit, "la sécurité et la stabilité de la région toute entière", le même intervenant a fait savoir que "plusieurs problèmes dont souffre la Libye proviennent de l'étranger et plusieurs pays régulent leurs comptes personnels sur les territoires libyens au détriment du peuple libyen". Concernant le Forum de dialogue politique inter-libyen prévu le 9 novembre en cours, le même responsable a affirmé que "la revendication de la majorité du peuple libyen, selon les sondages d'opinion, consiste en l'organisation d'élections régulières et transparentes à même

de mettre terme à la période de transition, d'où l'impératif pour tout un chacun d'œuvrer à sa mise en œuvre".

"Je crois que la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL) devra procéder à la mise en œuvre de la revendication du peuple libyen pour organiser des élections, préconisées par l'Algérie qui est connue pour son soutien à l'approche du peuple libyen", a-t-il poursuivi, soulignant que la mission onusienne "évoquait, au début, une restructuration de l'exécutif et la répartition du pouvoir dans le processus de dialogue politique". Et d'ajouter : "toutefois, nous avons constaté, récemment, que son approche est en train de muter et l'on commence à parler d'organisation d'élections". En ce qui concerne les réunions du Comité militaire mixte libyen (5 + 5) à Genève et dans la ville libyenne de Ghadamès, le même analyste politique a déclaré que c'était "une étape importante mais pas suffisante" car le plus important, a-t-il souligné, est l'adhésion et le respect des termes de l'accord de cessez-le-feu. Il a souligné, à cet égard, que l'accord de cessez-le-feu est "le début de la résolution de la crise, car la crise libyenne est épineuse et un accord entre les militaires des deux

parties au conflit n'est pas suffisant pour la régler définitivement", affirmant que la crise libyenne est devenue "très complexe" car "avant 2019 l'intervention étrangère en Libye était politique et médiatique, mais aujourd'hui, l'intervention étrangère est militaire, c'est-à-dire avec des armes, du matériel militaire et des mercenaires par milliers". Le 23 octobre, le Comité militaire mixte libyen a signé un accord de cessez-le-feu permanent dans toute la Libye, après les pourparlers de Genève (Suisse), sous l'égide des Nations Unies.

Les délégations militaires - issues d'un sommet international sur la Libye qui s'est tenu en janvier 2020 à Berlin - ont discuté durant une semaine du cessez-le-feu et les pourparlers ont été axés sur la région centrale, y compris Syrte et Al Djoufrah. Le travail de ce comité (processus sécuritaire) est l'un des trois axes sur lesquels la mission travaille en parallèle avec les processus économique et politique. Le 2 novembre en cours, le Comité militaire s'est réuni pour la première fois en Libye dans la ville de Ghadamès, où les participants ont convenu d'un plan pratique pour mettre en œuvre le cessez-le-feu.

ONU

Un diplomate Algérien élu membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de l'ONU

Le diplomate algérien Nabil Kalkoul a été élu en qualité de membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour un mandat de trois années à compter du 1er janvier 2021. Organe subsidiaire de l'Assemblée générale, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires est composé de vingt et un (21) experts indépendants nommés à titre personnel pour une période de trois ans et joue un rôle important dans la conception des politiques budgétaires de l'ONU. Il a pour principales tâches d'examiner le projet de budget soumis par le Secrétaire général, de donner un avis à l'Assemblée sur toute question administrative ou budgétaire qui lui est soumise, d'examiner pour le compte de cette dernière les budgets administratifs des institutions spéciali-

sées, et enfin, d'étudier les rapports de ces dernières et ceux des commissaires aux comptes. L'élection unanime de ce diplomate algérien a été précédée par l'endossement de sa candidature par une décision du Sommet de l'Union africaine en février 2020 et de celle du Conseil des ministres arabes en septembre 2019. Cette élection couronne également les efforts consentis par l'Algérie visant à assurer une représentation adéquate de ses ressortissants dans les organisations régionales et internationales. A travers sa participation dans le processus décisionnel de cet important organe de l'ONU, l'Algérie ouvrera en faveur d'une gestion transparente et efficace de l'administration, des finances et des ressources humaines de l'ONU et contribuera, ainsi, à la promotion du multilatéralisme au sein de l'Organisation.